

Action sociale Ventilation fonctionnelle des dépenses

Exercice 2009



*Caisses d'allocations familiales
Métropole et départements d'outre-mer*

L'action sociale des Caf de Métropole et de l'Outre-Mer

<i>Les dépenses d'action sociale des Caf métropolitaines et des Départements d'Outre-Mer - présentation synthétique</i>	3
<i>Annexe 1 : séries rétrospectives : dépenses d'action sociale des Caf de 2005 à 2009</i>	35
<i>Résultats agrégés des Caf métropolitaines et des Caf d'Outre-mer</i>	37
<i>Résultats agrégés des Caf métropolitaines</i>	40
<i>Résultats agrégés des Caf d'Outre-mer</i>	46
<i>Annexe 2 : Les résultats financiers 2009 selon la présentation du document statistique établi annuellement par Caf : 123 caf métropole + Dom</i>	49
<i>Annexe 3 : Les résultats financiers 2009 selon la présentation du document statistique établi annuellement par Caf : 119 caf de métropole</i>	65
<i>Annexe 4 : Les résultats financiers 2009 selon la présentation du document statistique établi annuellement par Caf : 4 caf des Dom</i>	81
<i>Annexe 5 : Les résultats financiers 2009 par Caf et par région</i>	95
<i>Annexe 6 : Les bénéficiaires potentiels d'AS au 31/12/2009</i>	113
<i>Liste des tableaux et graphiques</i>	118



C.N.A.F.

Direction des Statistiques, des Etudes et de la Recherche

Département Statistiques Prévisions et Analyses

Marie-Thérèse Escande

juin 2010

L'action sociale des Caf de Métropole et de l'Outre-Mer

Les dépenses d'action sociale des 119 Caf métropolitaines et des
4 Caf des Dom en 2009

présentation synthétique

Les dépenses d'action sociale en 2009

Métropole et départements d'Outre-Mer

4 milliards d'euros ont été consacrés à l'action sociale des 123 Caisses d'allocations familiales, somme en progression annuelle de 2,4%. Les trois-quarts de la dépense couvrent les deux premières « fonctions » : 52% pour l'accueil des jeunes enfants (2,1 milliards) et 23,8% pour les temps libres des enfants et des familles (945,4 millions d'euros). Les trois fonctions suivantes sont, par ordre d'importance, l'accompagnement social des familles et de leurs enfants (438,8 millions d'euros 11,1%), l'animation de la vie sociale (286 millions d'euros 7,2%) et le logement (150 millions 3,8%). La part des dotations affectées est prédominante (74,6%) et en progression régulière, notamment celle des prestations de service unique et prestation de service ordinaire (1,8 milliard d'euros) et des contrats enfance jeunesse (près d'un milliard d'euros).

*Le présent document a pour objectif la diffusion des résultats statistiques annuels en matière **d'action sociale des Caisses d'allocations familiales de métropole et des départements d'Outre-mer.***

Les tableaux de synthèse 1 à 12 ci-après (pages 25 à 33) présentent successivement les résultats agrégés (exprimés en millier d'euros) des 123 Caisses d'Allocations Familiales de la Métropole et des Départements d'Outre-mer (tableaux 1 à 4), des 119 Caf de Métropole (tableaux 5 à 8) et des 4 Caf des départements d'Outre-mer, (tableaux 9 à 12) selon les fonctions de la nomenclature des dépenses d'action sociale mise en place en 1994.

En annexe 1 (page 35) sont présentées des séries de données sur cinq ans, de 2005 à 2009. Les niveaux d'agrégation sont également les 123 Caf de Métropole et des départements d'Outre-mer (tableaux 13 à 16), les 119 Caf de Métropole (tableaux 17 à 23) et les 4 Caf des Dom (tableaux 24 et 25).

En annexe 2, 3 et 4 sont présentés les résultats centralisés, sous la forme du document « ventilation fonctionnelle des dépenses d'action sociale » établi pour chaque Caf à l'issue de chaque campagne statistique (tableaux SF100 à SF951),

- annexe 2 : des 123 Caf de métropole et des départements d'Outre-mer (pages 49 à 63),

- annexe 3 : des 119 caf du régime général métropolitain (pages 65 à 79),

- annexe 4 : des 4 caf des départements d'Outre-mer (pages 81 à 94).

L'annexe 5 (page 95) est constituée de plusieurs états statistiques précisant par Caf et par région les montants d'aides d'action sociale versés en euro et en pourcentage, par fonction (pages 97 à 104), selon le destinataire de la dépense (pages 105 à 108) et selon la nature de la dépense (pages 109 à 112).

Enfin l'annexe 6 indique (page 113), pour chaque Caisse d'allocations familiales, le nombre d'allocataires susceptibles de bénéficier de l'action sociale à la date du

31/12/09 (bénéficiaires potentiels). Il s'agit d'un nombre « théorique » de bénéficiaires calculé selon une définition donnée par la Cnaf, et rappelée en note à la page 113.

Les commentaires ci-après portent sur les résultats financiers des 123 Caf.

Les orientations d'action sociale

Les priorités de l'action sociale ont été fixées pour la période 2009-2012 dans le cadre de la convention d'objectif et de gestion (COG) signée entre l'Etat et la Cnaf. Dans cette convention, la Branche famille s'engage à offrir aux allocataires un service global, associant les prestations légales et les interventions d'action sociale et s'adaptant à la spécificité des territoires, en partenariat avec les autres acteurs du social. La Branche a défini quatre missions :

- aider les familles à concilier vie familiale, vie professionnelle et vie sociale
- soutenir la fonction parentale et faciliter les relations parents-enfants
- accompagner les familles dans leurs relations avec l'environnement et le cadre de vie
- créer les conditions favorables à l'autonomie, à l'insertion sociale et professionnelle des personnes et des familles.

Les orientations d'action sociale ont été précisées aux Caf au cours de l'année 2009 par lettres-circulaires sur les thèmes de soutien à la fonction parentale (LC 077 du 13 mai 2009), du logement et de l'habitat des familles (LC 168 du 7 octobre 2009) et du travail social (LC 165 du 1^{er} octobre 2009).

Les priorités définies dans le cadre de la convention signée avec l'Etat s'inscrivent dans le prolongement des précédentes orientations d'action sociale. Elles n'ont pas entraîné de modification de la nomenclature des dépenses d'action sociale (nomenclature établie pour toute la sécurité sociale¹) définie selon les sept fonctions suivantes (pas de fonction 6 pour les Caf, la fonction 6 étant relative aux cotisants) :

- 1 – Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans ;
- 2 – Temps libres des enfants et des familles ;
- 3 – Accompagnement social des familles et de leurs enfants ;
- 4 – Logement et habitat ;
- 5 – Animation de la vie sociale ;
- 7 – Prestations supplémentaires aux familles ;
- 8 – Accompagnement de la fonction parentale et autres actions

Une fonction supplémentaire « logistique des œuvres » a été créée suite à la mise en place du budget unique de gestion en 2001. Cette fonction est destinée aux CAF qui, compte tenu de contraintes vis-à-vis des partenaires cofinanceurs de leurs gestions directes, n'ont pu effectuer le reclassement des charges de logistique commune aux œuvres de la gestion SF vers la gestion E (gestion des œuvres).

¹ La mise en place du plan comptable unique des organismes de sécurité sociale, au 1^{er} janvier 2002, a été accompagnée d'une nomenclature des dépenses d'action sociale pour les quatre branches de la sécurité sociale (maladie, vieillesse, allocations familiales et recouvrement). Cette nomenclature est destinée à identifier les domaines d'intervention des organismes de sécurité sociale et s'inspire très largement de celle utilisée jusqu'en 2001 par la Cnaf.

1 - Répartition et évolution 2009/2008 des dépenses selon les fonctions de l'action sociale familiale

Les dépenses des fonctions de l'action sociale sont déclinées selon les destinataires en distinguant :

- les aides directes aux familles
- les aides aux partenaires
- les services Caf (œuvres en gestion directe)

Ces dépenses sont également ventilées selon les sections :

- aides financières
- investissement
- fonctionnement

et selon la source de financement :

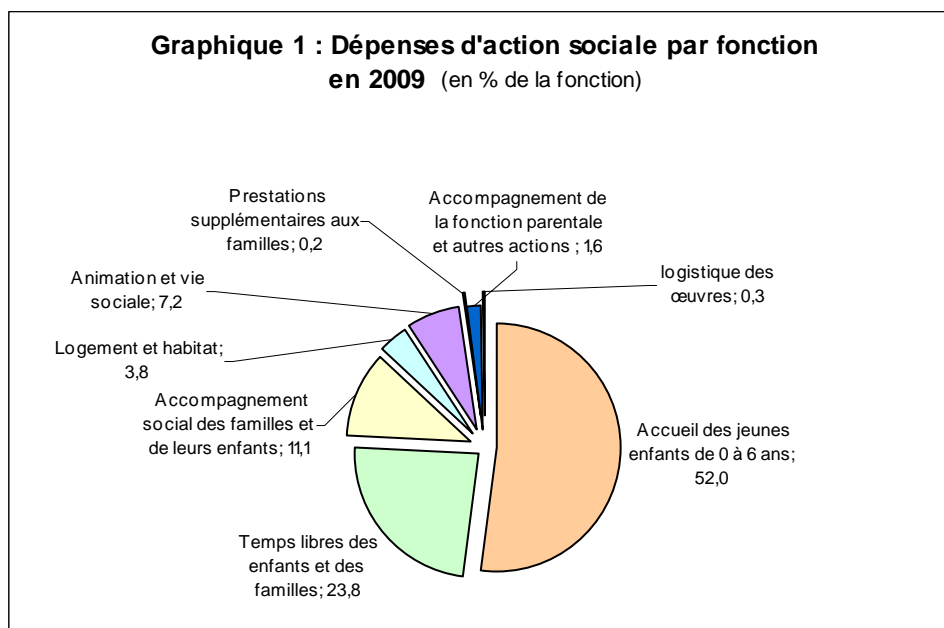
- fonds propres
- fonds affectés (essentiellement les prestations de service) garantissant le financement, dans les limites fixées par la réglementation nationale, des équipements et services correspondant aux priorités de l'action sociale et familiale (voir encadrés pages 23 et 24 et graphique 2 ci-après).

Les fonctions de l'action sociale des Caf

Près de 4 milliards d'euros ont été consacrés par les 123 Caf de la métropole et des départements d'Outre-mer à leur action sociale en 2009 (tableau 1 page 25) soit une progression en rythme annuel de 2,4 % (3,87 milliards d'euros en 2008).

	dépenses en millions d'euros	% de la dépense totale
Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	2063	51,7%
Temps libres des enfants et des familles	945	23,8%
Accompagnement social des familles et de leurs enfants	439	11,1%
Logement et habitat	150	3,8%
Animation de la vie sociale	286	7,2%
Prestations supplémentaires aux familles	6	0,2%
Accompagnement de la fonction parentale et autres actions	64	1,6%
Logistique des œuvres ²	12,8	0,3%

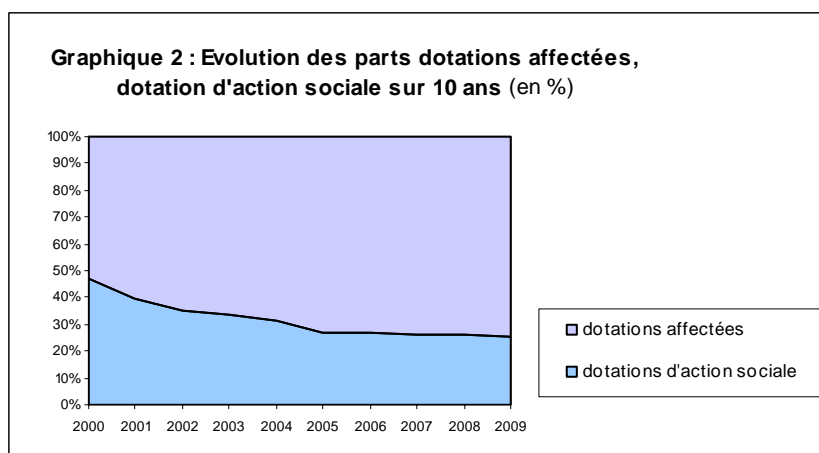
² voir page 6 le commentaire sur cette fonction



Source : Cnaf – DSER - DSPA

Les dépenses de l'action sociale peuvent être financées sur fonds propres des caf, c'est-à-dire sur dotation d'action sociale permettant un arbitrage du Conseil d'administration de la caf, ou sur fonds affectés, sur une dotation versée selon des critères d'attribution définis au niveau national. C'est alors l'incitation financière qui invite à retenir des options conformes aux orientations nationales définies par la Cnaf dans le cadre de la négociation avec l'Etat de la Convention d'objectif et de gestion (voir encadrés pages 24 et 25).

Le graphique 2 ci-dessous, retrace l'évolution des parts dotation d'action sociale et dotations affectées au cours des dix dernières années. Sur cette période la part des dotations affectées est passée de 53% à près de 75% (74,6%). Exprimées en euros constants 2009, les fonds affectés ont doublé sur la même période (+100,4%).



Les dotations affectées comprennent : les financements d'interventions de techniciennes d'intervention sociale et familiale ou d'auxiliaires de vie sociale sur fonds Cnaf ou Enim, les financements sur fonds Cnaf des bourses Bafa, des Reapp, du Fipe, de l'Aei, du Daïpe, du Diïpe et du Païppe et surtout les prestations de service qui représentent, en 2009, 95,4% des dotations affectées.

Source : Cnaf – DSER - DSPA

L'année 2009, année de transition entre deux COG, a été celle de la mise en place de nouvelles mesures dont l'effet en termes financiers devrait être plus sensible au cours des exercices suivants. Pour cet exercice, c'est encore l'effet de la politique de maîtrise dans l'évolution des dépenses d'action sociale initié dans la précédente COG qui est sensible³. Ainsi, alors que la COG a fixé à 7,5% la progression moyenne annuelle des dépenses d'action sociale sur la période 2009-2012, l'augmentation enregistrée en 2009 n'est que de 2,4%.

Les trois premières fonctions (accueil des jeunes enfants, temps libres des enfants et des familles, accompagnement des familles et de leurs enfants) occupent toujours une place prépondérante dans la dépense réalisée par les Caf (87%). La substitution du « contrat enfance jeunesse » aux « contrats enfance » et « contrats temps libres » n'a pas entraîné de rupture dans les séries par fonctions : les dépenses CEJ partie « enfance » restent rattachés à la fonction 1 (CEJE) et la partie « jeunesse » à la fonction 2 (CEJJ).

1.1L'accueil des jeunes enfants : poste institutionnel privilégié (graphique 2 page 8, tableaux 13 page 37 et SF100 page 51)

Poste institutionnel privilégié, la fonction 1 « accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans » représente plus de la moitié des dépenses d'action sociale en 2009 (52 %). Elle enregistre une progression des dépenses de 3,3 % passant de 1995,8 à **2062,6 millions d'euros** de 2008 à 2009.

La quasi-totalité des dépenses (95,1 %, tableau 4 page 27) est financée sur prestations de service ou dotations affectées (encadrés pages 23 et 24), 4,9 % de la fonction étant financés sur fonds propres. Les prestations de service couvrant exclusivement des dépenses de fonctionnement, il en résulte (tableau 3 page 27) que 94,1 % des dépenses de la fonction relèvent de la section budgétaire « fonctionnement », les 5,9 % restant concernant des dépenses d'investissement.

Les fonds affectés sont de trois ordres : la prestation de service unique (et prestation de service ordinaire) dont la dépense peut être isolée selon le mode d'accueil de l'enfant, le contrat enfance jeunesse versé globalement en fonction de l'effort fourni par le gestionnaire pour développer les modes d'accueil, et les fonds d'investissement dont l'incidence financière s'étale sur plusieurs exercices.

La prestation de service unique, qui s'est progressivement substituée à la prestation de service ordinaire pour les établissements d'accueil de moins de quatre ans a donné lieu à une nouvelle nomenclature des dépenses adaptée à la réglementation de cette prestation de service, à compter du 1^{er} janvier 2005. Le critère principal « établissements d'accueil » est devenu secondaire. Sont désormais privilégiés :

- Le mode d'accueil (familial, parental, collectif)
- L'âge des enfants (moins de 4 ans, 4 à 6 ans)

³ Pour enrayer les dérives inflationnistes générées par la logique d'attribution des fonds affectés, le contrat enfance jeunesse dont l'objectif principal est de mieux adapter les aides aux besoins des territoires se substitue progressivement au contrat enfance et contrat temps libres.

Le tableau ci-dessous présente quelques données extraites des tableaux SF100 des exercices 2005 à 2009 ; il s'agit des dépenses d'accueil des jeunes enfants sur fonds propres et sur prestations de service⁴ : **1342,9 millions d'euros** en 2009 (+6,8%). Pour 84,8%, il s'agit d'accueil collectif des enfants de moins de 4 ans (1139,3 millions d'euros). L'accueil familial à hauteur de 173 millions d'euros représente 12,9% de la dépense et l'accueil parental 1,9% (25 millions d'euros). Les dépenses consacrées à l'accueil des enfants de plus de 4 ans sont marginales (5,6 millions d'euros pour les trois types accueil).

Dépenses d'accueil des jeunes enfants selon le type d'établissement

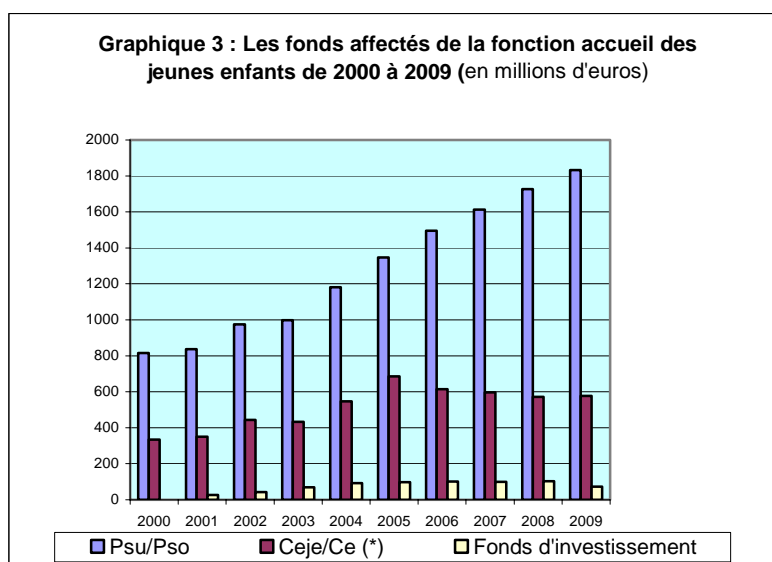
	montants en milliers d'€					%
	2005	2006	2007	2008	2009	
111 : moins de 4 ans / collectif / crèche	377 649	385 284	389 330	387 301	395 286	29,4
112 : moins de 4 ans / collectif / halte-garderie	74 156	89 213	86 709	90 743	90 027	6,7
113 : moins de 4 ans / collectif / et. Polyvalent	337 803	422 538	496 627	573 633	648 364	48,3
114 : moins de 4 ans / collectif / jardin d'enfant	4 413	4 107	3 912	4 589	5 576	0,4
11 Total Etablissement d'accueil collectif des moins de 4 ans	794 021	901 142	976 578	1 056 266	1 139 253	84,8
121 : moins de 4 ans / familial / crèche	144 783	133 120	132 750	134 748	130 562	9,7
122 : moins de 4 ans / familial / halte-garderie	203	174	67	128	5 626	0,4
123 : moins de 4 ans / familial / et. Polyvalent	43 278	36 605	35 164	35 159	36 826	2,8
12 Total Etablissement d'accueil familial des moins de 4 ans	188 264	169 899	167 981	170 035	173 014	12,9
131 : moins de 4 ans / parental / crèche	10 845	11 394	10 422	11 081	10 451	0,8
132 : moins de 4 ans / parental / halte-garderie	1 919	1 864	1 776	1 945	1 976	0,1
133 : moins de 4 ans / parental / et. Polyvalent	19 488	15 679	14 128	13 029	12 614	1,0
13 Total Etablissement d'accueil parental des moins de 4 ans	32 252	28 937	26 326	26 055	25 041	1,9
141 : 4-6 ans / collectif / crèche	-1 345	209	106	115	132	0,0
142 : 4-6 ans / collectif / halte-garderie	5 587	972	2 241	1 698	1 695	0,1
143 : 4-6 ans / collectif / et. Polyvalent	1 740	1 444	2 008	1 795	1 898	0,2
144 : 4-6 ans / collectif / jardin d'enfant	674	510	782	843	1 135	0,1
14 Total Etablissement d'accueil collectif des 4-6 ans	6 656	3 135	5 137	4 451	4 860	0,4
151 : 4-6 ans / familial / crèche	-1 934	217	132	53	96	0,0
152 : 4-6 ans / familial / halte-garderie	368	184	404	287	378	0,0
153 : 4-6 ans / familial / et. Polyvalent	277	436	357	317	133	0,0
15 Total Etablissement d'accueil familial des 4-6 ans	-1 289	837	893	657	607	0,0
161 : 4-6 ans / parental / crèche	17	2	16	10	9	0,0
162 : 4-6 ans / parental / halte-garderie	188	53	15	23	25	0,0
163 : 4-6 ans / parental / et. Polyvalent	-3	7	54	85	76	0,0
16 Total Etablissement d'accueil parental des 4-6 ans	202	62	85	118	110	0,0
total	1 020 106	1 104 012	1 177 000	1 257 582	1 342 885	100,0

Au cours de l'exercice 2009, les dépenses de Prestation de service unique ont progressé de 6,8 % passant de 1191,2 millions d'€ en 2008 à **1 271,7 millions d'€** en 2009 (tableau SF906, page 62). Rappelons que cette prestation a étendu l'aide financière de la Caf à toutes les structures accueillant les enfants jusqu'à leur 4^{ème} anniversaire (au lieu de 3 ans avant la réforme). Elle a eu pour effet de compléter la participation des familles en neutralisant l'impact des revenus des familles sur la gestion

⁴ hors contrat de passage à la PSU : 0,6 million d'euros, somme qui ne peut être ventilée selon le type accueil

financière de l'établissement d'accueil (moins la famille paie, plus la Caf finance, et vice versa). Elle permet en outre aux familles d'effectuer des réservations en termes d'heures plutôt qu'en termes de journées, s'adaptant ainsi à la plus grande variabilité des temps de travail.

Au cours de ce même exercice, la prestation de service ordinaire (versée aux établissements accueillant des enfants de plus de quatre ans) est passée de 2,71 millions d'euros en 2008 à 2,92 millions d'euros en 2009 (+8%).



(*) y compris les contrats crèches, jusqu'en 2005
Source : Cnaf – DSER – DSPA

Le graphique 3 ci-dessus reflète la part prépondérante prise par la prestation de service unique, principal levier de gestion dans le développement de l'accueil des jeunes enfants.

Les contrats enfance et jeunesse constituent le second poste de la fonction accueil des jeunes enfants, avec le volet « enfance » de ces contrats : à hauteur de 577,5 millions d'euros, ils représentent 28% de la fonction. Ils enregistrent toutefois une baisse de 3,3%, consécutive à la réforme lancée en 2006⁵ quand les contrats enfance jeunesse se sont substitués aux contrats enfance (encadrés pages 23-24).

A ce financement sur fonds affectés s'ajoutent des dépenses sur fonds propres des caisses à hauteur de 22,1 millions d'euros. La somme de ces deux montants constituent la ligne budgétaire « fonction globale d'accueil », à hauteur de 600 millions d'euros. Sur cette ligne sont répertoriées les financements des salaires des conseillers techniques petite enfance (16,4 millions d'euros -rubrique G32 du tableau SF100 page 51).

Pour aider ponctuellement les collectivités les plus en difficulté, en milieu rural ou en zone urbaine sensible, un fonds d'accompagnement des contrats enfance jeunesse (Facej) de 30 millions d'euros pour 2007 et 2008 a été prévu au budget de ces

⁵ Pour une meilleure maîtrise des dépenses d'action sociale les caf ont été invitées à privilégier les territoires où les demandes sont les plus fortes et où les collectivités locales disposent de peu de ressources propres, ce dans le cadre d'une dotation désormais limitative.

exercices. **1,3 million** d'euros a été versé en 2009, solde de cette enveloppe, **589000 euros** en fonctionnement et **724000** euros en investissement.

Le troisième poste de « fonds affectés » est constitué par les fonds d'investissement, dont l'incidence financière porte sur plusieurs exercices comptables : Fonds d'investissement pour la petite enfance (Fipe), créé en 2001, Aide exceptionnelle à l'investissement (Aei) créée en 2002, Dispositif d'aide à l'investissement petite enfance (Daïpe) créé en 2004, Dispositif d'investissement petite enfance (Dipe) créé en 2006, et Plan d'aide à l'investissement pour la petite enfance (Païppe) créé en 2007. Ces « plans crèches » sont destinés à inciter les collectivités territoriales et les associations à développer rapidement des services d'accueil collectif. Un « septième plan crèches » appelé plan crèche pluriannuel d'investissement (Pcpi) a été créé fin 2009. Il a pour objectif de permettre l'ouverture de 60000 nouvelles places de crèches de 2009 à 2016, dont 30000 de 2009 à 2012, pour un total de 330 millions d'euros durant les 4 années de la convention d'objectif et de gestion. Le Pcpi n'a pas donné lieu à versement sur l'exercice 2009. Les dépenses au titre des divers fonds ont fortement baissé en 2009 (-28,3%). Elles se sont élevées à **73,3 millions d'euros** (tableau SF100, page 51) contre 102,2 millions d'euros en 2008.

Aide à la lecture des tableaux relatifs à la PSU et la PSO

Dans les tableaux SF902 et SF903, aux pages 59, 60, 75, 76 et 91, la codification d'une dépense PSU/hors PSU, renvoie au mode de financement de la PS : un même établissement peut bénéficier de la PSU pour les enfants de moins de 4 ans qu'il accueille mais la PS versée pour enfant de 4 ans et plus est financée « hors PSU ». A compter de 2006, les actes « hors PSU » concernant l'accueil des moins de quatre ans sont des régularisations comptables qui sont souvent des écritures négatives.

1.2 Progression des aides relatives aux temps libres (tableau SF200 page 52)

Avec un budget de **945,4 millions d'euros**, la fonction « temps libre des enfants et des familles » occupe la seconde place des dépenses d'action sociale en 2009. Elle représente **23,8 % des dépenses** et progresse de 2 % par rapport à 2008.

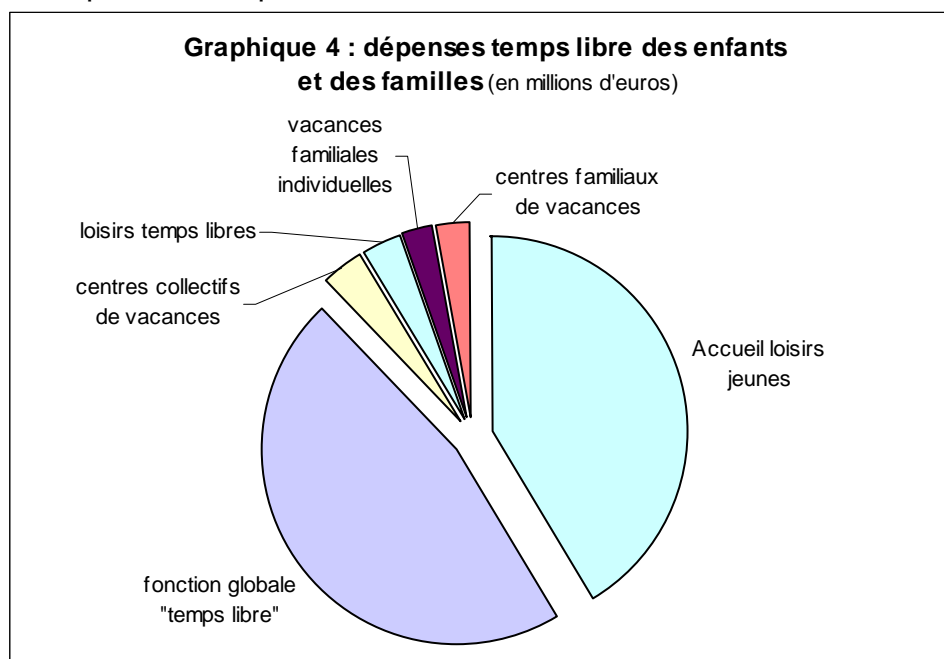
La part des **contrats enfance jeunesse** (partie jeunesse CEJJ) relevant de la fonction 2 s'élève à **412,2 millions d'euros en 2009 à hauteur sensiblement égale à celle de 2008** (412,0 millions d'euros). Cette somme représente 43,6% de la fonction temps libres (graphique 4).

La sous-fonction « accueil loisirs jeunes » (antérieurement centres de loisirs sans hébergement - CLSH)⁶ constitue le second poste de cette fonction : **386 millions d'euros**, somme en progression de 4,3%. Elle représente 40,8 % de la fonction « temps

⁶ Le changement d'intitulé de la rubrique accompagne une extension du champ d'action (financement de nouvelles actions « accueil jeunes »).

libres ». Plus des trois quarts (302,2 millions d'euros soit 78,3%) de cette dépense sont financées sur prestations de service.

Le contrat enfance jeunesse concerne exclusivement des dépenses de fonctionnement. Les CAF peuvent également intervenir, si elles le souhaitent, pour des dépenses d'investissement, mais sur leurs fonds propres, et à la condition de demeurer dans le champ de compétence tel que défini dans l'arrêté ministériel du 3 octobre 2001.



Source : Cnaf – DSER - DSPA

La gestion Vacaf

Depuis plusieurs années, la caisse d'allocations familiales de Montpellier gère, pour le compte des autres caf, le service commun Vacaf, dont les missions, fixées par arrêté ministériel, participent à la promotion de vacances familiales, à l'accompagnement des familles les plus fragilisées et à la promotion du tourisme social.

Pour répondre à ces missions le service gère trois dispositifs pour les caf adhérentes :

- l'aide aux vacances familiales (Avf) pour les familles autonomes
- l'aide aux vacances sociales (Avs) pour les familles à très bas revenus ou fragilisées ayant besoin d'un accompagnement socio-éducatif pendant leur temps de vacances
- l'aide aux vacances enfants (Ave) à destination des enfants pour des séjours dans des centres de vacances enfants (colonies, camps d'été).

Les Caf peuvent adhérer à ce service pour un ou plusieurs des trois dispositifs. Chaque Caf détermine ses « bénéficiaires potentiels » en fonction des critères définis par son conseil d'administration (revenus, nombre d'enfants, situation familiale...) et attribue une enveloppe financière par dispositif. Vacaf informe en temps réel les caf adhérentes de la consommation de l'enveloppe. Les dépenses occasionnées pour les allocataires sont retracées dans la comptabilité de la Caf concernée.

Dans la nomenclature des dépenses d'action sociale (tableau SF200, colonne A subventions page 52) le dispositif Ave est retracé sur la ligne « centres collectifs de vacances », le dispositif Avf sur la ligne « centres familiaux de vacances » et le dispositif Avs sur la ligne « autres ».

La quasi-totalité des Caf est désormais adhérente au service commun Vacaf. La « montée en charge » peut être à l'origine des évolutions contrastées enregistrées : ainsi la rubrique « centres familiaux de vacances », qui intègre le dispositif Avf dont la mutualisation est largement réalisée, augmente de 41,3% (**26 millions d'euros** en 2009 contre 18,4 millions en 2008). A contrario, la montée en charge du dispositif Ave est en cours en 2010. Sur l'exercice 2009, la rubrique « centres collectifs de vacances » qui intègre ce dispositif enregistre une baisse de 9,3% (**34,5 millions** d'euros en 2009 contre 38 millions en 2008). Quand au poste « vacances familiales individuelles » qui passe de 20,7 à **23 millions d'euros** (+10,9%) sa progression est ponctuelle et ne rattrape pas le niveau de 2007 (27 millions d'euros tableau 14 page 38) ; sur le moyen terme, ce poste enregistre une diminution liée au transfert des aides des caf des vacances familiales individuelles vers les centres familiaux de vacances, par le biais du dispositif Avf. L'agrégation de ces 3 postes fait ressortir une augmentation de 2,2 % (**83,4 millions d'euros** en 2009 contre 71,2 en 2008).

Sur la fonction « temps libre » sont également financées, sur fonds propres des caf, des loisirs de proximité pour les enfants et les familles et des loisirs éducatifs à hauteur de **30,1 millions d'euros** en 2009 (-8,8%).

Enfin les caf interviennent pour aider les jeunes qui préparent le brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur (BAFA) ou de directeur (BAFD) en versant des bourses qui financent une partie de la formation. En 2009, **4,3 millions d'euros** ont été dépensés à ce titre, dont 2,4 millions sur fonds cnaf et 1,9 million sur fonds propres des caf.

1.3 Accompagnement social des familles et de leurs enfants : une dépense globale qui diminue, une évolution contrastée selon les domaines d'intervention (tableaux SF300 et SF301 pages 53 et 54 et graphique 5)

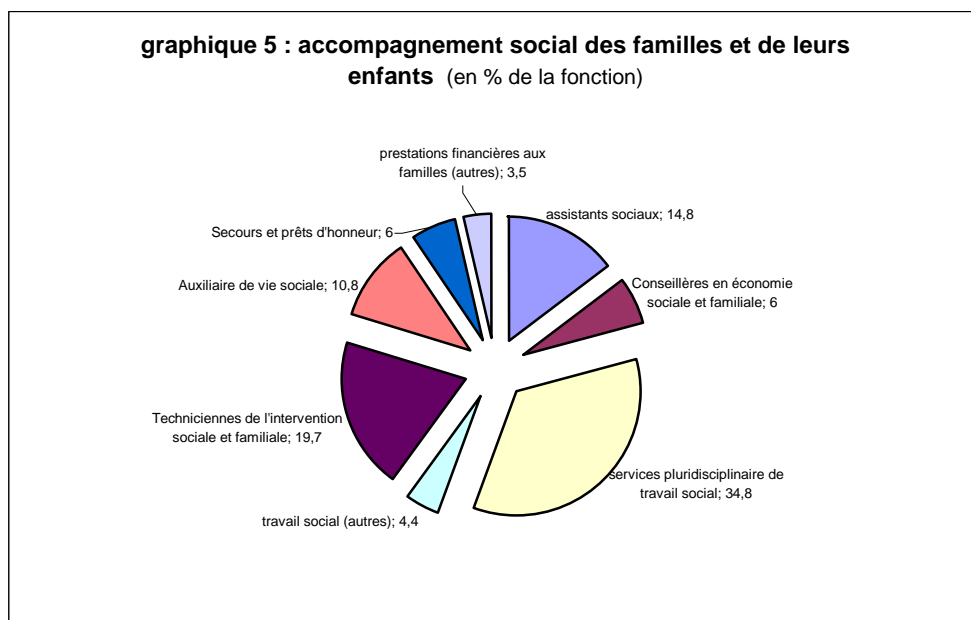
Cette fonction regroupe les interventions contribuant à l'accompagnement des familles en difficulté : les services de travailleurs sociaux, l'aide à domicile et les aides financières aux familles. Cette fonction est financée pour 79,7 % sur fonds propres des CAF et pour 20,3 % sur dotations affectées en faveur de l'aide à domicile (page 53 et tableau 4 page 27). La majorité des dépenses relève du fonctionnement (69,4 %). 29,8 % sont consacrées aux aides directes aux familles et 0,8 % à l'investissement – tableau 3 page 27.

Le montant des dépenses enregistrées par la fonction 3, à hauteur de **438,8 millions d'euros** en 2009 contre 439,8 millions d'euros en 2008, enregistre une légère décroissance (- 0,2%).

La sous-fonction « travail social » dont le montant s'élève à **263,5 millions d'euros** représente 60% des dépenses de cette fonction. Le montant de la dépense augmente de 3,6% par rapport à 2008. Le travail social est financé exclusivement sur fonds propres.

Cette sous-fonction comporte plusieurs postes d'importance inégale dont les **services pluridisciplinaires de travail social** (152,6 millions d'euros) les **assistants sociaux** (65,1 millions) les **conseillères en économie sociale et familiale** (26,5 millions), les autres personnels sociaux pour 9,5 millions d'euros. L'essentiel des dépenses de travail social est rattaché au compte de « subvention d'équilibre » au budget d'œuvre de la Caf (256,3 millions d'euros sur 263,5, soit 97,3% - tableau SF300 rubrique G9 page 53). La sous-fonction « travail social » couvre essentiellement les salaires des travailleurs sociaux.

L'aide à domicile couvre deux types d'emplois : les techniciennes de l'intervention sociale et familiale (TISF) et les auxiliaires de vie sociale (AVS). Les deux postes enregistrent des évolutions contrastées : le premier, avec **86,2 millions d'euros** baisse de 10,2% et le second, à hauteur de **47,4 millions d'euros** progresse de 3,4%. Globalement l'aide à domicile représente 30,4% de la fonction 3.



Source : Cnaf – DSER - DSPA

L'aide à domicile est dispensée majoritairement par des associations qui disposent pour leur fonctionnement, d'une part, de prestations de service de la CNAF (39,2 millions d'euros soit 29,4% du budget de l'aide à domicile) et d'autre part des paiements des familles. Pour ces paiements, la Caf se substitue en grande partie aux familles à travers des « aides financières », financées sur ses fonds propres si le motif de l'intervention est lié à la naissance ou le décès d'un enfant, une famille nombreuse, la séparation des parents, une surcharge occasionnelle... (40,4 millions d'euros), et sur fonds affectés (fonds CNAF) si l'intervention est liée à la maladie, l'hospitalisation ou l'affection de longue durée (d'un parent, d'un enfant) ou la grossesse de la mère (49,9 millions d'euros).

Troisième poste de la fonction, les « **secours et aides financières** », s'élèvent à **41,7 millions d'euros** dont 26,3 millions pour les secours et prêts d'honneur -0,6%).

1.4 Diminution des dépenses de la fonction « logement et habitat», (tableau SF400 page 55)

Les dépenses de cette fonction passent de 152,1 millions d'euros en 2008 à **150,1 millions d'euros** en 2009 (-1,3%). 69,7 % des dépenses de cette fonction sont essentiellement orientées vers les familles, 26 % sont des dépenses de fonctionnement destinées aux partenaires et 4,3 % des dépenses d'investissement. Le financement repose exclusivement sur fonds propres des CAF (tableaux 3 et 4 page 27). Il importe de noter que les aides aux familles sont distribuées principalement sous forme de prêts (55,8 % du total des dépenses logement), et sont donc largement autofinancées.

L'évolution des dépenses de la fonction « logement » est fortement influencée par le poids important des Caf des Dom qui ont en effet une obligation réglementaire en la matière. Sur les **150,1 millions d'euros** de cette fonction, celles-ci ont versé 11,5 millions d'euros, soit 7,7 % de la fonction, alors que la part des Dom dans l'ensemble des dépenses d'action sociale est de 3,1 %.

La baisse des dépenses de la fonction « logement » recouvre ainsi une progression de 1,3 % pour les caf de métropole (138,7 millions d'euros en 2009 contre 136,9 en 2008) et une diminution importante (- 24,5%) pour les Caf des Dom (11,5 millions d'euros en 2009 contre 15,2 en 2008).

➔ 41 : réhabilitation et amélioration de l'habitat (10,1 millions d'euros)

Ces dépenses visent à prévenir la dégradation des logements en finançant notamment des travaux de réparation et d'amélioration. 56,4 % de ces dépenses sont des aides financières individuelles, dont plus des deux tiers versés sous forme de prêts. Il s'agit en particulier de prêts à l'amélioration de l'habitat « sociaux », qui peuvent être versés aux familles en complément des prêts légaux (« PAH »). C'est le poste de la fonction « logement » qui, avec une diminution de 32,9%, explique la baisse de 1,3% du total de la fonction.

24,6% des dépenses de cette sous-fonction concernent des aides à l'investissement versées aux organismes HLM ou à des associations (PACT...) pour la réalisation de logements adaptés aux caractéristiques et capacités financières des familles, les 19% restant sont des subventions de fonctionnement, notamment pour les associations impliquées dans le diagnostic des logements indécents.

➔42 : aide à l'équipement et à l'installation : avec 89,2 millions d'euros, elle constitue l'essentiel des dépenses de la fonction logement et augmente de 2,5% par rapport à 2008 (87,1 millions).

Il s'agit d'aides financières accordées aux familles pour participer aux frais d'acquisition de leurs équipements ménagers (37,3 millions d'euros) et mobiliers (34,7 millions d'euros), et aux frais d'entrée et d'installation dans leur logement (17,3 millions d'euros). L'essentiel de ces aides est versé sous forme de prêts (85,2% du poste).

➔ 43 : accès et maintien dans l'habitat ; à hauteur de 50,8 millions d'euros et subdivisé en plusieurs sous rubriques :

a) les aides visant l'accès et le maintien dans le logement (**34,7 millions d'euros** sous-fonctions 431 à 433 page 55) regroupent les aides financières directes versées aux

familles ayant des dettes liées à l'usage du logement (loyer, accession à la propriété, énergie, eau, téléphone), et l'apport financier des caf aux dispositifs interpartenariaux tels que les fonds de solidarité pour le logement (FSL), ou les fonds communs énergie (FSE).

b) l'aide au logement des jeunes : sous-fonction 434 **(1,1 million d'euros)**.

c) l'information et Conseil aux Familles : sous-fonction 435 **(3,8 millions d'euros)**.

Cette rubrique regroupe les dépenses de la Caf en direction des organismes extérieurs qui développent des actions d'information, de conseil et de prévention à destination des familles dans le domaine de l'habitat, tels que les ADIL (agences départementales d'information sur le logement).

d) la fonction globale Logement Habitat **(6,8 millions d'euros)** englobe les dépenses relatives aux postes de conseillers techniques Logement et Habitat.

e) enfin une rubrique permet l'enregistrement d'actions spécifiques aux départements d'Outre-mer, actions qui ne s'insèrent pas dans la nomenclature : logements évolutifs sociaux, logements locatifs sociaux et logements locatifs très sociaux **(4,4 millions d'euros)**.

1.5 progression des dépenses de la fonction « animation de la vie sociale » (tableau SF500 page 56)

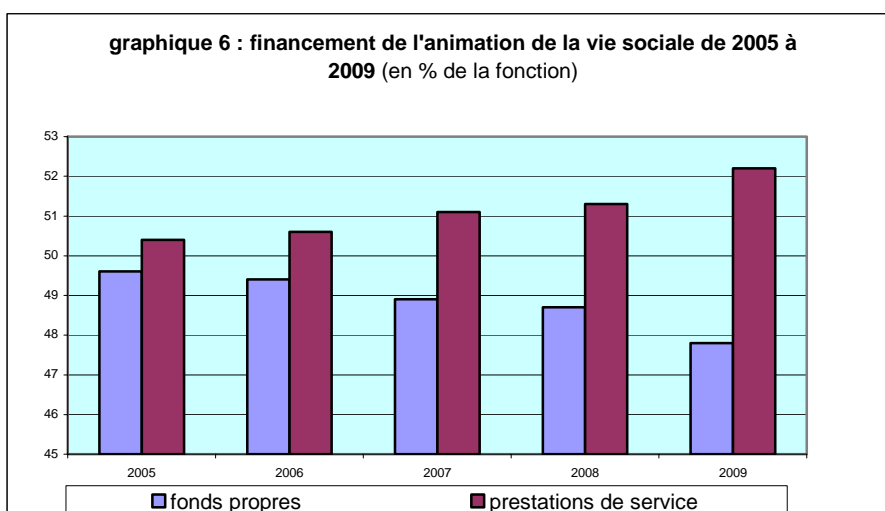
Avec **286 millions d'euros**, cette fonction est en quatrième position : elle représente 7,2 % des dépenses d'action sociale en 2009 et enregistre une progression annuelle de 2,6 %.

La part du financement sur prestations de service (52,2%) est plus importante que celle sur fonds propres (47,8%) et en progression régulière sur les cinq exercices étudiés dans le graphique ci-dessous. Ces PS concernent exclusivement la sous-fonction animation sociale. 91,1 % de la fonction sont des dépenses de fonctionnement, 8,5 % des dépenses d'investissement, et 0,4% des aides financières (ces aides financières correspondent essentiellement aux subventions et prêts pour achat de caravanes octroyés aux « gens du voyage »). La fonction recouvre deux dimensions tout à fait inégales en poids financiers : **l'animation sociale (273,4 millions d'euros**, dont 149,2 millions de prestations de service), et le **soutien à la vie associative (12,6 millions d'euros)**.

Les dépenses de cette fonction sont principalement affectées aux **centres sociaux (216,5 millions d'euros** dont 17,4 millions au titre de la PS animation collective famille) et aux **foyers de jeunes travailleurs (30,4 millions d'euros)**. Ces deux postes représentent 90,3 % des dépenses réalisées dans le cadre de l'animation sociale. Les dépenses des centres sociaux, en progression de 2,3%, sont constituées pour 56 % de prestations de service et, pour 44 %, de fonds propres.

Les mesures d'incitation au développement de l'animation locale ont eu un impact sensible au cours de l'exercice 2009 :

- Les dépenses au titre de la prestation de service « animation globale et coordination » des centres sociaux progressent de 4,1 % passant de 99,7 millions d’euros en 2008 à **103,8 millions d’euros** en 2009.
- A hauteur de **17,4 millions d’euros**, la prestation de service complémentaire permettant le soutien aux activités collectives conduites par les centres sociaux, intitulée « animation collective familles » augmente de 6,7 % (16,3 millions d’euros en 2008).
- La prestation de service « animation locale » augmente de 5,3 % entre les deux derniers exercices passant de 5,7 millions en 2008 à **6,0 millions d’euros** en 2009. Cette PS est destinée à soutenir « *le développement de petites structures de voisinage dans des zones peu équipées* », structures qui jouent notamment en milieu rural un rôle d’animation sociale. Depuis 2007, les caf peuvent verser des subventions sur leurs fonds propres en complément de cette prestation de service. 892 milliers d’euros ont été versés à ce titre au cours de l’exercice.



Source : Cnaf – DSER – DSPA

- Globalement ces trois prestations de service destinées à soutenir l’animation de la vie sociale enregistrent une progression de 4,5% passant de 121,7 millions d’euros en 2008 à 127,2 millions d’euros en 2009.

1.6 Accompagnement de la fonction parentale : progression globale de la dépense, évolutions contrastées selon les secteurs (tableau SF800 page 57)

La seconde mission donnée à la Branche famille dans le cadre de la COG pour la période 2009-2012 est de « soutenir la fonction parentale et faciliter les relations parents-enfants ». Dans les interventions d’action sociale des Caf, cette mission se

concrétise par l'accompagnement à la fonction parentale (sous-fonction 81) dont l'enveloppe financière a progressé de 8,6% de 2008 à 2009. Le montant de la dépense s'établit à **57,8 millions d'euros en 2009**, contre 53,2 millions en 2008.

Le tableau ci-dessous indique, en **milliers d'euros**, les montants versés au cours des cinq derniers exercices par chacune des sept composantes actuelles de la fonction. Les quatre premiers secteurs progressent sensiblement tandis que les 3 derniers sont en décroissance.

	2005	2006	2007	2008	2009	Evolution annuelle en %
Médiation familiale	5 403	6 974	8 605	9 579	10 721	11,9
Réseaux d'écoute et d'accompagnement des parents	2 842	3 245	3 799	4 641	10 064	116,8
Lieux d'accueil enfants-parents	4 070	4 167	4 859	5 313	6 058	14,0
Espaces rencontres	542	652	1 170	1 581	1 782	12,7
Accompagnement à la scolarité	22 822	19 308	24 571	24 677	22 412	- 9,2
Autres actions (dont éducation familiale et parentale)	3 985	4 127	4 773	6 361	5 858	- 7,9
Lieux d'information des familles	-	737	712	1 078	927	-14 0
Total accompagnement à la fonction parentale	39 664	39 210	48 589	53 230	57 822	8,6

Source : Cnaf – DSER – DSPA

En 2009, la part de la dépense sur fonds affectés est passée à 64,5% (contre 57,2 % en 2008) et la part du financement sur fonds propres a chuté de 42,8% à 35,5%. Ceci est dû à la création d'un fonds national, sur fonds Cnaf, dédié aux réseaux d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents (Reapp) qui jusqu'alors étaient financés exclusivement sur fonds propres des caf. Ce nouveau fonds est destiné à financer la fonction d'animation de ces réseaux. Ainsi la dépense des Reapp a plus que doublé entre les exercices 2008 et 2009, passant de 4,6 millions d'euros en 2008 à **10,1 millions d'euros en 2009** dont **6,5 millions d'euros** au titre de ce nouveau fonds.

Autre secteur en augmentation, et second poste par le volume des dépenses, la médiation familiale, avec **10,7 millions d'euros en 2009** progresse de 11,9%. Elle représente 18,5 % de la sous-fonction et augmente de 11,9 % entre les deux exercices. La part de cette dépense financée sur prestations de service passe de 5,4 à 6,3 millions d'euros de 2008 à 2009, soit une progression de 16,9%. Le financement sur fonds propres des Caf, à hauteur de 4,4 millions d'euros, augmente de 5,4%.

Le financement des lieux d'accueil enfants parents à hauteur de **6,1 millions d'euros** augmente de 14 % et les espaces rencontres⁷ avec **1,8 millions d'euros** augmente de 12,7 %.

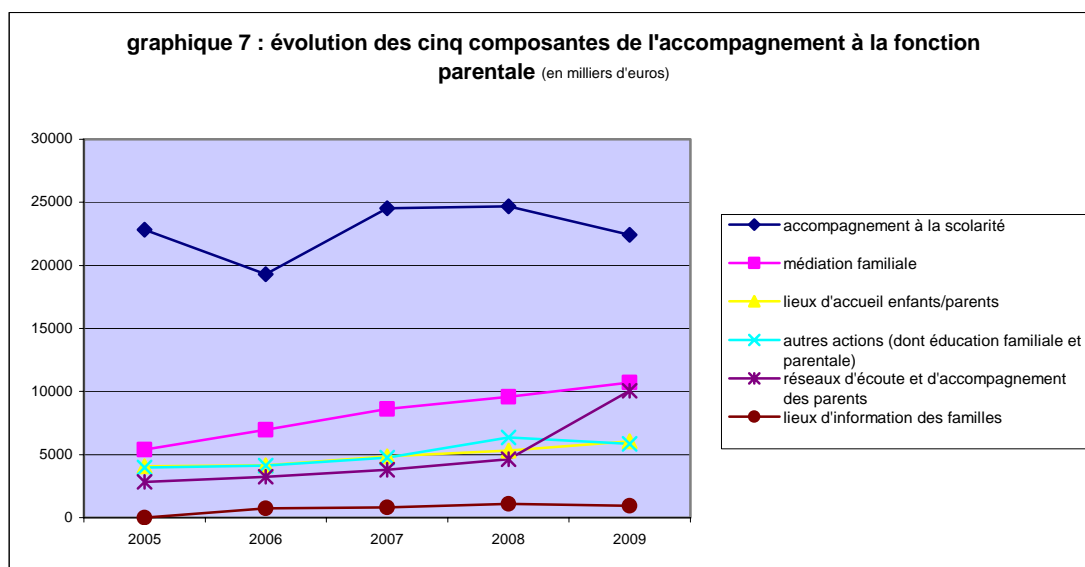
Les trois postes dont les dépenses décroissent sont l'accompagnement à la scolarité, l'éducation familiale et parentale et les lieux d'information des familles.

⁷ Il s'agit de développer des espaces « neutres » permettant aux parents et enfants de se retrouver après une séparation difficile.

L'accompagnement à la scolarité qui représente 38,8% de la sous-fonction diminue de 9,2 % passant de 24,7 millions d'euros en 2008 à **22,4 millions d'euros en 2009**. Ces actions qui visent à favoriser l'assiduité scolaire sont financées à 86,5 % sur prestations de service.

Les deux derniers postes sont financés exclusivement sur fonds propres. L'éducation familiale et parentale, à hauteur de **5,8 millions d'euros**, diminue de 7,9% et les lieux d'information des familles avec un budget de **0,9 millions d'euros** sont en baisse de 14%.

Le graphique ci-dessous illustre les données du tableau de la page précédente.

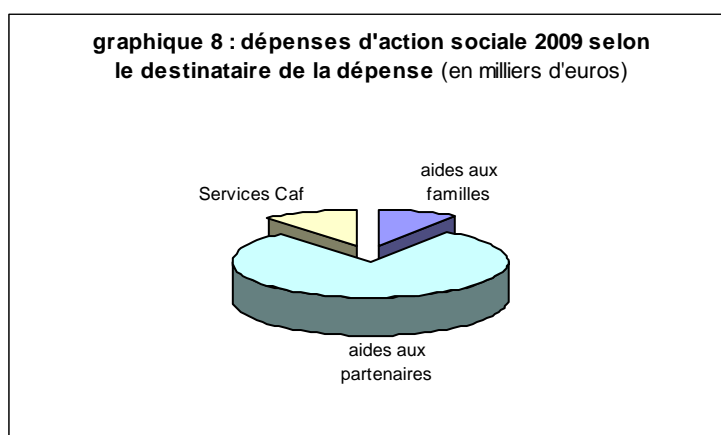


Source : Cnaf – DSER – DSPA

2 - La répartition des dépenses d'action sociale par destinataire et par nature

2.1 La répartition des dépenses selon les destinataires conduit à distinguer les trois principaux canaux de mise en œuvre de l'action sociale familiale :

- les aides aux familles **-372,1 millions d'euros-** qui regroupent les aides financières directes aux familles, sous forme de prêt ou de subvention : aide à l'équipement mobilier et ménager, par exemple, mais également les bons vacances, ou les secours et prêts d'honneur... ;
- les aides aux partenaires, communes et associations **-3157,1 millions d'euros-** (par exemple, une partie des aides destinées aux centres sociaux, crèches, centres de loisirs sans hébergement, associations d'aides à domicile, fonds de solidarité pour le logement...) ;
- les aides aux services CAF **-436,8 millions d'euros-** destinées aux équipements et services en gestion directe (crèches, centres sociaux, RAM, travailleurs sociaux, conseillers techniques, médiation familiale, aide à domicile, tutelle aux prestations sociales, ...). Les résultats statistiques reflètent **la seule subvention d'équilibre à la charge des CAF** et non la totalité des dépenses de chaque « œuvre ».



Source : Cnaf – DSER Ventilation fonctionnelle des dépenses d'action sociale 2009

L'évolution de la répartition des dépenses selon ces trois destinataires est fortement influencée par trois facteurs principaux :

- la réforme des contrats enfance jeunesse, dans un contexte financier obligeant à maîtriser l'évolution des dépenses d'action sociale avec un encadrement strict des modalités de financement des contrats
- la reconduction de dispositifs de soutien à l'investissement, versés aux partenaires pour les établissements d'accueil de jeunes enfants
- la réduction des dépenses d'aides financières directes aux familles.

L'évolution de la répartition des dépenses est la suivante entre 2008 et 2009 (extraits du tableau 2 page 26) :

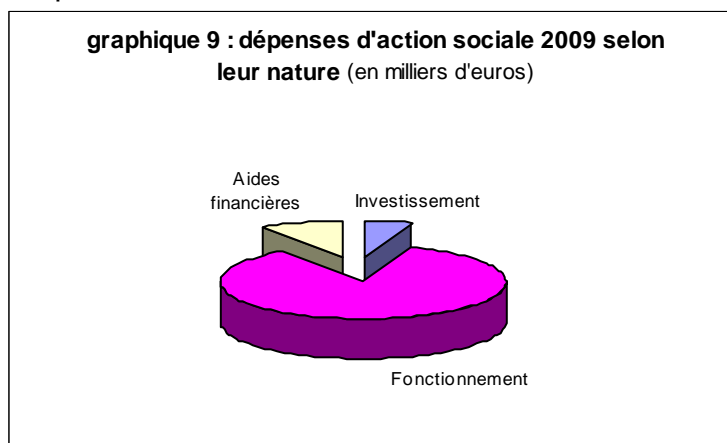
	2008 (en millions d'euros)	2009 (en millions d'euros)	Evolution 2009/2008 en %	Structure 2008 en %	Structure 2009 en %
Aides financières aux familles	371,6	372,1	0,1	9,6	9,4
Aides aux partenaires	3078,4	3157,1	2,6	79,5	79,6
Services Caf	423,4	436,8	3,2	10,9	11,0
Total	3873,4	3966,0	2,4	100,0	100,0

Source : Cnaf – DSER Ventilation fonctionnelle des dépenses d'action sociale 2009

2.2 L'évolution des dépenses par nature est également fortement influencée par les trois facteurs évoqués précédemment avec une progression sensible du poste « fonctionnement » (**3389,4 millions d'euros** +3,9 % de 2008 à 2009) liée aux dépenses de fonds affectés⁸ (83,5% des dépenses de fonctionnement) et la stagnation des dépenses d'aides financières. Les dépenses d'investissement diminuent sensiblement (-15,1%) avec 204,4 millions d'euros. Le soutien à l'investissement dans le domaine de la petite enfance s'est traduit par la création de fonds de 2001 à 2009 (Fipe, AEI, Daïpe, Diïpe, Païppe, Facej et Pcpï). En 2009 les sommes versées au titre de ces fonds représentent 35,9 % des dépenses d'investissement (**73,3 millions d'euros**).

⁸ 2822,1 millions d'euros de prestations de service et 6,5 millions d'euros de fonds Cnaf pour financer l'animation des Reapp.

Le 7^{ème} plan crèche (Pcpi voir page 12) créé fin 2009 n'a pas donné lieu à versement sur cet exercice comptable.

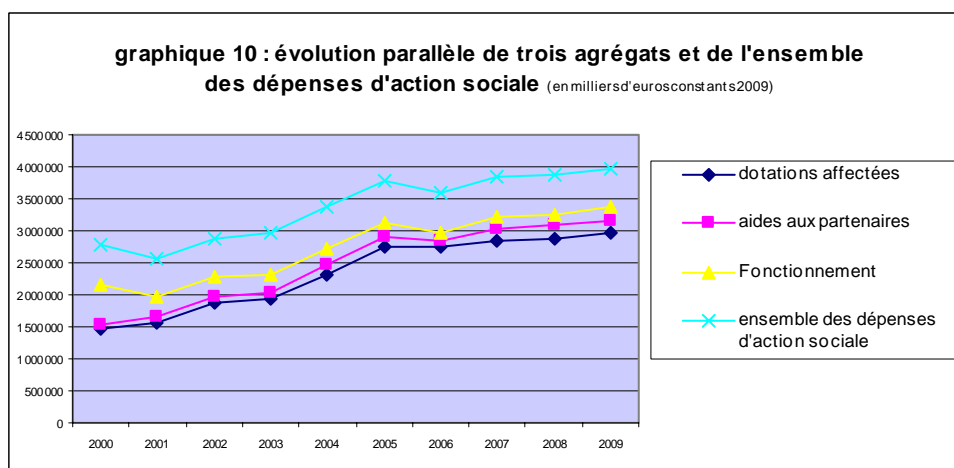


Source : Cnaf – DSER Ventilation fonctionnelle des dépenses d'action sociale 2009

L'évolution de la répartition des dépenses est la suivante entre 2008 et 2009 (extraits du tableau 3 page 27) :

	2008 (en millions d'euros)	2009 (en millions d'euros)	Evolution 2009/2008 en %	Structure 2008 en %	Structure 2009 en %
Investissement	240,7	204,4	-15,1	6,2	5,2
Fonctionnement	3261,1	3389,5	+ 3,9	84,2	85,5
Aides financières aux familles	371,6	372,1	+0,1	9,6	9,4
Total	3873,4	3966,0	+2,4	100,0	100,0

Le graphique ci-dessous compare l'évolution au cours des dix dernières années du total des dépenses d'action sociale et des trois agrégats « total des dotations affectées », « total des dépenses d'aides aux partenaires » et total des dépenses de fonctionnement ». Ces trois agrégats ont une partie commune, les prestations de service versées aux « partenaires » qui représentent 71,2% du total des dépenses d'action sociale en 2009. C'est le poids de ces dernières qui est à l'origine du parallélisme des courbes d'évolution⁹.



⁹ En 2001 la courbe des dépenses de fonctionnement marque une décroissance. Celle-ci est due à un changement d'affectation de certaines dépenses (essentiellement des salaires) qui passent de la gestion SF à la gestion GA, avec l'instauration du budget unique de gestion.

Les fonds affectés (tableaux 4, 8, 12 ci-après et tableaux SF902 à SF908 pages 58 à 62, 72 à 75, 87 à 89 :

Par opposition aux fonds propres dont l'utilisation suppose un arbitrage du conseil d'administration de la Caf, les fonds affectés sont utilisés en fonction d'une réglementation nationale.

Les fonds affectés sont constitués à 94% par les prestations de service. On distingue les prestations de service ordinaires, et les prestations de service contractuelles qui constituent des financements complémentaires aux prestations de service ordinaires.

Les autres fonds affectés sont les financements d'aide à domicile pour des cas « maladie », antérieurement remboursés par la Cnam et l'Enim, désormais financés par la Cnaf et les bourses attribuées aux allocataires préparant le Brevet d'Aptitude aux fonctions d'Animateur/Directeur (Bafa, Bafd). Les fonds d'investissement pour les structures d'accueil de la petite enfance (Fipe, Aei, Daïpe, Diïpe et Pcpï cf. page 14), sont également qualifiés de fonds affectés (tableaux 4, 8 et 12). De nouveaux financements sur fonds Cnaf ont été décidés en 2009 : financement d'aide à l'installation des assistant(e)s maternel(le)s (dépenses d'investissements) et subvention de fonctionnement pour financer la fonction « animation » des Reap (page 19).

Les prestations de service et les contrats :

Les prestations de service (PS) concernent essentiellement la fonction 1 « accueil des jeunes enfants » (67% du total PS en sommant les PS ordinaires et les contrats enfance). Elles concernent aussi, la fonction 2 « temps libre » (centres de loisirs sans hébergement, contrats temps libres...), la fonction 3 « accompagnement social » (techniciennes de l'intervention sociale et familiale - TISF et auxiliaires de vie sociale - AVS) et la fonction 5 « animation et vie sociale » (centres sociaux et foyers de jeunes travailleurs).

Les **prestations de service « ordinaires »** créées en 1970 constituent la prise en charge systématique d'un certain pourcentage des dépenses de fonctionnement des services et équipements sociaux.

L'objectif assigné aux prestations de service en 1970 est de « favoriser le développement quantitatif et qualitatif des équipements et services par la garantie d'un financement partiel du fonctionnement et d'en faciliter l'accès aux familles notamment aux plus modestes ».

Depuis janvier 2002, la « **prestation de service unique** » (PSU) s'est progressivement substituée à la prestation de service ordinaire pour les établissements d'accueil d'enfants de moins de quatre ans. Cette prestation de service contribue à (extrait de la lettre-circulaire 2002-025 du 31 janvier 2002) :

- Favoriser la mixité sociale des publics accueillis par l'application d'un barème modulé en fonction des ressources
- inciter les crèches classiques à améliorer leur taux d'occupation en s'ouvrant à des accueils plus souples,
- améliorer les passerelles entre la crèche ou la famille et l'école maternelle
- faciliter la reconnaissance du rôle des haltes-garderies dans la réponse aux besoins atypiques des familles et aux situations d'urgence,
- accompagner le développement des services multi- accueil, ainsi que l'évolution des amplitudes d'ouverture liées à la diversification des rythmes et des temps de travail.

Les **contrats crèches** en 1984 puis les **contrats enfance** en 1988 sont des dispositifs contractuels constituant un financement complémentaire aux prestations de service de base pour la fonction « accueil des jeunes enfants ».

Contrats-crèches :

Lancés en 1984, ils ont eu pour objectif d'étendre le réseau des crèches collectives, familiales et parentales en allégeant la charge des collectivités locales et des associations gestionnaires grâce à des prestations de service bonifiées. Ils ont été progressivement intégrés dans les contrats enfance.

Contrats-enfance :

Lancés en 1988, ils ont un objectif plus large que les contrats-crèches. Ils visent non seulement à améliorer les possibilités d'accueil permanent des enfants jusqu'à trois ans, mais également toutes les autres structures d'accueil des enfants de la naissance à 6 ans : haltes-garderies, centres de loisirs, accueil péri-scolaire chez des assistantes maternelles, ludothèque... L'amélioration qualitative des structures d'accueil, l'information des familles, la formation de certains personnels sont également prises en compte.

Les contrats enfance s'adaptent à l'importance des efforts. Le montant de l'aide financière versé par les Caf, la prestation de service « enfance », est en effet calculé en proportion des efforts fournis avant la signature du contrat pour développer principalement les modes d'accueil des jeunes enfants, ainsi que les autres équipements en faveur de l'enfance. Elle varie aussi en fonction de l'effort supplémentaire réalisé par la municipalité.

Les moments clés du Contrat enfance :

1988 : création du dispositif : les Caf financent de 30 à 50% des dépenses nouvelles nettes consenties par les communes, dans la limite de 762,25 € de dépenses brutes annuelles et par enfant.

1989 : le taux de financement des Caf passe de 40 à 60 % et le plafond de prise en charge peut être porté, par dérogation de la Caf, à 1067,14 € par an et par enfant.

1991 : Des mesures spécifiques visant à favoriser les contrats enfance intercommunaux sont mises en œuvre. Le dispositif est étendu aux départements d'Outre-Mer.

1993 : Le plafond des dépenses brutes finançables par les Caf peut être porté, par dérogation de la Caf, à 1372,04 euros par enfant et par an.

1995 : Le plan famille permet un renforcement important du dispositif. Le taux de financement de la Caf passe de 50 à 70 % (60 à 70% pour les communes rurales).

Le dispositif permet le financement des centres de loisirs sans hébergement pour les enfants de plus de 6 ans.

Les Caf apportent une aide à l'investissement : mesure exceptionnelle applicable aux contrats signés du 1- janvier 1995 au 31 décembre 1999, reprise et aménagée en 2001 à travers le dispositif « fonds d'investissement petite enfance » puis l' « aide exceptionnelle à l'investissement » (AEI) créée en 2002, et enfin le Dispositif d'Aide à l'investissement pour la Petite Enfance (DAIPE) créé en 2004.

1998 : toutes les références financières contractuelles sont désormais fixées en dépense nette de la commune : l'effort financier minimum en fin de contrat est fixé à 15,24 euros de dépenses nettes par enfant et le plafond des dépenses finançables par la Caf est porté à 762,25 euros de dépenses nettes annuelles par enfant.

Contrats temps-libres

L'année 1998 a vu la mise en place d'un nouveau dispositif dont l'objectif est de faciliter l'accès aux loisirs des enfants et des adolescents de 6 à 16 ans pendant les journées ou demi-journées « sans école » : le Contrat Temps Libres.

Celui-ci s'inscrit dans le même esprit que les contrats enfance. Il s'agit de mettre en œuvre un contrat de cofinancement entre les CAF et les communes, signé pour une période de 3 ans renouvelable.

Un schéma de développement élaboré à partir d'un état des lieux et d'un diagnostic initial constitue le fondement du contrat et du programme d'action.

Les communes s'engagent sur une dépense supplémentaire et les CAF sur un cofinancement au moyen d'une prestation de service dont le taux est défini en référence au contrat enfance.

Il s'agit uniquement de dépenses de fonctionnement. Les CAF peuvent également intervenir, si elles le souhaitent, pour des dépenses d'investissement, mais sur leurs fonds propres exclusivement, et à la condition de demeurer dans le champ de compétence défini dans l'arrêté programme du 3 octobre 2001.

Au 1- janvier 2001, ces contrats temps libres qui concernaient jusqu'alors la Métropole seule, ont été étendus aux départements d'Outre-Mer.

En 2003, une possibilité d'extension des contrats temps libres aux 16-18 ans révolus est désormais ouverte à l'ensemble des CAF.

A partir de 2004, les contrats temps libres peuvent être étendus aux loisirs et séjours familiaux.

Contrats enfance-jeunesse

A compter de l'exercice 2006, les contrats enfance-jeunesse vont se substituer aux contrats enfance et contrats temps libre. Il s'agit d'un contrat d'objectifs et de cofinancement d'une durée de 4 ans qui peut être signé entre une caf et une collectivité territoriale ou un employeur (entreprise, administration etc). Ce contrat vise à promouvoir une politique de développement en matière d'accueil des moins de 18 ans. Il a pour objectif d'harmoniser la réponse aux besoins des familles par un soutien institutionnel visant prioritairement les territoires et les publics les moins bien servis.

Le contrat « enfance et jeunesse » comporte deux volets distincts : un volet « enfance » et un volet « jeunesse » avec deux enveloppes budgétaires distinctes. Il intégrera progressivement les structures ayant signé un contrat « enfance », un contrat « enfance entreprise » ou un contrat « temps libre » avant le 1- juillet 2006.

**Tableau 1 : Dépenses d'action sociale en Métropole et dans les départements d'Outre-Mer,
par fonction et type d'intervention**

milliers d'€

Type d'intervention	Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			TOTAL	structure des dépenses en %
			fonctionnement		investissement		fonctionnement		investissement		
	Subventions	Prêts	Fonds propres	prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	prestations de service			
Fonctions d'action sociale											
Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	339		16 735	1 874 509	111 044	8 572	36 028	13 375	2 000	2 062 602	52,0
Temps libres des enfants et des familles	128 464	367	37 585	714 406	33 745	11 130	17 125	555	2 003	945 380	23,8
Accompagnement social des familles et de leurs enfants	118 767	11 756	6 613	39 120	477	248	258 742	114	2 979	438 816	11,1
Logement et habitat	20 841	83 826	28 500		5 304	1 125	10 503		35	150 134	3,8
Animation de la vie sociale	77	1 048	53 298	140 372	15 877	4 423	58 198	8 825	3 913	286 031	7,2
Prestations supplémentaires aux familles	6 240	0								6 240	0,2
Autres actions (*)	327	18	17 281	36 008	632	129	8 220	1 273	62	63 950	1,6
logistique des œuvres							12 067		737	12 804	0,3
Dépenses totales de l'exercice	275 055	97 015	160 012	2 804 415	167 079	25 627	400 883	24 142	11 729	3 965 957	100,0
Total par type d'intervention	372 070		3 157 133				436 754				
Structure en %	9,4		79,6				11,0			100,0	

Source : Cnaf, DSER

Tableau 2 : Dépenses d'action sociale en Métropole et dans les départements d'Outre-Mer, par fonction et principale sous-fonction, selon le domaine d'intervention

milliers d'€

	Aides aux familles	Aides aux partenaires	Services caf	TOTAL 2009	Rappel 2008	évolution en % (09/08)
Accueil des jeunes enfants (1)	339	2 010 860	51 403	2 062 602	1 995 782	3,3
dont accueil collectif	37	1 115 765	28 311	1 144 113	1 060 717	7,9
accueil familial	7	169 967	3 647	173 621	170 693	1,7
accueil parental	0	25 151		25 151	26 173	-3,9
Fonction globale d'accueil	174	582 807	16 585	599 566	592 668	1,2
Fipe, AEI, Daïpe, Diïpe, Païppe, Facej, Pcpï (2)		73 145	2	73 147	102 223	-28,4
Temps libres	128 831	796 866	19 683	945 380	926 495	2,0
dont Accueil loisirs jeunes (3)	24 638	357 141	4 176	385 955	369 968	4,3
Autres loisirs de proximité	14 995	5 185	0	20 180	22 720	-11,2
Centres collectifs de vacances	27 624	4 045	2 810	34 479	38 024	-9,3
Fonction globale "temps libres"	10	417 834	10 773	428 617	428 952	-0,1
Centres familiaux de vacances	23 870	680	1 471	26 021	18 419	41,3
Vacances familiales individuelles	22 220	553	205 (*)	22 978	20 712	10,9
Accompagnement social	130 524	46 458	261 834	438 816	439 802	-0,2
dont Travail social	446	3 778	259 283	263 507	254 399	3,6
Techniciennes intervention sociale et familiale (4)	57 901	25 833	2 496	86 230	96 055	-10,2
Auxiliaires de vie sociale (4)	32 452	14 899	55	47 406	45 851	3,4
Secours et prêts d'honneur	26 305			26 305	26 463	-0,6
Logement et habitat	104 667	34 929	10 538	150 134	152 093	-1,3
dont Amélioration de l'habitat	5 701	4 404		10 105	15 057	-32,9
Aides à l'équipement et à l'installation	89 020	224		89 244	87 106	2,5
Accès et maintien dans l'habitat	9 946	30 301	10 538	50 785	49 930	1,7
Animation de la vie sociale	1 125	213 970	70 936	286 031	278 804	2,6
dont Animation sociale	1 125	201 765	70 506	273 396	265 736	2,9
Soutien à la vie associative		12 205	430	12 635	13 068	-3,3
Prestations supplémentaires	6 240			6 240	7 371	-15,3
Autres actions	343	54 050	9 555	63 950	59 516	7,5
dont Accompagnement à la fonction parentale	333	49 758	7 731	57 822	53 230	8,6
Logistique des œuvres (5)			12 804	12 804	13 568	-5,6
Total général	372 070	3 157 133	436 754	3 965 957	3 873 431	2,4
évolution en % 2009/2008	0,1	2,6	3,2	2,4		

Source : Cnaf, DSER

(1) La nouvelle nomenclature de la fonction accueil des jeunes enfants donne une ventilation selon les trois types accueil (collectif, familial, parental), et selon deux critères d'âge (moins de 4 ans, 4 ans et plus). Chacune des 6 rubriques obtenues est subdivisée selon l'appellation traditionnelle de l'établissement d'accueil. On peut reconstituer la série par type d'établissement à partir des données de base du tableau SF100 page .

(2) Fonds d'investissement petite enfance, aide exceptionnelle à l'investissement, dispositif d'aide à l'investissement petite enfance, dispositif d'investissement petite enfance, plan d'aide à l'investissement pour la petite enfance, Fonds d'accompagnement du contrat enfance jeunesse-partie investissement et Plan crèche pluriannuel d'investissement (voir détail page).

(3) Cet intitulé remplace celui de "centres de loisirs sans hébergement". Il intègre le financement de nouvelles actions "accueil jeunes".

(4) Ces termes remplacent ceux de travailleuses familiales et aides ménagères, à l'occasion de nouvelles formations sanctionnées par de nouveaux diplômes.

(5) Cette gestion est liée à la mise en place du Budget Unique de Gestion. Elle est destinée uniquement aux caf qui, compte tenu de contraintes vis-à-vis des partenaires co-financeurs de leurs gestions directes, n'ont pu effectuer le reclassement des charges de logistique commune aux œuvres, de la gestion SF vers la gestion E.

(*) correspond à une subvention d'équilibre pour la gestion ES93 d'une caf (gestion du patrimoine) gestion dont relèvent des appartements de vacances pour des locations individuelles d'allocataires ou de non allocataires.

Tableau 3 : Dépenses d' action sociale en Métropole et dans les départements d'Outre- Mer, par fonction et section budgétaire

milliers d'€

	investissement	fonctionnement	aides financières aux familles	total
Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	121 616	1 940 647	339	2 062 602
Temps libres des enfants et des familles	46 878	769 671	128 831	945 380
Accompagnement social des familles et de leurs enfants	3 704	304 589	130 523	438 816
Logement et habitat	6 464	39 003	104 667	150 134
Animation et vie sociale	24 213	260 693	1 125	286 031
Prestations supplémentaires aux familles			6 240	6 240
Autres actions	823	62 782	345	63 950
Logistique des œuvres (*)	737	12 067		12 804
Total général	204 435	3 389 452	372 070	3 965 957
évolution 2009/2008 en %	-15,1	3,9	0,1	2,4

(*) voir renvoi (5) tableau 2.

structure en %

	investissement	fonctionnement	aides financières aux familles	total
Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	5,9	94,1	0,0	100,0
Temps libres des enfants et des familles	5,0	81,4	13,6	100,0
Accompagnement social des familles et de leurs enfants	0,8	69,4	29,8	100,0
Logement et habitat	4,3	26,0	69,7	100,0
Animation de la vie sociale	8,5	91,1	0,4	100,0
Prestations supplémentaires aux familles			100,0	100,0
Autres actions	1,3	98,2	0,5	100,0
Logistique des œuvres	5,8	94,2		100,0
Total général	5,2	85,5	9,4	100,0

Tableau 4 : Dépenses d'action sociale en Métropole et dans les départements d' Outre-Mer, par fonction, sur dotations affectées et dotation d'action sociale

milliers d'€

	dotations affectées (*)	dotation d'action sociale	total
Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	1 961 955	100 647	2 062 602
Temps libres des enfants et des familles	719 492	225 888	945 380
Accompagnement social des familles et de leurs enfants	89 192	349 624	438 816
Logement et habitat		150 134	150 134
Animation de la vie sociale	149 197	136 834	286 031
Prestations supplémentaires aux familles		6 240	6 240
Autres actions	37 282	26 668	63 950
Logistique des œuvres		12 804	12 804
Total général	2 957 118	1 008 839	3 965 957

structure en %

	dotations affectées (*)	dotation d'action sociale	total
Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	95,1	4,9	100,0
Temps libres des enfants et des familles	76,1	23,9	100,0
Accompagnement social des familles et de leurs enfants	20,3	79,7	100,0
Logement et habitat		100,0	100,0
Animation de la vie sociale	52,2	47,8	100,0
Prestations supplémentaires aux familles		100,0	100,0
Autres actions	58,3	41,7	100,0
Logistique des œuvres		100,0	100,0
Total général	74,6	25,4	100,0

(*) Les dotations affectées comprennent, en 2009 : les financements d'interventions de techniciennes d'intervention sociale et familiale ou d'auxiliaires de vie sociale sur fonds Cnaf, les financements sur fonds Cnaf des bourses Bafa, du Fipe, de l'AEI, du Daïpe, du Dipe, du Païppe et des Reapp, les dépenses d'investissement du Facej (voir page) et surtout les prestations de service qui représentent 95,4 % des dotations affectées en 2009

Tableau 5 : Dépenses d'action sociale en Métropole par fonction et type d'intervention

milliers d'€

Type d'intervention	Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			TOTAL	structure des dépenses en %
			fonctionnement		investissement		fonctionnement		investis sement		
	Subventions	Prêts	Fonds propres	prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	prestations de service			
Fonctions d'action sociale											
Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	304		12 691	1 811 743	104 510	8 572	34 491	13 375	1 854	1 987 540	51,7
Temps libres des enfants et des familles	124 476	367	35 054	710 915	33 180	11 130	16 839	555	2 003	934 519	24,3
Accompagnement social des familles et de leurs enfants	115 899	11 663	5 366	38 257	462	248	250 127	114	2 957	425 093	11,1
Logement et habitat	18 487	81 787	27 226		1 188	1 125	8 837		29	138 679	3,6
Animation de la vie sociale	77	1 048	50 426	139 849	14 781	4 423	57 994	8 825	3 913	281 336	7,3
Prestations supplémentaires aux familles	6 023	0								6 023	0,2
Autres actions (*)	326	18	13 483	34 406	540	129	8 201	1 273	62	58 438	1,5
Logistique des œuvres							9 041		736	9 777	0,3
Dépenses totales de l'exercice	265 592	94 883	144 246	2 735 170	154 661	25 627	385 530	24 142	11 554	3 841 405	100,0
Total par type d'intervention	360 475		3 059 704				421 226				
Structure en %	9,4		79,7				11,0			100,0	

Source : Cnaf, DSER

Tableau 6 : Dépenses d'action sociale en Métropole, par fonction et principale sous-fonction, selon le domaine d'intervention

milliers d'€

	Aides aux familles	Aides aux partenaires	Services caf	TOTAL 2009	Rappel 2008	évolution en % (09/08)
Accueil des jeunes enfants (1)	304	1 937 516	49 720	1 987 540	1 924 277	3,3
dont accueil collectif	2	1 106 823	28 056	1 134 881	1 050 017	8,1
accueil familial	7	169 894	3 647	173 548	170 637	1,7
accueil parental	0	25 143		25 143	26 154	-3,9
Fonction globale d'accueil	174	521 156	15 158	536 488	533 813	0,5
Fipe, AEI, Daïpe, Diïpe et Païppe (2)		71 466	202	71 668	100 608	-28,8
Temps libres	124 843	790 279	19 397	934 519	916 085	2,0
dont Accueil loisirs jeunes (3)	23 580	353 470	4 176	381 226	365 176	4,4
Autres loisirs de proximité	14 995	4 755	0	19 750	22 183	-11,0
Centres collectifs de vacances	26 706	4 022	2 810	33 538	36 573	-8,3
Fonction globale "temps libres"	10	416 120	10 567	426 697	426 894	0,0
Centres familiaux de vacances	23 059	680	1 392	25 131	17 378	44,6
Vacances familiales individuelles	22 220	553	205 (*)	22 978	20 712	10,9
Accompagnement social	127 562	44 333	253 198	425 093	427 127	-0,5
dont Travail social	446	3 784	250 646	254 876	246 187	3,5
Techniciennes intervention sociale et familiale (4)	55 763	24 836	2 496	83 095	92 825	-10,5
Auxiliaires de vie sociale (4)	32 110	13 904	55	46 069	45 504	1,2
Secours et prêts d'honneur	25 873			25 873	25 835	0,1
Logement et habitat	100 274	29 539	8 866	138 679	136 915	1,3
dont Amélioration de l'habitat	4 216	3 826		8 042	9 828	-18,2
Aides à l'équipement et à l'installation	88 355	149		88 504	85 596	3,4
Accès et maintien dans l'habitat	7 703	25 563	8 866	42 132	41 491	1,5
Animation de la vie sociale	1 125	209 479	70 732	281 336	274 500	2,5
dont Animation sociale	1 125	198 669	70 302	270 096	262 648	2,8
Soutien à la vie associative		10 810	430	11 240	11 852	-5,2
Prestations supplémentaires	6 023			6 023	7 174	-16,0
Autres actions	344	48 558	9 536	58 438	53 203	9,8
dont Accompagnement à la fonction parentale	333	44 596	7 711	52 640	47 332	11,2
Logistique des œuvres (5)			9 777	9 777	10 120	-3,4
Total général	360 475	3 059 704	421 226	3 841 405	3 749 401	2,5
évolution en %2009/2008	0,8	2,6	3,0	2,5		

Source : Cnaf, DSER - DSPA

(1) La nouvelle nomenclature de la fonction accueil des jeunes enfants donne une ventilation selon les trois types accueil (collectif, familial, parental), et selon deux critères d'âge (moins de 4 ans, 4 ans et plus). Chacune des 6 rubriques obtenues est subdivisée selon l'appellation traditionnelle de l'établissement d'accueil.

On peut reconstituer la série par type d'établissement à partir des données du tableau SF100 métropole page

(2) Fonds d'investissement petite enfance, aide exceptionnelle à l'investissement, dispositif d'aide à l'investissement petite enfance, dispositif d'investissement petite enfance et plan d'aide à l'investissement petite enfance (détail tableau SF100 métropole page).

(3) Cet intitulé remplace celui de "centres de loisirs sans hébergement". Il intègre le financement de nouvelles actions "accueil jeunes".

(4) Ces termes remplacent ceux de travailleuses familiales et aides ménagères, à l'occasion de nouvelles formations sanctionnées par de nouveaux diplômes.

(5) Cette gestion est liée à la mise en place du Budget Unique de Gestion. Elle est destinée uniquement aux caf qui, compte tenu de contraintes vis-à-vis des partenaires co-financeurs de leurs gestions directes, n'ont pu effectuer le reclassement des charges de logistique commune aux œuvres, de la gestion SF vers la gestion E.

(*) correspond à une subvention d'équilibre pour la gestion ES93 d'une caf (gestion du patrimoine) gestion dont relèvent des appartements de vacances pour des locations individuelles d'allocataires ou de non allocataires.

**Tableau 7 : Dépenses d'action sociale en Métropole, par fonction
et section budgétaire**

milliers d'€

	investissement	fonctionnement	aides financières aux familles	total
Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	114 936	1 872 300	304	1 987 540
Temps libres des enfants et des familles	46 313	763 363	124 843	934 519
Accompagnement social des familles et de leurs enfants	3 667	293 864	127 562	425 093
Logement et habitat	2 342	36 063	100 274	138 679
Animation de la vie sociale	23 117	257 094	1 125	281 336
Prestations supplémentaires aux familles			6 023	6 023
Autres actions	731	57 363	344	58 438
Logistique des œuvres	736	9 041		9 777
Total général	191 842	3 289 088	360 475	3 841 405
évolution 2008/2007 en %				

structure en %

	investissement	fonctionnement	aides financières aux familles	total
Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	5,8	94,2	0,0	100,0
Temps libres des enfants et des familles	5,0	81,7	13,4	100,0
Accompagnement social des familles et de leurs enfants	0,9	69,1	30,0	100,0
Logement et habitat	1,7	26,0	72,3	100,0
Animation de la vie sociale	8,2	91,4	0,4	100,0
Prestations supplémentaires aux familles			100,0	100,0
Autres actions	1,3	98,2	0,6	100,0
Logistique des œuvres	7,5	92,5		100,0
Total général	5,0	85,6	9,4	100,0

**Tableau 8 : Dépenses d'action sociale en Métropole, par fonction,
sur dotations affectées et dotation d'action sociale**

milliers d'€

	dotations affectées (*)	dotation d'action sociale	total
Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	1 897 510	90 030	1 987 540
Temps libres des enfants et des familles	715 947	218 572	934 519
Accompagnement social des familles et de leurs enfants	88 329	336 764	425 093
Logement et habitat		138 679	138 679
Animation de la vie sociale	148 674	132 662	281 336
Prestations supplémentaires aux familles		6 023	6 023
Autres actions	35 679	22 759	58 438
Logistique des œuvres		9 777	9 777
Total général	2 886 139	955 266	3 841 405

structure en %

	dotations affectées (*)	dotation d'action sociale	total
Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	95,5	4,5	100,0
Temps libres des enfants et des familles	76,6	23,4	100,0
Accompagnement social des familles et de leurs enfants	20,8	79,2	100,0
Logement et habitat		100,0	100,0
Animation de la vie sociale	52,8	47,2	100,0
Prestations supplémentaires aux familles		100,0	100,0
Autres actions	61,1	38,9	100,0
Logistique des œuvres		100,0	100,0
Total général	75,1	24,9	100,0

(*) Les dotations affectées comprennent en 2009 : les financements d'intervention de TISF et AVS (techniciennes de l'intervention sociale et familiale, auxiliaire de vie sociale) sur fonds Cnaf, les financements sur fonds Cnaf des bourses Bafa, du Fipe, de l'AEI, du Daïpe, du Dipe, du Païppe et des Reapp, les dépenses d'investissement du Facej (voir page) et surtout les prestations de service qui représentent 97,4% des dotations affectées.

Tableau 9 : Dépenses d'action sociale dans les départements d'Outre-Mer par fonction et type d'intervention

milliers d'€											
Type d'intervention	Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			TOTAL	structure des dépenses
			fonctionnement		investissement		fonctionnement		investis sement		
	Subventions	Prêts	Fonds propres	prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	prestations de service			en %
Fonctions d'action sociale											
Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	35		4 044	62 766	6 534	0	1 536	0	145	75 060	60,3
Temps libres des enfants et des familles	3 988	0	2 531	3 491	565	0	286	0	0	10 861	8,7
Accompagnement social des familles et de leurs enfants	2 869	93	1 247	863	15	0	8 615	0	22	13 724	11,0
Logement et habitat	2 354	2 039	1 274		4 117	0	1 665		6	11 455	9,2
Animation de la vie sociale	0	0	2 872	524	1 096	0	204	0	0	4 696	3,8
Prestations supplémentaires aux familles	217	0								217	0,2
Autres actions (*)	0	0	3 798	1 602	92	0	20	0	0	5 512	4,4
Logistique des œuvres							3 026		1	3 027	2,4
Dépenses totales de l'exercice	9 463	2 132	15 766	69 246	12 419	0	15 352	0	174	124 552	100,0
Total par type d'intervention	11 595		97 431				15 526				
Structure en %	9,3		78,2				12,5			100,0	

**Tableau 10 : Dépenses d'action sociale dans les départements d'Outre-Mer
par fonction et principale sous-fonction, selon le domaine d'intervention**

milliers d'€

		Aides aux familles	Aides aux partenaires	Services caf	TOTAL 2009	Rappel 2008	évolution en % (2009/2008)
	Accueil des jeunes enfants (1)	35	73 344	1 681	75 060	71 505	5,0
dont	accueil collectif	35	8 942	255	9 232	10 700	-13,7
	accueil familial	0	73	0	73	55	32,7
	accueil parental	0	9		9	19	-52,6
	Fonction globale d'accueil (2)	0	61 651	1 427	63 078	58 854	7,2
	Fipe, AEI, Daïpe, Diïpe et Païppe (3)		1 679	0	1 679	1 615	4,0
	Temps libres	3 988	6 587	286	10 861	10 410	4,3
dont	Accueil loisirs jeunes (4)	1 058	3 671	0	4 729	4 792	-1,3
	Centres collectifs de vacances	918	23	0	941	1 451	-35,1
	fonction globale "temps libres"	0	1 714	207	1 921	2 058	-6,7
	Centres familiaux de vacances	811	0	0	811	1 042	-22,2
	Accompagnement social	2 962	2 125	8 637	13 724	12 675	8,3
dont	Travail social		-6	8 637	8 631	8 212	5,1
	Techniciennes intervention sociale et familiale	2 139	997	0	3 136	3 230	-2,9
	Auxiliaires de vie sociale	342	994	0	1 336	347	285,0
	Secours et prêts d'honneur	432			432	628	-31,2
	Logement et habitat	4 393	5 391	1 671	11 455	15 179	-24,5
dont	Amélioration de l'habitat	1 486	577		2 063	5 229	-60,5
	Aides à l'équipement et à l'installation	664	75		739	1 510	-51,1
	Accès et maintien dans l'habitat	2 243	4 739	1 671	8 653	8 440	2,5
	Animation de la vie sociale	0	4 492	204	4 696	4 304	9,1
dont	animation sociale	0	3 097	204	3 301	3 088	6,9
	Soutien à la vie associative		1 395	0	1 395	1 216	14,7
	Prestations supplémentaires	217			217	196	10,7
	Autres actions	0	5 492	20	5 512	6 313	-12,7
dont	Accompagnement à la fonction parentale	0	5 163	20	5 183	5 898	-12,1
	Logistique des œuvres (5)			3 027	3 027	3 448	-12,2
	Total général	11 595	97 431	15 526	124 552	124 030	0,4
	évolution en % 2009/2008						

(1) La nouvelle nomenclature de la fonction accueil des jeunes enfants donne une ventilation selon les trois types accueil (collectif, familial, parental), et selon deux critères d'âge (moins de 4 ans, 4 ans et plus). Chacune des 6 rubriques obtenues est subdivisée selon l'appellation traditionnelle de l'établissement d'accueil.

On peut reconstituer la série par type d'établissement à partir des données du tableau SF100 métropole page

(2) en colonne aides aux partenaires, concerne le contrat enfance pour 56 millions d'euros, dont 13 millions d'euros de prestations de service versées aux Centres de Loisirs Sans Hébergement : en effet, pour les départements d' Outre-Mer les prestations de service versées aux CLSH relèvent du dispositif "contrat enfance" (cf tableau SF908 page).

(3) Fonds d'investissement petite enfance, aide exceptionnelle à l'investissement et dispositif d'aide à l'investissement petite enfance.

(4) Cet intitulé remplace celui de "centres de loisirs sans hébergement". Il intègre le financement de nouvelles actions "accueil jeunes".

(5) Cette gestion est liée à la mise en place du Budget Unique de Gestion. Elle est destinée uniquement aux caf qui, compte tenu de contraintes vis-à-vis des partenaires co-financeurs de leurs gestions directes, n'ont pu effectuer le reclassement des charges de logistique commune aux œuvres, de la gestion SF vers la gestion E.

**Tableau 11 : Dépenses d'action sociale dans les départements d'Outre-Mer
par fonction et section budgétaire**

milliers d'€

	investissement	fonctionnement	aides financières aux familles	total
Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	6 679	68 346	35	75 060
Temps libres des enfants et des familles	565	6 308	3 988	10 861
Accompagnement social des familles et de leurs enfants	37	10 725	2 962	13 724
Logement et habitat	4 123	2 939	4 393	11 455
Animation de la vie sociale	1 096	3 600	0	4 696
Prestations supplémentaires aux familles			217	217
Autres actions	92	5 420	0	5 512
Logistique des œuvres	1	3 026		3 027
Total général	12 593	100 364	11 595	124 552
évolution 2009/2008 en %	-12,9	4,9	-16,7	0,4

structure en %

	investissement	fonctionnement	aides financières aux familles	total
Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	8,9	91,1	0,0	100,0
Temps libres des enfants et des familles	5,2	58,1	36,7	100,0
Accompagnement social des familles et de leurs enfants	0,3	78,1	21,6	100,0
Logement et habitat	36,0	25,7	38,4	100,0
Animation de la vie sociale	23,3	76,7	0,0	100,0
Prestations supplémentaires aux familles			100,0	100,0
Autres actions	1,7	98,3	0,0	100,0
Logistique des œuvres	0,0	100,0		100,0
Total général	10,1	80,6	9,3	100,0

**Tableau 12 : Dépenses d'action sociale dans les départements d'Outre-Mer,
par fonction, sur dotations affectées et dotation d'action sociale**

milliers d'€

	dotations affectées (*)	dotation d'action sociale	total
Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	64 445	10 615	75 060
Temps libres des enfants et des familles	3 544	7 317	10 861
Accompagnement social des familles et de leurs enfants	863	12 861	13 724
Logement et habitat		11 455	11 455
Animation de la vie sociale	524	4 172	4 696
Prestations supplémentaires aux familles		217	217
Autres actions	1 602	3 910	5 512
Logistique des œuvres		3 027	3 027
Total général	70 978	53 574	124 552

structure en %

	dotations affectées (*)	dotation d'action sociale	total
Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	85,9	14,1	100,0
Temps libres des enfants et des familles	32,6	67,4	100,0
Accompagnement social des familles et de leurs enfants	6,3	93,7	100,0
Logement et habitat		100,0	100,0
Animation de la vie sociale	11,2	88,8	100,0
Prestations supplémentaires aux familles		100,0	100,0
Autres actions	29,1	70,9	100,0
Logistique des œuvres		0,0	100,0
Total général	57,0	43,0	100,0

(*) Les dotations affectées comprennent en 2009 : les financements sur fonds Cnaf des bourses Bafa, du Fipe, de l'AEI, du Daïpe, du Dipe et des Reapp et les prestations de service qui représentent 97,4% des dotations affectées des Départements d'Outre-Mer.

ANNEXE 1

Les Dépenses d'Action Sociale des Caf **Série de 2005 à 2009**

pages :

Résultats agrégés des Caf métropolitaines et des Caf des Dom

Tableau 13 : dépenses d'action sociale en Métropole et dans les Départements d'Outre-Mer par fonction	37
Tableau 14 : dépenses d'action sociale en Métropole et dans les Départements d'Outre-Mer, par fonction et principale sous-fonction, selon le domaine d'intervention	38
Tableau 15 : dépenses d'action sociale en Métropole et dans les Départements d'Outre-Mer par section budgétaire	39
Tableau 16 : dépenses d'action sociale en Métropole et dans les Départements d'Outre-Mer selon le destinataire de la dépense	39

Résultats agrégés des Caf métropolitaines

Tableau 17 : dépenses d'action sociale en Métropole par fonction	40
Tableau 18 : dépenses d'action sociale en Métropole par fonction et principale sous-fonction, selon le domaine d'intervention	41
Tableau 19 : dépenses d'action sociale en Métropole par section budgétaire	42
Tableau 20 : dépenses d'action sociale en Métropole selon le destinataire de la dépense	42
Tableau 21 : dépenses d'investissement en Métropole par fonction	43
Tableau 22 : dépenses de fonctionnement en Métropole par fonction	44
Tableau 23 : dépenses d'aides financières en Métropole par fonction	45

Résultats agrégés des Caf des Dom

Tableau 24 : dépenses d'action sociale des Départements d'Outre-Mer par fonction	46
Tableau 25 : dépenses d'investissement, de fonctionnement et d'aides financières des Départements d'Outre-Mer par fonction	47

**Tableau 13 - Dépenses d'action sociale en Métropole et
dans les Départements d'Outre-Mer par fonction**

milliers €

Valeurs	2005	2006	2007	2008	2009
Accueil des jeunes enfants	1 849 541	1 874 214	1 933 674	1 995 782	2 062 602
Temps libres des enfants et des familles	801 369	797 612	865 433	926 495	945 380
Accompagnement social des familles	440 658	434 178	439 354	439 802	438 816
Logement et habitat	163 606	158 005	152 210	152 093	150 134
Animation de la vie sociale	248 142	255 552	268 403	278 804	286 031
Prestations supplémentaires	10 175	9 021	8 385	7 371	6 240
Autres actions	46 588	45 170	54 115	59 516	63 950
Logistique des œuvres	12 313	11 412	11 714	13 568	12 804
TOTAL	3 572 392	3 585 164	3 733 288	3 873 431	3 965 957

%

Evolutions en %	2006/2005	2007/2006	2008/2007	2009/2008
Accueil des jeunes enfants	1,3	3,2	3,2	3,3
Temps libres des enfants et des familles	-0,5	8,5	7,1	2,0
Accompagnement social des familles	-1,5	1,2	0,1	-0,2
Logement et habitat	-3,4	-3,7	-0,1	-1,3
Animation de la vie sociale	3,0	5,0	3,9	2,6
Prestations supplémentaires	-11,3	-7,1	-12,1	-15,3
Autres actions	-3,0	19,8	10,0	7,5
Logistique des œuvres	-7,3	2,6	15,8	-5,6
TOTAL	0,4	4,1	3,8	2,4

%

Structure	2005	2006	2007	2008	2009
Accueil des jeunes enfants	51,8	52,3	51,8	51,5	52,0
Temps libres des enfants et des familles	22,4	22,2	23,2	23,9	23,8
Accompagnement social des familles	12,3	12,1	11,8	11,4	11,1
Logement et habitat	4,6	4,4	4,1	3,9	3,8
Animation de la vie sociale	6,9	7,1	7,2	7,2	7,2
Prestations supplémentaires	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2
Autres actions	1,3	1,3	1,4	1,5	1,6
Logistique des œuvres	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Cnaf, DSER - DSPA

**Tableau 14 : Dépenses d'action sociale en Métropole et dans les
Départements d'Outre-Mer, par fonction et principale
sous-fonction, selon le domaine d'intervention**

Valeurs		milliers €					évolution en % 09/08
		2005	2006	2007	2008	2009	
Accueil des jeunes enfants		1 849 541	1 874 214	1 933 674	1 995 782	2 062 602	3,3
dont	accueil collectif	800 677	904 277	981 715	1 060 717	1 144 113	7,9
	accueil familial	186 975	170 736	168 874	170 693	173 621	1,7
	accueil parental	32 454	28 999	26 411	26 173	25 151	-3,9
	Fonction globale d'accueil	702 642	631 382	615 588	592 668	599 566	1,2
	Fipe, AEI, Daïpe, Diïpe, Païppe, Facej, Pcpï (1)	97 522	101 470	99 894	102 223	73 147	-28,4
	(% de la fonction (2))	98,4	98,0	97,9	97,8	97,7	
Temps libres		801 369	797 612	865 433	926 495	945 380	2,0
dont	Accueil loisirs jeunes (antérieurement CLSH)	285 774	300 661	336 031	369 968	385 955	4,3
	Centres collectifs de vacances	39 899	38 272	38 101	38 024	34 479	-9,3
	Fonction globale "temps libre"/ CEJJ (3)	381 869	366 815	397 557	428 952	428 617	-0,1
	Centres familiaux de vacances	11 956	13 358	16 128	18 419	26 021	41,3
	Vacances individuelles	28 574	26 457	26 879	20 712	22 978	10,9
	(% de la fonction (2))	93,3	93,5	94,1	94,6	95,0	
Accompagnement social		440 658	434 178	439 354	439 802	438 816	-0,2
dont	Travail social	242 154	238 563	247 192	254 399	263 507	3,6
	Techniciennes intervention sociale et familiale	105 976	102 163	100 413	96 055	86 230	-10,2
	Auxiliaires de vie sociale	45 802	47 973	47 943	45 851	47 406	3,4
	Secours et prêts d'honneur	30 938	26 440	26 510	26 463	26 305	-0,6
	(% de la fonction (2))	96,4	95,6	96,1	96,1	96,5	
Logement et habitat		163 606	158 005	152 210	152 093	150 134	-1,3
dont	Aide à l'équipement et à l'installation	90 844	86 634	87 223	87 106	89 244	2,5
Animation de la vie sociale		248 142	255 552	268 403	278 804	286 031	2,6
dont	Centres sociaux (4)	194 943	199 020	206 126	211 609	216 521	2,3
	Foyer jeunes travailleurs	23 574	25 379	27 539	30 289	30 373	0,3
	(% de la fonction (2))	88,1	87,8	87,1	86,6	86,3	
Prestations supplémentaires		10 175	9 021	8 385	7 371	6 240	-15,3
dont	Etudiants	5 876	5 368	5 521	3 716	4 335	16,7
Autres actions		46 588	45 170	54 115	59 516	63 950	7,5
dont	accompagnement à la fonction parentale	39 664	39 210	48 589	53 230	57 822	8,6
	(% de la fonction (2))	85,1	86,8	89,8	89,4	90,4	
logistique des œuvres		12 313	11 412	11 714	13 568	12 804	-5,6
Total général		3 572 392	3 585 164	3 733 288	3 873 431	3 965 957	2,4

Source : Cnaf, DSER - DSPA

(1) Fonds d'investissement petite enfance, aide exceptionnelle à l'investissement, dispositif d'aide à l'investissement petite enfance, dispositif d'investissement petite enfance, plan d'aide à l'investissement pour la petite enfance et fonds d'accompagnement du contrat enfance jeunesse - partie investissement.

(2) pourcentage calculé en rapportant la somme des sous-fonctions au total de la fonction.

(3) la fonction globale temps libre inclut des dépenses Facej investissement.

(4) y compris la prestation de service "PS animation collective famille" spécifique aux centres sociaux.

**Tableau 15 - Dépenses d'action sociale en Métropole et dans les
Départements d'Outre-Mer par section budgétaire**

milliers €

Valeurs	2005	2006	2007	2008	2009
Investissement	199 330	221 648	225 407	240 658	204 435
Fonctionnement	2 957 818	2 972 284	3 127 392	3 261 148	3 389 452
Aides financières	415 244	391 232	380 489	371 625	372 070
TOTAL	3 572 392	3 585 164	3 733 288	3 873 431	3 965 957

%

Evolutions en %	2006/2005	2007/2006	2008/2007	2009/2008
Investissement	11,2	1,7	6,8	-15,1
Fonctionnement	0,5	5,2	4,3	3,9
Aides financières	-5,8	-2,7	-2,3	1,2
TOTAL	0,4	4,1	3,8	2,4

%

Structure	2005	2006	2007	2008	2009
Investissement	5,6	6,2	6,0	6,2	5,2
Fonctionnement	82,8	82,9	83,8	84,2	85,5
Aides financières	11,6	10,9	10,2	9,6	9,4
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

**Tableau 16 -Dépenses d'action sociale en Métropole et dans les
Départements d'Outre-Mer selon le destinataire de la dépense**

milliers €

	2005	2006	2007	2008	2009
aides aux familles	415 244	391 232	380 489	371 625	372 070
aides aux partenaires	2 737 972	2 777 465	2 934 452	3 078 444	3 157 133
Services Caf	419 176	416 467	418 347	423 362	436 754
Total	3 572 392	3 585 164	3 733 288	3 873 431	3 965 957

Source : Cnaf, DSER - DSPA

Tableau 17 - Dépenses d'action sociale en Métropole par fonction

milliers €

Valeurs	2005	2006	2007	2008	2009
Accueil des jeunes enfants	1 790 578	1 815 829	1 858 446	1 924 277	1 987 540
Temps libres des enfants et des familles	786 559	783 348	853 749	916 085	934 519
Accompagnement social des familles	427 918	420 747	423 220	427 127	425 093
Logement et habitat	144 030	134 949	137 277	136 915	138 679
Animation de la vie sociale	243 490	250 900	264 408	274 500	281 336
Prestations supplémentaires	9 994	8 835	8 181	7 174	6 023
Autres actions	38 117	39 204	48 008	53 203	58 438
Logistique des œuvres	9 488	8 257	8 422	10 120	9 777
TOTAL	3 450 174	3 462 069	3 601 711	3 749 401	3 841 405

%

Evolutions en %	2006/2005	2007/2006	2008/2007	2009/2008
Accueil des jeunes enfants	1,4	2,3	3,5	3,3
Temps libres des enfants et des familles	-0,4	9,0	7,3	2,0
Accompagnement social des familles	-1,7	0,6	0,9	-0,5
Logement et habitat	-6,3	1,7	-0,3	1,3
Animation de la vie sociale	3,0	5,4	3,8	2,8
Prestations supplémentaires	-11,6	-7,4	-12,3	-16,0
Autres actions	2,9	22,5	10,8	9,8
Logistique des œuvres	-13,0	2,0	20,2	-3,4
TOTAL	0,3	4,0	4,1	2,5

%

Structure	2005	2006	2007	2008	2009
Accueil des jeunes enfants	51,9	51,9	51,6	51,3	51,7
Temps libres des enfants et des familles	22,8	22,8	23,7	24,4	24,3
Accompagnement social des familles	12,4	12,4	11,8	11,4	11,1
Logement et habitat	4,2	4,2	3,8	3,7	3,6
Animation de la vie sociale	7,0	7,0	7,4	7,3	7,3
Prestations supplémentaires	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2
Autres actions	1,1	1,1	1,3	1,4	1,5
Logistique des œuvres	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Cnaf, DSER - DSPA

Tableau 18 : Dépenses d'action sociale en Métropole, par fonction et principale sous-fonction, selon le domaine d'intervention

milliers €

Valeurs		2005	2006	2007	2008	2009
Accueil des jeunes enfants		1 790 578	1 815 829	1 858 446	1 924 277	1 987 540
dont	accueil collectif	794 724	898 484	973 425	1 050 018	1 134 880
	accueil familial	186 904	170 623	168 832	170 637	173 548
	accueil parental	32 392	28 982	26 391	26 154	25 143
	Fonction globale d'accueil	652 070	581 543	552 309	533 813	536 488
	Fipe, AEI, Daïpe, Diïpe, Païppe, Facej, Pcpï	95 693	99 308	96 826	100 608	71 668
	(% de la fonction (2))	98,4	98,0	97,8	97,8	97,7
Temps libres		786 559	783 348	853 749	916 085	934 519
dont	Accueil loisirs jeunes (CLSH)	281 862	296 789	332 011	365 176	381 226
	Centres collectifs de vacances	37 456	22 361	36 661	36 573	33 538
	Fonction globale "temps libres"/CEJJ	376 654	361 464	393 481	426 894	426 697
	Centres familiaux de vacances	10 669	12 116	15 356	17 378	25 131
	Vacances individuelles	28 574	26 427	4 899	20 712	22 978
	(% de la fonction (2))	93,5	91,8	91,6	94,6	95,2
Accompagnement social		427 918	420 747	423 220	427 127	425 093
dont	Travail social	234 823	230 992	239 522	246 187	254 876
	Techniciennes intervention sociale et familiale	102 822	98 569	96 334	92 825	83 095
	Auxiliaires de vie sociale	44 693	46 625	47 133	45 504	46 069
	Secours et prêts d'honneur	29 834	25 553	24 950	25 835	25 873
	(% de la fonction (2))	96,3	95,5	96,4	96,1	96,4
Logement et habitat		144 030	134 949	137 277	136 915	138 679
dont	Aide à l'équipement et à l'installation	89 790	84 088	86 014	85 596	88 504
Animation de la vie sociale		243 490	250 900	264 408	274 500	281 336
dont	Centres sociaux (3)	194 279	198 404	205 769	210 733	215 773
	Foyer jeunes travailleurs	22 835	24 561	26 753	29 432	29 578
	(% de la fonction (2))	89,2	88,9	87,9	87,5	87,2
Prestations supplémentaires		9 994	8 835	8 181	7 174	6 023
dont	Etudiants	5 876	5 372	5 521	3 716	4 335
Autres actions		38 117	39 204	48 008	53 203	58 438
dont	accompagnement à la fonction parentale	33 692	34 842	42 693	47 332	52 640
	(% de la fonction (2))	88,4	88,9	88,9	89,0	90,1
logistique des œuvres		9 488	8 257	8 422	10 120	9 777
Total général		3 450 174	3 462 069	3 601 711	3 749 401	3 841 405

Source : Cnaf, DSER - DSPA

(1) Fonds d'investissement petite enfance, aide exceptionnelle à l'investissement, dispositif d'aide à l'investissement petite enfance, dispositif d'investissement petite enfance, plan d'aide à l'investissement pour la petite enfance et fonds d'accompagnement du contrat enfance jeunesse - partie investissement.

(2) pourcentage calculé en rapportant la somme des sous-fonctions au total de la fonction.

(3) y compris la prestation de service "PS animation collective famille" spécifique aux centres sociaux

Tableau 19 - Dépenses d'Action Sociale en Métropole par section budgétaire

milliers €

Valeurs	2005	2006	2007	2008	2009
Investissement	189 013	211 694	213 896	226 207	191 842
Fonctionnement	2 868 696	2 882 972	3 026 420	3 165 484	3 289 088
Aides financières	392 465	367 403	361 395	357 710	360 475
TOTAL	3 450 174	3 462 069	3 601 711	3 749 401	3 841 405

%

Structure	2005	2006	2007	2008	2009
Investissement	5,5	6,1	5,9	6,0	5,0
Fonctionnement	83,1	83,3	84,0	84,4	85,6
Aides financières	11,4	10,6	10,0	9,5	9,4
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

**Tableau 20 - Dépenses d'Action Sociale en Métropole
selon le destinataire de la dépense**

milliers €

	2005	2006	2007	2008	2009
aides aux familles	392 465	367 403	361 395	357 710	360 475
aides aux partenaires	2 651 953	2 691 937	2 835 747	2 982 901	3 059 704
Services Caf	405 756	402 729	404 569	408 790	421 226
Total	3 450 174	3 462 069	3 601 711	3 749 401	3 841 405

%

Structure	2005	2006	2007	2008	2009
aides aux familles	11,4	10,6	10,0	9,5	9,4
aides aux partenaires	76,9	77,8	78,8	79,6	79,7
Services Caf	11,7	11,6	11,2	10,9	11,0
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Cnaf, DSER - DSPA

Tableau 21 - Dépenses d'investissement en Métropole par fonction

milliers €

Valeurs	2005	2006	2007	2008	2009
Accueil des jeunes enfants	125 380	135 495	133 054	139 133	114 936
Temps libres des enfants et des familles	36 080	42 919	49 176	53 168	46 313
Accompagnement social des familles	3 357	5 023	3 850	3 757	3 667
Logement et habitat	3 436	3 538	3 471	3 915	2 342
Animation de la vie sociale	20 279	23 951	23 582	25 035	23 117
Prestations supplémentaires					
Autres actions	467	762	760	797	731
Logistique des œuvres	14	6	3	402	736
TOTAL	189 013	211 694	213 896	226 207	191 842

%

Evolutions en %	2006/2005	2007/2006	2008/2007	2009/2008
Accueil des jeunes enfants	8,1	-1,8	4,6	-17,4
Temps libres des enfants et des familles	19,0	14,6	8,1	-12,9
Accompagnement social des familles	49,6	-23,4	-2,4	-2,4
Logement et habitat	3,0	-1,9	12,8	-40,2
Animation de la vie sociale	18,1	-1,5	6,2	-7,7
Prestations supplémentaires				
Autres actions	63,2	-0,3	4,9	-8,3
Logistique des œuvres	-57,1	ns	ns	83,1
TOTAL	12,0	1,0	5,8	-15,2

%

Structure	2005	2006	2007	2008	2009
Accueil des jeunes enfants	66,3	64,0	62,2	61,5	59,9
Temps libres des enfants et des familles	19,1	20,3	23,0	23,5	24,1
Accompagnement social des familles	1,8	2,4	1,8	1,7	1,9
Logement et habitat	1,8	1,7	1,6	1,7	1,2
Animation de la vie sociale	10,7	11,3	11,0	11,1	12,1
Prestations supplémentaires					
Autres actions	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4
Logistique des œuvres	0,0	0,0	0,0	0,2	0,4
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Cnaf, DSER - DSPA

Tableau 22 - Dépenses de fonctionnement en Métropole par fonction (*)

milliers €

Valeurs	2005	2006	2007	2008	2009
Accueil des jeunes enfants	1 664 349	1 679 595	1 724 704	1 784 837	1 872 300
Temps libres des enfants et des familles	626 217	627 338	687 519	747 417	763 363
Accompagnement social des familles	275 057	269 577	282 187	287 154	293 864
Logement et habitat	33 074	33 672	36 427	36 313	36 063
Animation de la vie sociale	223 210	226 949	240 087	248 419	257 094
Prestations supplémentaires					
Autres actions	37 315	37 590	47 077	51 626	57 363
Logistique des œuvres	9 474	8 251	8 419	9 718	9 041
TOTAL	2 868 696	2 882 972	3 026 420	3 165 484	3 289 088

(*) série recalculée sur nomenclature 2004 : voir note tableau 1

%

Evolutions en %	2006/2005	2007/2006	2008/2007	2009/2008
Accueil des jeunes enfants	0,9	2,7	3,5	4,9
Temps libres des enfants et des familles	0,2	9,6	8,7	2,1
Accompagnement social des familles	-2,0	4,7	1,8	2,3
Logement et habitat	1,8	8,2	-0,3	-0,7
Animation de la vie sociale	1,7	5,8	3,5	3,5
Prestations supplémentaires				
Autres actions	0,7	25,2	10,0	11,1
Logistique des œuvres	-12,9	2,0	15,4	-7,0
TOTAL	0,5	5,0	4,6	3,9

%

Structure	2005	2006	2007	2008	2009
Accueil des jeunes enfants	58,0	58,2	57,0	56,4	56,9
Temps libres des enfants et des familles	21,8	21,8	22,7	23,6	23,2
Accompagnement social des familles	9,6	9,3	9,3	9,1	8,9
Logement et habitat	1,2	1,2	1,2	1,1	1,1
Animation de la vie sociale	7,8	7,9	7,9	7,9	7,8
Prestations supplémentaires					
Autres actions	1,3	1,3	1,6	1,6	1,7
Logistique des œuvres	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Cnaf, DSER - DSPA

Tableau 23 - Dépenses d'aides financières en Métropole par fonction (1)

milliers €

Valeurs	2005	2006	2007	2008	2009
Accueil des jeunes enfants	849	739	688	307	304
Temps libres des enfants et des familles	124 262	113 091	117 054	115 500	124 843
Accompagnement social des familles	149 504	146 147	137 183	136 216	127 562
Logement et habitat	107 520	97 739	97 379	96 687	100 274
Animation de la vie sociale (2)	1	0	739	1 046	1 125
Prestations supplémentaires	9 994	8 835	8 181	7 174	6 023
Autres actions	335	852	171	780	344
Logistique des œuvres					
TOTAL	392 465	367 403	361 395	357 710	360 475

(2) A compter de 2007, cette fonction inclut les prêts et subventions pour achat de caravanes octroyés aux "gens du voyage". Ces dépenses étaient antérieurement rattachés à la fonction 4 mais ne peuvent être défalqués pour les années précédentes.

%

Evolutions en %	2006/2005	2007/2006	2008/2007	2009/2008
Accueil des jeunes enfants	-13,0	-6,9	-55,4	-1,0
Temps libres des enfants et des familles	-9,0	3,5	-1,3	8,1
Accompagnement social des familles	-2,2	-6,0	-0,7	-6,4
Logement et habitat	-9,1	-0,4	-0,7	3,7
Animation de la vie sociale	ns	ns	41,5	7,6
Prestations supplémentaires	-11,6	-7,4	-12,3	-16,0
Autres actions	154,3	ns	ns	-55,9
Logistique des œuvres				
TOTAL	-6,4	-1,6	-1,0	0,8

%

Structure	2005	2006	2007	2008	2009
Accueil des jeunes enfants	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1
Temps libres des enfants et des familles	31,7	30,8	32,4	32,3	34,6
Accompagnement social des familles	38,1	39,8	38,0	38,1	35,4
Logement et habitat	27,4	26,6	26,9	27,0	27,8
Animation de la vie sociale	0,0	0,0	0,2	0,3	0,3
Prestations supplémentaires	2,5	2,4	2,3	2,0	1,7
Autres actions	0,1	0,2	0,0	0,2	0,1
Logistique des œuvres					
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Cnaf, DSER - DSPA

**Tableau 24 - Dépenses d'action sociale des
Départements d 'Outre-Mer par fonction**

milliers €

Valeurs	2005	2006	2007	2008	2009
Accueil des jeunes enfants	58 964	58 384	75 228	71 505	75 060
Temps libres des enfants et des familles	14 810	14 264	11 684	10 410	10 861
Accompagnement social des familles	12 740	13 431	16 133	12 675	13 724
Logement et habitat	19 576	23 055	14 935	15 179	11 455
Animation de la vie sociale	4 651	4 654	3 995	4 304	4 696
Prestations supplémentaires	181	186	204	196	217
Autres actions	8 471	5 967	6 106	6 313	5 512
Logistique des œuvres	2 825	3 155	3 292	3 448	3 027
TOTAL	122 218	123 096	131 577	124 030	124 552

%

Evolutions en %	2006/2005	2007/2006	2008/2007	2009/2008
Accueil des jeunes enfants	-1,0	28,9	-4,9	5,0
Temps libres des enfants et des familles	-3,7	-18,1	-10,9	4,3
Accompagnement social des familles	5,4	20,1	-21,4	5,1
Logement et habitat	17,8	-35,2	1,6	-24,5
Animation de la vie sociale	0,1	-14,2	7,7	9,1
Prestations supplémentaires	2,8	9,7	-3,9	10,7
Autres actions	-29,6	2,3	3,4	-12,7
Logistique des œuvres	11,7	4,3	4,7	-12,2
TOTAL	0,7	6,9	-5,7	0,4

%

Structure	2005	2006	2007	2008	2009
Accueil des jeunes enfants	48,2	47,4	46,7	57,7	60,3
Temps libres des enfants et des familles	12,1	11,6	8,5	8,4	8,7
Accompagnement social des familles	10,4	10,9	12,9	10,2	11,0
Logement et habitat	16,1	18,7	25,0	12,2	9,2
Animation de la vie sociale	3,8	3,8	3,8	3,5	3,8
Prestations supplémentaires	0,2	0,2	0,1	0,1	0,2
Autres actions	6,9	4,8	0,3	5,1	4,4
Logistique des œuvres	2,3	2,6	2,7	2,8	2,4
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Cnaf, DSER - DSPA

Tableau 25 - Dépenses d'investissement, de fonctionnement et d'aides financières des Départements d'Outre-Mer par fonction

milliers €

Investissement	2005	2006	2007	2008	2009
Accueil des jeunes enfants	5 822	6 435	8 354	8 955	6 679
Temps libres des enfants et des familles	943	687	543	312	565
Accompagnement social des familles	129	26	17	75	37
Logement et habitat	2 429	1 870	2 063	4 379	4 123
Animation de la vie sociale	875	816	466	632	1 096
Prestations supplémentaires					
Autres actions	119	122	68	100	92
Logistique des œuvres	0	0	0	0	1
TOTAL	10 317	9 956	11 511	14 453	12 593

milliers €

Fonctionnement	2005	2006	2007	2008	2009
Accueil des jeunes enfants	53 128	51 971	66 849	62 535	68 346
Temps libres des enfants et des familles	8 677	8 767	7 693	6 560	6 308
Accompagnement social des familles	9 598	9 896	10 622	10 086	10 725
Logement et habitat	2 766	5 895	2 949	3 149	2 939
Animation de la vie sociale	3 776	3 838	3 529	3 672	3 600
Prestations supplémentaires					
Autres actions	8 352	5 845	6 038	6 213	5 420
Logistique des œuvres	2 825	3 155	3 292	3 448	3 026
TOTAL	89 122	89 313	100 972	95 663	100 364

milliers €

Aides financières	2005	2006	2007	2008	2009
Accueil des jeunes enfants	14	32	25	15	35
Temps libres des enfants et des familles	5 190	4 810	3 448	3 538	3 988
Accompagnement social des familles	3 013	3 509	5 494	2 514	2 962
Logement et habitat	14 381	15 290	9 923	7 651	4 393
Animation de la vie sociale	0	0	0	0	0
Prestations supplémentaires	181	186	204	196	217
Autres actions	0	0	0	0	0
Logistique des œuvres					
TOTAL	22 779	23 827	19 094	13 914	11 595

Source : Cnaf, DSER - DSPA

A N N E X E 2

Les résultats financiers 2009 selon la présentation du document statistique établi annuellement par Caf

Résultats agrégés des Caf métropolitaines
et des Caf d'Outre-mer

Fonction 1: Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans

Tableau SF100		Aides aux familles		Aides aux partenaires et aux entreprises				Services CAF			TOTAL
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investis sement	
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
		A	B	C	D	E	F	G	H		
1000 : contrat de passage à la PSU (1)	1				544 022				15 545		559 567
111 : moins de 4 ans / collectif / crèche	2	0		2 413 225	376 838 230	7 496 413	2 309 337	4 066 710	1 488 373	673 161	395 285 449
112 : moins de 4 ans / collectif / halte-garderie	3	-6 842		1 545 882	80 852 433	1 649 617	239 561	2 943 554	2 691 496	110 977	90 026 679
113 : moins de 4 ans / collectif / et. Polyvalent	4	43 478		5 531 180	601 076 697	20 850 178	5 156 677	7 898 756	7 148 573	658 846	648 364 386
114 : moins de 4 ans / collectif / jardin d'enfant	5	0		123 949	5 185 107	172 301	99 090	0	-4 236	0	5 576 211
11 Total Etablissement d'accueil collectif des moins de 4 ans	6	36 636		9 614 236	1 063 952 467	30 168 509	7 804 665	14 909 021	11 324 205	1 442 985	1 139 252 725
121 : moins de 4 ans / familial / crèche	7	0		287 146	129 456 222	330 191	0	260 595	211 114	16 722	130 561 990
122 : moins de 4 ans / familial / halte-garderie	8	0		3 000	5 617 676	5 298	0	0	0	0	5 625 974
123 : moins de 4 ans / familial / et. Polyvalent	9	7 249		5 663	33 884 109	29 039	0	1 851 386	1 042 885	5 568	36 825 900
12 Total Etablissement d'accueil familial des moins de 4 ans	10	7 249		295 809	168 958 007	364 528	0	2 111 981	1 253 999	22 290	173 013 864
131 : moins de 4 ans / parental / crèche	11	0		256 999	9 807 631	377 797	9 177				10 451 604
132 : moins de 4 ans / parental / halte-garderie	12	0		4 020	1 959 965	11 662	0				1 975 646
133 : moins de 4 ans / parental / et. Polyvalent	13	0		198 118	12 115 242	300 927	0				12 614 287
13 Total Etablissement d'accueil parental des moins de 4 ans	14	0		459 136	23 882 837	690 385	9 177				25 041 536
141 : 4-6 ans / collectif / crèche	15	0		26 600	22 822	40 172	41 712	0	0	802	132 108
142 : 4-6 ans / collectif / halte-garderie	16	0		74 463	767 305	239 072	269	583 983	24 760	4 889	1 694 741
143 : 4-6 ans / collectif / et. Polyvalent	17	0		64 834	1 302 215	446 560	63 952	0	20 713	0	1 898 274
144 : 4-6 ans / collectif / jardin d'enfant	18	0		513 154	371 809	250 129	0	0	0	0	1 135 092
14 Total Etablissement d'accueil collectif des 4-6 ans	19	0		679 050	2 464 151	975 933	105 933	583 983	45 473	5 691	4 860 215
151 : 4-6 ans / familial / crèche	20	0		0	90 732	4 981	0	0	0	0	95 713
152 : 4-6 ans / familial / halte-garderie	21	0		0	121 172	0	0	256 752	0	0	377 924
153 : 4-6 ans / familial / et. Polyvalent	22	0		0	129 227	2 154	0	0	1 855	0	133 235
15 Total Etablissement d'accueil familial des 4-6 ans	23	0		0	341 131	7 134	0	256 752	1 855	0	606 872
161 : 4-6 ans / parental / crèche	24	0		5 039	1 310	2 952	0				9 301
162 : 4-6 ans / parental / halte-garderie	25	0		350	21 872	2 237	0				24 459
163 : 4-6 ans / parental / et. Polyvalent	26	0		3 849	43 532	28 786	0				76 167
16 Total Etablissement d'accueil parental des 4-6 ans	27	0		9 238	66 714	33 975	0				109 927
1700: Relais Assistantes maternelles	28	101 413		1 247 159	34 991 556	2 187 302	280 543	1 575 462	734 028	8 597	41 126 059
1800: Autres lieux d'activité ou d'éveil	29	20 000		1 027 341		581 194	141 503	147 341		175 684	2 093 063
182 : micro-crèches	30	0		359 406	1 762 683	776 240	77 275			0	2 975 604
1831 : jardins d'éveil	31	0		0	44 856	0	0	0	0	0	44 856
1900: Fonction globale d'accueil (2)	32	173 909		3 043 172	577 497 063	2 113 443	152 971	16 442 986		142 294	599 565 838
1901 : complément Cej (horaires atypiques, handicap, innovation, qualité de l'accueil)	33				0					0	0
1902 : complément plan espoir banlieue	34				3 505				0		3 505
1910: Fonds d'Investissement Petite Enfance	35					2 747 989				0	2 747 989
1911: Aide exceptionnelle à l'investissement	36					7 787 355				1 192	7 788 547
1912 : DAIFE gestion décentralisée	37					11 916 338				0	11 916 338
1913 : DAIFE gestion centralisée	38					4 864 262					4 864 262
1914 : Dispositif d'investissement petite enfance	39					30 742 129				3 195	30 745 324
1915 : Plan d'aide à l'investissement pour la petite enfance (3)	40					15 086 987				197 642	15 284 630
1916 : Plan crèche pluriannuel d'investissement	41					0				0	0
1917 : aides à l'installation des assistant(e)s maternel(le)s	42					0					0
TOTAL général fonction 1	43	339 207		16 734 548	1 874 508 991	111 043 704	8 572 067	36 027 525	13 375 105	1 999 571	2 062 600 719

(1) Cette rubrique est destinée à disparaître. Le premier chiffre de la spécificité permet d'identifier ces dépenses comme relevant de la fonction 1 et les quatre derniers comme prestations de service

Il s'agit des spécificités suivantes : 10002214 et 10003214.

(2) La rubrique D32 concerne le contrat enfance (SF656232331 et ses subdivisions) le Contrat enfance jeunesse-partie enfance (CEJE comptes SF6562323321, SF6562323322, SF6562323323), le Fonds d'accompagnement des contrats enfance jeunesse (Facej compte SF6562323324), la "concertation avec les conseils généraux" et le contrat enfance entreprise. La ventilation entre ces composantes est disponible au tableau SF905, tablea

qui précise les spécificités à utiliser selon ces rubriques, et selon qu'il s'agit de stock ou de flux.

La rubrique E32 concerne les investissements sur fonds propres liés au CEJE et CE. Elle intègre également les dépenses d'investissement au titre du Facej (SF6562323325 et spécificité 19002112)

Les dépenses afférentes aux conseillers techniques enfance sont retracées en G32 et I32.

(3) Cette ligne comprend également le Fonds d'abondement au plan d'aide à l'investissement pour la petite enfance dont la codification est identique à celle du Paippe

Fonction 2: Temps libre des enfants et des familles

montant en euros et centimes											
Tableau SF200		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			TOTAL
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investis sement	
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
		A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
211: Accueil loisirs jeunes (a)	1	24 636 919	710	20 645 202	301 688 096	24 772 849	10 035 269	2 839 115	555 311	781 562	385 955 033
2120 : Autres loisirs de proximité - enfants de moins de 18 ans	2	14 989 948	5 155	2 825 634		1 742 131	427 722	0		0	19 990 590
2121 : Autres loisirs de proximité - enfants de 18 ans et plus	3	0	0	164 584		25 312	0				189 896
2130 : Opération "villes, vie, vacances"	4	490 851	0	1 239 633		56 360		0			1 786 844
2140 : Centres collectifs de vacances (b)	5	27 548 820	75 175	2 578 385	57 687	1 214 028	195 282	2 358 945	116	450 628	34 479 066
2150 : Camps de vacances	6	2 502 017	20 469	787 924	1 278	77 503	0	0	0	0	3 389 190
2161 : Accueil et loisirs éducatifs hors CLSH (c)	7	2 016 238	0	446 818		2 623 707	388 879	0		0	5 475 641
2170 : Fonction globale "temps libre" (d)	8	9 315	1 029	2 993 630	412 210 261	2 575 914	53 820	10 729 874		43 356	428 617 199
2171 : complément flux 2009-2012 "adolescents"	9	0	0	0	-7 437	0	0	0		0	-7 437
2180 : Animateurs de loisirs et de vacances (e)	10	4 277 564	29 910	89 550		1 968	0				4 398 992
sous-fonction 21: temps libres des enfants et des jeunes	11	76 471 671	132 448	31 771 358	713 949 885	33 089 771	11 100 973	15 927 933	555 428	1 275 546	884 275 013
2210 : Loisirs de proximité	12	754 460	0	3 081 288		611 243	26 400	0		0	4 473 391
2220 : Centres familiaux de vacances (f)	13	23 868 343	1 874	679 086		495	0	743 506		727 350	26 020 654
2230 : Vacances familiales individuelles (g)	14	22 000 942	219 234	552 498		0		205 329			22 978 002
2240 : Autres (y compris aides sur projets collectifs de vacances) (h)	15	5 368 782	13 899	1 500 809	456 234	43 278	2 500	247 876	0	0	7 633 379
sous-fonction 22: temps libre des familles	16	51 992 527	235 007	5 813 681	456 234	655 016	28 900	1 196 711	0	727 350	61 105 427
TOTAL fonction 2	17	128 464 198	367 455	37 585 039	714 406 118	33 744 788	11 129 873	17 124 644	555 428	2 002 896	945 380 439

(a) L'intitulé de cette sous-fonction a été modifié. Il comprend les actions de loisirs sans hébergement, les accueils de jeunes et les accueils de scoutisme sans hébergement. Y compris ALSH maternels

et prestations de service "contrat d'aménagement du temps de l'enfant".

(b) y compris placements familiaux, colonies de vacances maternelles, gîtes enfants. **Comprend également, colonne A, les dépenses "Aide aux Vacances Enfants", pour les caf ayant délégué cette gestion à VACAF.**

(c) y compris aides financières versées pour les départs d'enfants en classes de découverte.

(d) La rubrique D8 concerne le Contrat enfance jeunesse - partie jeunesse (CEJJ - ventilation entre stock, flux 2006, flux 2007, flux 2008, flux 2009 disponible au tableau SF905), le contrat temps libre (CTL) et le fonds d'accompagnement des contrats enfance jeunesse (Facej) pour la part enregistrée au compte SF6562323424 et codifiée 21702218, soit la même codification que le CEJJ et le CTL..

Y compris également, en rubrique D8, les prestations de service "vacances et loisirs familiaux" financées par le contrat temps libre et l'incidence de l'extention de 16 à 18 ans de l'âge limite d'ouverture de droit.

(e) La rubrique A9 concerne la formation BAFA sur fonds Caf (codification 21801311) et sur fonds Cnaf (codification 21801312).

f) Comprend également, en colonne A, les dépenses "Aide aux Vacances Familles", pour les caf ayant délégué cette gestion à VACAF.

(g) y compris "prêts camping" en rubrique B13. En rubrique G13, la dépense enregistrée correspond à la subvention d'équilibre pour la gestion ES93 (gestion du patrimoine) gestion dont relèvent des appartements de vacances pour des locations individuelles d'allocataires ou de non allocataires.

(h) rubriques D14 et H14 : PS"vacances à vocation sociale" spécificités 22402214 et 22403214 compte SF65623231 (concerne la seule Caf de Montpellier, gestionnaire de Vacaf).**La ligne 15 comprend également, en colonne A, les dépenses Aides aux Vacances Sociales", pour les caf ayant délégué cette gestion à VACAF.**

Fonction 3: Accompagnement social des familles et de leurs enfants

Tableau SF300		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			TOTAL
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investis sement	
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
		A	B	C	D	E	F	G	H	I	
311: Assistants sociaux	1			344 967		0	0	64 357 199		418 799	65 120 964
312: Conseillères en économie sociale et familiale	2			1 322 693		7 144	0	24 888 963		259 744	26 478 544
313: Services pluridisciplinaires de travail social	3			73 716		164 977	0	150 640 611		1 696 224	152 575 527
314: Délégués à la tutelle	4			10 000		5 000	1 450	24 809		2 023	43 282
315: Clubs de prévention	5			302 839		22 192	16 554	0		0	341 585
3161: Services sociaux divers (1)	6			404 279		18 775	0	4 468 995		61 312	4 953 361
3162: Autres personnels sociaux	7			98 330		1 500	0	8 907 932		538 208	9 545 970
318 : Autres	8	381 393	64 788	640 901		115 768	226 850	3 017 634		571	4 447 905
sous-fonction 31: travail social	9	381 393	64 788	3 197 726		335 355	244 854	256 306 141		2 976 880	263 507 138
3210: TISF intervention famille (2)	10	29 447 058		1 062 069	12 975 594	117 251	3 000	2 344 196	86 391	797	46 036 356
3211: TISF actions finalisées (2)	11	774 209		-187	214 632	0	0	0	0	1 083	989 737
322: TISF intervention maladie (2)	12	27 679 811			11 461 132			43 750	19 796	0	39 204 490
sous-total TISF	13	57 901 078		1 061 882	24 651 358	117 251	3 000	2 387 946	106 187	1 880	86 230 583
323: Auxiliaire de vie sociale intervention famille (2)	14	10 227 374		425 385	5 469 225	4 717	0	37 557	1 599	0	16 165 857
324: Auxiliaire de vie sociale intervention maladie (2)	15	22 224 787			8 999 175			9 759	6 251	0	31 239 972
sous-total Auxiliaire de vie sociale	16	32 452 161		425 385	14 468 400	4 717	0	47 315	7 850	0	47 405 829
sous-fonction 32: aide à domicile	17	90 353 239		1 487 267	39 119 759	121 968	3 000	2 435 261	114 038	1 880	133 636 412
Total tableau SF300 (à reporter SF301)	18	90 734 632	64 788	4 684 993	39 119 759	457 323	247 854	258 741 403	114 038	2 978 760	397 143 549

(1) regroupe les anciennes lignes "Services Sociaux d'Aide aux Etrangers", "puéricultrices à domicile", "comités de coordination".
(2) TIFS = technicien de l'intervention sociale et familiale, remplace le terme "travailleuse familiale", à l'occasion d'une nouvelle formation, sanctionnée par un nouveau diplôme. Le diplôme d'aide ménagère a également été revalorisé à l'occasion d'une nouvelle formation dénommée "auxiliaire de vie sociale", sanctionnée par un nouveau diplôme.

Financement CNAF au titre des interventions d'aide à domicile : extrait de la lettre LCI n°29 du 18/12/95 : s'agissant d'une aide à la famille en fonction de sa capacité contributive et non d'une aide aux partenaires au titre de son fonctionnement (PS ordinaires), ces financements sont à inscrire en colonne "aides aux familles" "subventions".
Dans le cas d'un service en gestion directe, les dépenses correspondant aux interventions "maladie" financées par la CNAF seront désormais retracées dans la colonne "fonds propres". Il s'agit des dépenses enregistrées au regard des spécificités 32203313 et 32403313 que l'on imputait antérieurement en colonne H pour distinguer les financements cnam des financements cnaf et caf.
Deux spécificités seront prévues pour les investissements sur fonds propres dans le cas de gestion directe : 32203141 et 32403141
Les dépassements de dotation pour les dépenses d'aide à domicile financées sur fonds CAF (SF65623113) sont à ventiler en lignes 12 et 15 (spécificités 32201311 et 32401311).

Contrôle à effectuer avec le compte général de résultats : la somme des rubriques A12, A15, G12 et G15 doit être égale à la somme des comptes SF65623112 et SF65623113 du tableau SF130.

(3) fonds cnaf pour les rubriques G12 et G15

Fonction 3 (suite): Accompagnement social des familles et de leurs enfants

montant en euros et centimes											
Tableau SF301		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			TOTAL
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investis sement	
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
		A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
Report SF300	1	90 734 632	64 788	4 684 993	39 119 759	457 323	247 854	258 741 403	114 038	2 978 760	397 143 549
331: Secours et prêts d'honneur	2	16 572 921	9 731 935								26 304 856
3321: Aide en cas de décès du soutien de famille	3	3 495 191	12 227								3 507 418
3322: parents et personnes isolés (1)	4	1 583 805	406 361								1 990 166
333: PEL situations familiales (2)	5	2 228 911	834 770								3 063 681
3341: Avances sur prestations	6	0	437 220								437 220
3342: Autres prestations extra-légales	7	2 752 255	258 060								3 010 314
335 : Aides à l'accompagnement et à l'insertion des jeunes (3)	8	1 297 666	10 997	950 582		19 614	0				2 278 860
336 : Fonds d'aide aux jeunes	9	102 098	0	977 672		0	0	314			1 080 084
sous-fonction 33: Secours et aides financières	10	28 032 847	11 691 570	1 928 254		19 614	0	314			41 672 599
Total fonction 3	11	118 767 479	11 756 357	6 613 248	39 119 759	476 937	247 854	258 741 716	114 038	2 978 760	438 816 148

(1) regroupe les lignes "insertion des parents isolés" et "personnes seules".

(2) regroupe les lignes "naissances multiples", "primes d'adoption", mères médaillées".

(3) regroupe les lignes "jeunes chômeurs" et "insertion des jeunes".

Les dépenses antérieurement imputées sur la ligne "familles en précarité" doivent être imputées sur la ligne "secours et prêts d'honneur" ou "autres prestations extra-légales".

Fonction 4: Logement et Habitat

montant en euros et centimes											
Tableau SF400		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF		TOTAL	
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement			Investis sement
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
		A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
411: Réhabilitation des logements locatifs (1)	1			1 919 567		1 419 643	1 064 248				4 403 457
412: Amélioration de l'habitat (2)	2	1 644 994	3 987 145								5 632 140
413: Aides aux handicapés	3	56 107	12 916								69 022
sous-fonction 41: Réhabilitation et amélioration de l'habitat	4	1 701 101	4 000 061	1 919 567		1 419 643	1 064 248				10 104 619
421: Aides à l'équipement mobilier	5	5 493 217	29 206 334								34 699 551
422: Aides à l'équipement ménager	6	4 011 426	33 246 658								37 258 085
423: Aides à l'installation	7	2 147 374	8 365 374								10 512 748
424: Autres aides à l'équipement et à l'installation (3)	8	1 356 160	5 193 119	224 165							6 773 443
sous-fonction 42: Aides à l'équipement et à l'installation	9	13 008 177	76 011 485	224 165							89 243 826
4311: Fonds Solidarité Logement (4)	10			17 887 843				2 943 663		8 534	20 840 041
4312: Autres (accès et maintien dans le logement) (5)	11	1 945 568	1 674 497	1 824 919		195 335	0			0	5 640 320
432: Accession à la propriété	12	1 224 919	306 688	116 900				391 680		0	2 040 187
4331: Dettes d'énergie	13	1 953 581	1 031 397	2 424 046				0		0	5 409 025
4332: Dettes d'eau	14	403 998	113 119	218 235				0		0	735 352
4341: Comités locaux pour le logement autonome des jeunes (CLLAJ)	15			466 293		6 237	0				472 530
4342: Autres (logement des jeunes)	16	389 871	112 910	122 655		852	0				626 288
sous-fonction 435: Information et conseil aux familles	17			3 295 043		24 032	60 656	406 859		0	3 786 590
sous-fonction 436: Fonction globale (conseiller technique logement)	18							6 760 350		26 635	6 786 985
437 : LES, Logement Locatifs Sociaux et LLTS pour caf des DOM exclusivement	19	214 001	575 343	0		3 658 500	0				4 447 843
sous-fonction 43 : Accès et maintien dans l'habitat	20	6 131 937	3 813 955	26 355 934		3 884 956	60 656	10 502 552		35 169	50 785 161
TOTAL fonction 4	21	20 841 215	83 825 501	28 499 666		5 304 599	1 124 904	10 502 552		35 169	150 133 607

(1) regroupe les rubriques HLM, PACT, DSQ.

(2) y compris prêts construction.

(3) y compris, en colonne C, les subventions de fonctionnement à des partenaires effectuant des diagnostics immobiliers pour détecter les logements indécents.

En colonnes A et B, les aides aux "gens du voyage" pour achat de caravane ne sont plus retracées ici. Elles relèvent désormais de la fonction 5 sur une ligne intitulée "aires de nomades".

(4) dépenses relatives au Fonds de Solidarité Logement: l'imputation en colonne se fait selon les mêmes règles que pour les budgets d'action sociale. La participation financière des CAF au FSL s'impute en "aides aux partenaires/fonctionnement/fonds propres". En outre, quand la CAF gère le FSL, les dépenses de gestion s'imputent en colonnes "services CAF" (G et I).

(5) y compris "dettes de loyer". La rubrique "autres" concerne plus spécifiquement des aides financières, notamment des aides inscrites au règlement intérieur.

Toutefois des dépenses peuvent être imputées en "aides aux partenaires" pour des dispositifs spécifiques gérés par des partenaires et visant à la réinsertion à travers l'accession au logement social.

En particulier, les aides versées à des organismes en contrepartie de réservation de logements, à loyers préférentiels, pour les familles allocataires sont à inclure en rubrique C11.

(6) Cette ligne a été créée exclusivement pour l'imputation de certaines dépenses d'actions spécifiques aux départements d'Outre-Mer, dépenses qui ne s'insèrent pas dans la nomenclature : Logements Evolutifs Sociaux (LES), Logements Locatifs Sociaux et Logements Locatifs Très Sociaux (LLTS). Pour les réservations de logement, voir renvoi (4) ci-dessus

Fonction 5: Animation de la vie sociale

montant en euros et centimes											
Tableau SF500		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			TOTAL
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investis sement	
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
		A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
511 : Centres sociaux	1			36 602 388	96 514 126	7 449 512	2 184 153	45 353 393	7 336 726	3 702 355	199 142 653
5111 : PS animation collective famille (1)	2				16 033 797				1 344 628		17 378 424
512 : Foyers de jeunes travailleurs	3	45 942		2 669 270	21 793 501	3 813 135	897 973	989 435	143 689	19 883	30 372 828
513 : Aires d'accueil pour les gens du voyage (2)	4	30 674	1 048 234	186 517		1 306 260	235 701				2 807 387
514 :Autres équipements de voisinage (3)	5			1 954 607		2 360 952	840 898	1 799 963		102 480	7 058 901
515 : Animation locale (4)	6			850 853	6 030 635	32 706	8 500				6 922 695
516 : Conseiller technique animation et vie sociale	7							9 629 277		84 275	9 713 552
sous-fonction 51: Animation sociale	8	76 616	1 048 234	42 263 636	140 372 059	14 962 566	4 167 225	57 772 068	8 825 042	3 908 992	273 396 439
521: Associations familiales	9			3 006 972		119 569	69 542				3 196 083
522: Associations d'aide aux familles migrantes	10			230 643		199	0				230 842
523: Autres associations (5)	11			7 319 348		689 598	185 934	426 035		4 380	8 625 295
524: Information des jeunes	12			477 599		104 879	0	0		0	582 478
sous-fonction 52: Soutien à la vie associative	13			11 034 563		914 244	255 476	426 035		4 380	12 634 698
TOTAL fonction 5	14	76 616	1 048 234	53 298 199	140 372 059	15 876 810	4 422 701	58 198 103	8 825 042	3 913 372	286 031 137

(1) actions collectives spécifiques aux centres sociaux

(2) les cellules C4 et D4 ont été dégriséées pour y enregistrer, entre autres, les financements pour achat de caravanes qui auparavant s'imputaient en fonction logement 424 "autres aides à l'équipement et à l'installation" spécificités 51301311 et 51301321.

(3) regroupe les rubriques "salles polyvalentes", "locaux collectifs résidentiels", "locaux sociaux", "foyers ruraux" et "maisons de jeunes".

(4) Ce dispositif expérimental destiné à soutenir le développement des petites structures de voisinage dans des zones peu équipées a été étendu à l'ensemble des caf au 1er janvier 2002 (LC 2001-220 du 3/10/2001).

(5) Les rubriques C6 et E6 ont été dégriséées pour y imputer les projets financés et agréés au titre de l'animation locale en complément de la PS (spécificité 51502211) et les subventions d'investissements sur fonds propres (spécificité 51502111).

(6) les subventions versées sur fonds propres en complément de la PS "animation locale", antérieurement collectées sur cette ligne le sont désormais sur la ligne 6.

fonction 7: Prestations supplémentaires

montant en euros et centimes											
Tableau SF700		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			TOTAL
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investis sement	
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
		A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
71: Apprentis	1	451 257	0								451 257
72: Rentrée scolaire	2	1 453 818	0								1 453 818
73: Etudiants	3	4 335 025	0								4 335 025
TOTAL fonction 7		4	6 240 100	0							6 240 100

Fonction 8 : Autres actions

Tableau SF800		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			TOTAL
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investis sement	
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Fonds affectés (5)	Subventions	Prêts	Fonds propres	Fonds affectés (5)		
		A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
811 : Médiation familiale (1)	1	9 964		1 765 241	5 695 660	53 051	0	2 569 683	627 520	0	10 721 119
812 : Réseaux d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents	2			2 555 395	6 005 811	21 450	0	1 000 276	480 467	776	10 064 175
813 : Lieux d'accueil enfants/parents	3			612 603	5 037 279	170 847	83 055	112 075	42 056	0	6 057 914
814 : Espace rencontre	4			1 747 821		33 858	0	0		0	1 781 679
8151 : Actions d'accompagnement à la scolarité	5	1 472	0	2 620 468	19 269 417	111 568	0	188 092	123 356	0	22 314 373
8152 : Actions en faveur de l'assiduité scolaire	6	0	0	97 167		0	0	0		0	97 167
816 : Autres actions d'accompagnement à la fonction parentale (dont éducation familiale et parentale)	7	303 491	17 895	3 262 204		145 476	0	2 127 654		1 406	5 858 126
817 : lieux d'information des familles	8			410 057		59 897	0	457 534		0	927 489
sous-fonction 81 : Accompagnement de la fonction parentale	9	314 927	17 895	13 070 955	36 008 166	596 148	83 055	6 455 314	1 273 399	2 181	57 822 041
sous-fonction 82: études et recherches	10			241 373		0	0	184 395		1 368	427 136
sous-fonction 83: Formation (2)	11	11 490		207 302							218 792
841: Fonds régionaux	12			2 868 952		0	0	0		0	2 868 952
842: Autres (3)	13			892 715		36 017	45 943	835 701		20	1 810 396
sous-fonction 84: Autres	14			3 761 666		36 017	45 943	835 701		20	4 679 348
sous-fonction 85: Secteurs de désengagement (4)	15			0		0	0	744 614		58 705	803 320
TOTAL fonction 8	16	326 417	17 895	17 281 297	36 008 166	632 165	128 998	8 220 025	1 273 399	62 275	63 950 637

(1) rubriques D1 et H1 : spécificités 81102214 et 81103214.

(2) en colonne A concerne les bourses d'animateurs (dépenses comptabilisées au compte SF6562318).

(3) en colonne C, concerne entre autres la participation des Caf au Fonds d'Urgence Sociale (comptes 656232818, spécificité 84202211).

(4) regroupe les rubriques "maisons d'enfant à caractère social", "maisons de repos mère et enfant", "consultations de nourissons", "dispensaires médico-sociaux",

"IMP, IMPRO, CMPP", "centre d'hébergement et de réadaptation sociale" et "centres d'orientation professionnelle".

(5) L'intitulé de ces colonnes passe de "prestations de service" à "fonds affectés" car ces colonnes incluent sur la ligne 2 des financements sur fonds cnaf (dont la règle d'attribution est différente de celle des PS).

Tableau SF900: Récapitulation des dépenses d'action sociale

montant en euros et centimes											
Tableau SF900		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF		TOTAL	
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement			Investis sement
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J		
SF100: Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	1	339 207		16 734 548	1 874 508 991	111 043 704	8 572 067	36 027 525	13 375 105	1 999 571	2 062 600 719
SF200: Temps libre des enfants et des familles	2	128 464 198	367 455	37 585 039	714 406 118	33 744 788	11 129 873	17 124 644	555 428	2 002 896	945 380 439
SF300: Accompagnement social des familles et de leurs enfants	3	118 767 479	11 756 357	6 613 248	39 119 759	476 937	247 854	258 741 716	114 038	2 978 760	438 816 148
SF400: Logement et habitat	4	20 841 215	83 825 501	28 499 666		5 304 599	1 124 904	10 502 552		35 169	150 133 607
SF500: Animation et vie sociale	5	76 616	1 048 234	53 298 199	140 372 059	15 876 810	4 422 701	58 198 103	8 825 042	3 913 372	286 031 137
SF700: Prestations supplémentaires aux familles	6	6 240 100	0								6 240 100
SF800: Autres actions	7	326 417	17 895	17 281 297	36 008 166	632 165	128 998	8 220 025	1 273 399	62 275	63 950 637
9000 : Logistique des œuvres	8							12 067 324		736 833	12 804 157
TOTAL dépenses d'action sociale de l'exercice 2009	9	275 055 232	97 015 443	160 011 997	2 804 415 093	167 079 003	25 626 397	400 881 891	24 143 011	11 728 877	3 965 956 944

Tableau SF902 : Prestation de service unique et prestation de service ordinaire versées pour enfants de moins de quatre ans (*)

montant en euros et centimes						
		partenaires	gestion caf	entreprises	total général	
		A	B	C	D	
11 : établissement d'accueil collectif des moins de quatre ans						
1111 : moins de 4 ans / collectif / crèche /PSU	1	372 846 121	1 485 331	2 938 062	377 269 515	
1112 : moins de 4 ans / collectif / crèche /heures de concertation PSU	2	1 025 596	3 042	8 045	1 036 683	
1113 : moins de 4 ans / collectif / crèche / hors PSU	3	20 405	0	0	20 405	
1121 : moins de 4 ans / collectif / halte-garderie / PSU	4	80 472 857	2 678 531	30 794	83 182 181	
1122 : moins de 4 ans / collectif / halte-garderie /heures de concertation PSU	5	348 658	12 965	124	361 747	
1131 : moins de 4 ans / collectif / et. polyvalent / PSU	6	577 353 757	7 127 821	22 034 156	606 515 734	
1132 : moins de 4 ans / collectif / et. polyvalent /heures de concertation PSU	7	1 634 498	20 753	54 304	1 709 555	
1133 : moins de 4 ans / collectif / et. polyvalent / hors PSU	8	-18	0	0	-18	
1141 : moins de 4 ans / collectif / jardin d'enfant / PSU	9	5 090 428	0	73 435	5 163 864	
1142 : moins de 4 ans / collectif / jardin d'enfant /heures de concertation PSU	10	20 676	-4 236	567	17 006	
12 : établissement d'accueil familial des moins de quatre ans						
1211 : moins de 4 ans / familial / crèche / PSU	11	129 025 227	210 564	0	129 235 791	
1212 : moins de 4 ans / familial / crèche /heures de concertation PSU	12	430 996	550	0	431 545	
1213 : moins de 4 ans / familial / crèche / hors PSU	13	0	0	0	0	
1221 : moins de 4 ans / familial / halte-garderie / PSU	14	5 617 398	0	0	5 617 398	
1222 : moins de 4 ans / familial / halte-garderie /heures de concertation PSU	15	278	0	0	278	
1231 : moins de 4 ans / familial / et. polyvalent / PSU	16	33 775 141	1 039 366	0	34 814 507	
1232 : moins de 4 ans / familial / et. polyvalent / heures de concertation PSU	17	108 968	3 520	0	112 488	
1233 : moins de 4 ans / familial / et. polyvalent / hors PSU	18	0	0	0	0	
13 : établissement d'accueil parental des moins de quatre ans						
1311 : moins de 4 ans / parental / crèche / PSU	19	9 771 697			9 771 697	
1312 : moins de 4 ans / parental / crèche / heures de concertation PSU	20	29 326			29 326	
1313 : moins de 4 ans / parental / crèche / hors PSU	21	6 609			6 609	
1321 : moins de 4 ans / parental / halte-garderie / PSU	22	1 949 904			1 949 904	
1322 : moins de 4 ans / parental / halte-garderie / heures de concertation PSU	23	10 061			10 061	
1331 : moins de 4 ans / parental / et. polyvalent / PSU	24	12 079 623			12 079 623	
1332 : moins de 4 ans / parental / et. polyvalent / heures de concertation PSU	25	35 619			35 619	
1333 : moins de 4 ans / parental / et. polyvalent / hors PSU	26	0			0	
182 : micro-crèches						
1821 : PSU	27	1 715 722		35 940	1 751 662	
1822 : heure de concertation PSU	28	5 274		280	5 554	
Total SF902 (1)		29	1 233 374 821	12 578 204	25 175 707	1 271 128 733
(1) dont total PSU (soit la somme des lignes 1, 2, 4, 5, 6, 7, 9, 10, 11, 12, 14, 15, 16, 17, 19, 20, 22, 23, 24, 25,27,28)		30	1 233 347 825	12 578 204	25 175 707	1 271 101 736

(2) à l'exclusion des sommes versées au titre du contrat de passage à la PSU

Tableau SF903 : prestations de service ordinaires versées pour enfants de quatre à six ans (*)

		montant en euros et centimes			
		régime général uniquement			total général
		partenaires	gestion caf	entreprises	
		A	B	C	
14 : établissement d'accueil collectif des 4 à 6 ans					
1411 : 4-6 ans / collectif / crèche / PSU	1	22 644	0	178	22 822
1413 : 4-6 ans / collectif / crèche / hors PSU	2	0	0	0	0
1421 : 4-6 ans / collectif / halte-garderie / PSU	3	762 687	24 760	0	787 447
1423 : 4-6 ans / collectif / halte-garderie / hors PSU	4	4 618	0	0	4 618
1431 : 4-6 ans / collectif / et. polyvalent / PSU	5	1 298 911	20 713	3 315	1 322 939
1433 : 4-6 ans / collectif / et. polyvalent / hors PSU	6	-11	0	0	-11
1441 : 4-6 ans / collectif / jardin d'enfant / PSU	7	371 379	0	430	371 809
1443 : 4-6 ans / collectif / jardin d'enfant / hors PSU	8	0	0	0	0
15: Etablissement d'accueil familial des 4-6 ans					
1511 : 4-6 ans / familial / crèche / PSU	9	90 732	0	0	90 732
1513 : 4-6 ans / familial / crèche / hors PSU	10	0	0	0	0
1521 : 4-6 ans / familial / halte-garderie / PSU	11	121 172	0	0	121 172
1523 : 4-6 ans / familial / halte-garderie / hors PSU	12	0	0	0	0
1531 : 4-6 ans / familial / et. polyvalent / PSU	13	129 227	1 855	0	131 081
1533 : 4-6 ans / familial / et. polyvalent / hors PSU	14	0	0	0	0
16 : Etablissement d'accueil parental des 4-6 ans					
1611 : 4-6 ans / parental / crèche / PSU	15	1 310			1 310
1613 : 4-6 ans / parental / crèche / hors PSU	16	0			0
1621 : 4-6 ans / parental / halte-garderie / PSU	17	21 872			21 872
1623 : 4-6 ans / parental / halte-garderie / hors PSU	18	0			0
1631 : 4-6 ans / parental / et. polyvalent / PSU	19	43 664			43 664
1633 : 4-6 ans / parental / et. polyvalent / hors PSU	20	-132			-132
1823 : micro-crèches	21	5 467		0	5 467
Total SF903	22	2 873 539	47 328	3 923	2 924 790

(*) Il s'agit de prestations de service ordinaires versées pour des établissements éventuellement éligibles à la PSU

Tableau SF904: Prestations de services ordinaires autres

		Total Dépenses A
2111: Accueil enfants de moins de 6 ans	1	112 220 296
Accueil enfants 6 ans et plus		
2112: Vacances d'été	2	56 418 393
2113: Petites vacances scolaires	3	34 123 502
2114: Mercredi et fin de semaine	4	40 636 342
2115: Pré et post scolaire	5	58 844 874
TOTAL accueil de loisirs	6	302 243 407
Techniciens de l'intervention sociale et familiale		
3210: Intervention famille	7	13 276 617
3220: Intervention maladie	8	11 480 928
Auxiliaires de vie sociale		
3230: Intervention famille	9	5 470 824
3240: Intervention maladie	10	9 005 426
TOTAL AIDES A DOMICILE	11	39 233 796
1700: Relais assistantes maternelles	12	35 725 584
2140: Centres collectifs de vacances	13	57 804
2150: Camps de vacances	14	1 278
2240: PS accomp. Centres vacances à vocation sociale	15	456 234
5110: Centres sociaux	16	103 850 852
5111: PS animation collective famille	17	17 378 424
5120: Foyers de jeunes travailleurs	18	21 937 190
5150: PS animation locale	19	6 030 635
8110 : PS médiation familiale	20	6 323 179
8130 : lieux d'accueil enfants parents	21	5 079 335
8151 : Accompagnement à la scolarité	22	19 392 773
TOTAL PS ordinaires autres (lignes 6+11 à 22)	23	557 710 490

Tableau SF905 : Récapitulatif des prestations de service (1)

(hors Facej investissement)

montant en euros et centimes

	montant global PS (hors Flux 2006, 2007, 2008 et 2009 CEJE-CEJJ des colonnes B, C, D et E)	CEJE-CEJJ nouvelles dépenses 2006 (sous enveloppe limitative)	CEJE-CEJJ nouvelles dépenses 2007 (sous enveloppe limitative)	CEJE-CEJJ nouvelles dépenses 2008 (sous enveloppe limitative)	CEJE-CEJJ nouvelles dépenses 2009 (sous enveloppe limitative)	TOTAL
	A	B	C	D	E	F
Report des dépenses de prestations de service ordinaires (PSO) et prestation de service unique (PSU)						
SF902: Accueil enfants de moins de 4 ans	1 271 128 733					1 271 128 733
SF903: Accueil enfants 4 à 6 ans	2 924 790					2 924 790
contrat de passage à la PSU	559 567					559 567
SF904 : Autres secteurs	557 710 490					557 710 490
Sous-total PSO + PSU (2)	5 1 832 323 579					1 832 323 579
Contrat enfance et CEJE (non compris lignes 7 et 8 ci-dessous)	6 497 332 752	23 739 179	27 530 144	13 175 465	1 401 943	563 179 483
Contrat expérimental Caf/conseils généraux (3)	7 361 941	173 231	114 904	132 906	9 463	792 444
Contrat enfance entreprise	8 3 186 227	2 209 989	3 680 819	3 861 989	586 112	13 525 136
1831 : jardins d'éveil	9 44 856					44 856
1901 : complément Cej (horaires atypiques...)	10 0					0
1902 : Complément plan espoir banlieue	11 3 505					3 505
Contrats temps libre et CEJJ (y compris, en colonne A, le complément flux 2009-2012 "adolescents")	12 375 710 187	11 053 834	13 726 750	9 861 802	1 857 688	412 210 261
TOTAL prestations de service (lignes 5 à 12)	13 2 708 963 046	37 176 233	45 052 616	27 032 162	3 855 206	2 822 079 264

(1) Les colonnes B, C, D et E de ce tableau permettent de distinguer, pour les contrats enfance jeunesse, les nouvelles dépenses 2006, 2007, 2008 et 2009 financées sur enveloppe limitative (flux 2006, flux 2007, flux 2008 et flux 2009), des dépenses antérieures à 2006, non limitatives (stock). Ce tableau concerne exclusivement les prestations de service. Les autres dotations affectées (fonds d'investissement, Facej investissement, et autres interventions sur fonds Cnaf) ne sont pas retracées dans ce tableau.

(2) Les dépenses de PSO régimes spéciaux des Dom (810 674 euros - SF908 C9) sont intégrées dans la rubrique A6 de ce tableau

(3) pour le développement d'une coordination départementale et une meilleure articulation entre les modes d'accueil collectifs et individuels (LC 2001-220 du 8 octobre 2001). Ces dépenses sont également enregistrées aux comptes SF 656232331 et SF656232332

CEJE : contrat enfance jeunesse, partie enfance
CEJJ : contrat enfance jeunesse, partie jeunesse
Les montants figurant dans le tableau
SF905 doivent correspondre au compte
général de résultats, tableau SF130:

A5 = SF65623231
somme F6 à F11 = SF65623233
F12= SF65623234

Tableau SF906 : Total Prestation de service unique

montant en euros et centimes				
	partenaires	gestion caf	entreprises	total général
	A	B	C	D
report du sous-total PSU ligne 30 du tableau 902	1	1 233 347 825	12 578 204	25 175 707
report contrat de passage à la PSU, ligne 1 du tableau 100	2	544 022	15 545	559 567
total PSU	3	1 233 891 846	12 593 749	25 175 707
				1 271 661 303

Tableau concernant exclusivement les 4 CAF des DOM**Tableau SF908 : Ventilation des dépenses relatives au contrat enfance dans les départements d'Outre-Mer en 2009 selon le type d'équipement (1)**
montant en euros et centimes

		Régime général (stock)		Régimes Spéciaux (stock) PSO	total dépenses CE/CEJE (1)
		PS de base 30%	PS majorée 50 %		
		A	B	C	D
Crèches	1	12 426 550	30 014 634	810 674	43 251 859
Haltes-garderies	2	71 212	319 765		390 977
relais assistante maternelle(2)	3	174 245	0		174 245
autres fonction 1	4	0	4 518 097	0	4 518 097
fonction 2 : Centres de loisirs sans hébergement	5	1 053 840	11 514 283		12 568 123
fonction 3 : éducation familiale	6	9 115	0		9 115
fonction 8 : lieux d'accueil enfants/parents	7	9 685	0	0	9 685
	8	0	0	0	0
Total dépenses Contrats Enfance	9	13 744 647	46 366 780	810 674	60 922 101

Toutes ces spécificités
s'imputent également à la rubrique A6
du tableau SF905 et en rubrique D32 du
tableau SF100.
D9 = SF905 A6

(1) La PS est versée au taux unique de 40% du budget de fonctionnement sans distinction de régime. La ventilation selon les deux premières colonnes du tableau n'est pas adaptée.

Tableau SF950: Recettes des services en gestion directe en 2009

montant en euros et centimes

		Subventions d'équilibre	Prestations de services	Usagers et autres participations	Etat	Région	Département	Commune	Divers	TOTAL Recettes
		A	B	C	D	E	F	G	H	I
ET 1*: Crèches	1	9 968 726	6 120 855	2 839 390	12 241	0	87 096	5 303 770	1 251 953	25 584 032
ET 2* & 3*: Garderies et jardins d'enfants	2	906 648	331 262	460 018	0	0	0	499 951	431 081	2 628 960
ET 4*: Haltes-garderies	3	3 950 345	1 538 959	412 614	0	952	0	1 885 931	1 161 493	8 950 293
ES 92*: Autres interventions techniques	4	58 925 180	314 097	139 764	155 752	0	3 002 436	1 004 564	14 365 846	77 907 640
ER 5*: Centres de loisirs sans hébergement	5	1 798 747	8 890	547 332	0	0	0	0	96 453	2 451 422
ER 1*: Centres collectifs de vacances et camps	6	1 485 903	0	387 330	0	0	0	0	255 802	2 129 034
ER 2* & 3*: Maisons et centres familiaux de vacances	7	369 790	0	610 568	0	0	0	0	73 365	1 053 723
ES5*: Services d'assistants sociaux	8	71 554 947	280 802	78 200	70 718	952	2 040 306	23 359	3 885 328	77 934 612
ES3*: Services d'économie sociale et familiale	9	20 019 032	38 452	5 209	9 838	200	680 085	53 000	587 146	21 392 961
ES 8*: Services de tutelle aux prestations sociales	10	22 333	216 285	1 989 577	234	0	0	0	1 814 083	4 042 512
ES 91*: Autres personnels sociaux	11	161 493 498	671 622	391 306	28 402	1 000	254 061	742 036	7 705 979	171 287 904
ES 6*: Services travailleuses familiales	12	2 246 078	104 012	62 074	234	0	20 163	0	40 461	2 473 022
ES 7*: Services d'aides ménagères	13	37 557	0	0	0	0	0	0	398	37 954
ES 1*: Centres sociaux	14	51 522 482	14 124 720	3 258 695	186 032	30 380	1 172 632	18 568 819	7 109 090	95 972 851
EQ 6*: Foyers de jeunes travailleurs	15	780 924	112 393	548 464	19 000	0	180 000	0	153 010	1 793 791
EK1*: Centres de PMI	16	32 581	0	0	0	0	40 000	0	942	73 523
ES93*: Gestion du patrimoine	17	1 354 807	0	18 362	0	0	17 936	0	1 394 180	2 785 285
ES 94* : logistique des œuvres	18	10 388 779	0	240 587	0	0	0	40 198	2 592 109	13 261 672
Autres	19	2 951 019	83 663	3 460	0	0	0	147 759	225 925	3 411 827
TOTAL SF950	20	399 809 377	23 946 011	11 992 950	482 452	33 484	7 494 714	28 269 388	43 144 643	515 173 018

le symbole * signifie y compris les subdivisions ou sous-comptes

colonne A : compte E75834*

colonne B : compte E70623*

colonne C : comptes E7061* + E70621* + E7064 + E7068*

Colonne D : compte E741*

Colonne D : compte E741*

colonne E : compte E742*

Colonne F : compte E743*

Colonne G : compte E744*

Colonne H : autres comptes classe 7 gestion E non compris colonnes A à G

A N N E X E 3

Les résultats financiers 2009 selon la présentation du document statistique établi annuellement par Caf

Résultats agrégés des Caf métropolitaines

Fonction 1: Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans

Tableau SF100		Aides aux familles		Aides aux partenaires et aux entreprises				Services CAF			TOTAL
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investis sement	
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J		
1000 : contrat de passage à la PSU (1)	1			544 022			15 545		559 567		
111 : moins de 4 ans / collectif / crèche	2	0	1 270 405	376 838 230	4 748 665	2 309 337	3 947 759	1 488 373	536 974	391 139 743	
112 : moins de 4 ans / collectif / halte-garderie	3	-6 842	1 545 882	80 852 433	1 649 617	239 561	2 943 554	2 691 496	110 977	90 026 679	
113 : moins de 4 ans / collectif / et. Polyvalent	4	8 235	4 322 368	599 232 783	19 598 780	5 156 677	7 898 756	7 148 573	658 846	644 025 018	
114 : moins de 4 ans / collectif / jardin d'enfant	5	0	123 949	5 185 107	172 301	99 090	0	-4 236	0	5 576 211	
11 Total Etablissement d'accueil collectif des moins de 4 ans	6	1 393	7 262 604	1 062 108 553	26 169 363	7 804 665	14 790 070	11 324 205	1 306 797	1 130 767 651	
121 : moins de 4 ans / familial / crèche	7	0	251 958	129 456 222	292 320	0	260 595	211 114	16 722	130 488 931	
122 : moins de 4 ans / familial / halte-garderie	8	0	3 000	5 617 676	5 298	0	0	0	0	5 625 974	
123 : moins de 4 ans / familial / et. Polyvalent	9	7 249	5 663	33 884 109	29 039	0	1 851 386	1 042 885	5 568	36 825 900	
12 Total Etablissement d'accueil familial des moins de 4 ans	10	7 249	260 622	168 958 007	326 656	0	2 111 981	1 253 999	22 290	172 940 805	
131 : moins de 4 ans / parental / crèche	11	0	248 460	9 807 631	377 797	9 177				10 443 065	
132 : moins de 4 ans / parental / halte-garderie	12	0	4 020	1 959 965	11 662	0				1 975 646	
133 : moins de 4 ans / parental / et. Polyvalent	13	0	198 118	12 115 242	300 927	0				12 614 287	
13 Total Etablissement d'accueil parental des moins de 4 ans	14	0	450 597	23 882 837	690 385	9 177				25 032 997	
141 : 4-6 ans / collectif / crèche	15	0	26 600	22 822	40 172	41 712	0	0	802	132 108	
142 : 4-6 ans / collectif / halte-garderie	16	0	74 578	767 305	237 455	269	583 983	24 760	4 889	1 693 238	
143 : 4-6 ans / collectif / et. Polyvalent	17	0	64 834	1 302 215	446 560	63 952	0	20 713	0	1 898 274	
144 : 4-6 ans / collectif / jardin d'enfant	18	0	14 000	371 809	3 514	0	0	0	0	389 323	
14 Total Etablissement d'accueil collectif des 4-6 ans	19	0	180 011	2 464 151	727 701	105 933	583 983	45 473	5 691	4 112 944	
151 : 4-6 ans / familial / crèche	20	0	0	90 732	4 981	0	0	0	0	95 713	
152 : 4-6 ans / familial / halte-garderie	21	0	0	121 172	0	0	256 752	0	0	377 924	
153 : 4-6 ans / familial / et. Polyvalent	22	0	0	129 227	2 154	0	0	1 855	0	133 235	
15 Total Etablissement d'accueil familial des 4-6 ans	23	0	0	341 131	7 134	0	256 752	1 855	0	606 872	
161 : 4-6 ans / parental / crèche	24	0	5 039	1 310	2 952	0				9 301	
162 : 4-6 ans / parental / halte-garderie	25	0	350	21 872	2 237	0				24 459	
163 : 4-6 ans / parental / et. Polyvalent	26	0	3 849	43 532	28 786	0				76 167	
16 Total Etablissement d'accueil parental des 4-6 ans	27	0	9 238	66 714	33 975	0				109 927	
1700: Relais Assistantes maternelles	28	101 413	1 165 230	34 991 556	2 156 063	280 543	1 575 462	734 028	8 597	41 012 891	
1800: Autres lieux d'activité ou d'éveil	29	20 000	915 325		560 583	141 503	147 341		175 684	1 960 436	
182 : micro-crèches	30	0	79 406	1 762 683	311 611	77 275			0	2 230 974	
1831 : jardins d'éveil	31	0	0	44 856	0	0	0	0	0	44 856	
1900: Fonction globale d'accueil (2)	32	173 909	2 367 533	516 574 962	2 060 395	152 971	15 025 563		133 011	536 488 343	
1901 : complément Cej (horaires atypiques, handicap, innovation, qualité de l	33			0					0	0	
1902 : complément plan espoir banlieue	34			3 505				0		3 505	
1910: Fonds d'Investissement Petite Enfance	35				2 685 834				0	2 685 834	
1911: Aide exceptionnelle à l'investissement	36				7 262 330				1 192	7 263 522	
1912 : DAIFE gestion décentralisée	37				11 734 937				0	11 734 937	
1913 : DAIFE gestion centralisée	38				4 864 262					4 864 262	
1914 : Dispositif d'investissement petite enfance	39				30 253 429				3 195	30 256 624	
1915 : Plan d'aide à l'investissement pour la petite enfance (3)	40				14 664 991				197 642	14 862 634	
1916 : Plan crèche pluriannuel d'investissement	41				0				0	0	
1917 : aides à l'installation des assistant(e)s maternel(le)s	42				0					0	
TOTAL général fonction 1	43	303 964		12 690 567	1 811 742 976	104 509 649	8 572 067	34 491 152	13 375 105	1 854 101	1 987 539 579

(1) Cette rubrique est destinée à disparaître. Le premier chiffre de la spécificité permet d'identifier ces dépenses comme relevant de la fonction 1 et les quatre derniers comme prestations de service

Il s'agit des spécificités suivantes : 10002214 et 10003214

(2) La rubrique D32 concerne le contrat enfance (SF656232331 et ses subdivisions) le Contrat enfance jeunesse-partie enfance (CEJE comptes SF6562323321, SF6562323322, SF6562323323), le Fonds d'accompagnement des contrats enfance jeunesse (Facej compte SF6562323324), la "concertation avec les conseils généraux" et le contrat enfance entreprise. La ventilation entre ces composantes est disponible au tableau SF905, tablea qui précise les spécificités à utiliser selon ces rubriques, et selon qu'il s'agit de stock ou de flux

La rubrique E32 concerne les investissements sur fonds propres liés au CEJE et CE. Elle intègre également les dépenses d'investissement au titre du Facej (SF6562323325 et spécificité 19002112

Les dépenses afférentes aux conseillers techniques enfance sont retracées en G32 et I32.

(3) Cette ligne comprend également le Fonds d'abondement au plan d'aide à l'investissement pour la petite enfance dont la codification est identique à celle du Paippe

Fonction 2: Temps libre des enfants et des familles

Tableau SF200		montant en euros et centimes									
		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			TOTAL
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investis sement	
				Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts		
		A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
211: Accueil loisirs jeunes (a)	1	23 579 092	710	18 906 650	299 899 452	24 628 738	10 035 269	2 839 115	555 311	781 562	381 225 898
2120 : Autres loisirs de proximité - enfants de moins de 18 ans	2	14 989 948	5 155	2 499 107		1 638 648	427 722	0		0	19 560 580
2121 : Autres loisirs de proximité - enfants de 18 ans et plus	3	0	0	164 584		25 312	0				189 896
2130 : Opération "villes, vie, vacances"	4	490 851	0	1 119 111		56 360		0			1 666 322
2140 : Centres collectifs de vacances (b)	5	26 631 181	75 175	2 554 958	57 687	1 214 028	195 282	2 358 945	116	450 628	33 538 000
2150 : Camps de vacances	6	2 400 058	20 469	737 924	1 278	77 503	0	0	0	0	3 237 231
2161 : Accueil et loisirs éducatifs hors CLSH (c)	7	1 739 313	0	409 000		2 613 159	388 879	0		0	5 150 352
2170 : Fonction globale "temps libre" (d)	8	9 315	1 029	2 982 245	410 507 739	2 575 914	53 820	10 523 334		43 356	426 696 753
2171 : complément flux 2009-2012 "adolescents"	9	0	0	0	-7 437	0	0	0		0	-7 437
2180 : animateurs de loisirs et de vacances (e)	10	4 137 926	29 910	44 550		1 968	0				4 214 354
sous-fonction 21: temps libres des enfants et des jeunes	11	73 977 683	132 448	29 418 129	710 458 719	32 831 630	11 100 973	15 721 393	555 428	1 275 546	875 471 949
2210 : Loisirs de proximité	12	754 460	0	2 906 288		304 703	26 400	0		0	3 991 851
2220 : Centres familiaux de vacances (f)	13	23 057 529	1 874	679 086		495	0	664 205		727 350	25 130 540
2230 : Vacances familiales individuelles (g)	14	22 000 688	219 234	552 498		0		205 329			22 977 749
2240 : Autres (y compris aides sur projets collectifs de vacances) (h)	15	4 686 011	13 899	1 497 759	456 234	43 278	2 500	247 876	0	0	6 947 558
sous-fonction 22: temps libre des familles	16	50 498 689	235 007	5 635 631	456 234	348 476	28 900	1 117 411	0	727 350	59 047 697
TOTAL fonction 2	17	124 476 372	367 455	35 053 760	710 914 953	33 180 106	11 129 873	16 838 804	555 428	2 002 896	934 519 646

(a) L'intitulé de cette sous-fonction a été modifié. Il comprend les actions de loisirs sans hébergement, les accueils de jeunes et les accueils de scoutisme sans hébergement. Y compris ALSH maternels et prestations de service "contrat d'aménagement du temps de l'enfant".

(b) y compris placements familiaux, colonies de vacances maternelles, gîtes enfants. **Comprend également, colonne A, les dépenses "Aide aux Vacances Enfants", pour les caf ayant délégué cette gestion à VACAF.**

(c) y compris aides financières versées pour les départs d'enfants en classes de découverte.

(d) La rubrique D8 concerne le Contrat enfance jeunesse - partie jeunesse (CEJJ - ventilation entre stock, flux 2006, flux 2007, flux 2008 disponible au tableau SF905), le contrat temps libre (CTL) et le fonds d'accompagnement des contrats enfance jeunesse (Facej) pour la part enregistrée au compte SF6562323424 et codifiée 21702218, soit la même codification que le CEJJ et le CTL..

Y compris également, en rubrique D8, les prestations de service "vacances et loisirs familiaux" financées par le contrat temps libre et l'incidence de l'extention de 16 à 18 ans de l'âge limite d'ouverture de droit.

(e) La rubrique A9 concerne la formation BAFA sur fonds Caf (codification 21801311) et sur fonds Cnaf (codification 21801312).

f) Comprend également, en colonne A, les dépenses "Aide aux Vacances Familles", pour les caf ayant délégué cette gestion à VACAF.

(g) y compris "prêts camping" en rubrique B13. En rubrique G13, la dépense enregistrée correspond à la subvention d'équilibre pour la gestion ES93 (gestion du patrimoine) gestion dont relèvent des appartements de vacances pour des locations individuelles d'allocataires ou de non allocataires.

(h) rubriques D14 et H14 : PS"vacances à vocation sociale" spécificités 22402214 et 22403214 compte SF65623231 (concerne la seule Caf de Montpellier, gestionnaire de Vacaf). **La ligne 15 comprend également, en colonne A, les dépenses Aides aux Vacances Sociales", pour les caf ayant délégué cette gestion à VACAF.**

Fonction 3: Accompagnement social des familles et de leurs enfants

Tableau SF300		montant en euros et centimes									
		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			TOTAL
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investis sement	
				Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts		
		A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
311: Assistants sociaux	1			344 967		0	0	61 528 506		405 045	62 278 518
312: Conseillères en économie sociale et familiale	2			1 301 446		7 144	0	23 146 222		251 461	24 706 274
313: Services pluridisciplinaires de travail social	3			73 716		164 977	0	146 597 392		1 696 224	148 532 308
314: Délégués à la tutelle	4			10 000		5 000	1 450	24 809		2 023	43 282
315: Clubs de prévention	5			302 839		22 192	16 554	0		0	341 585
3161: Services sociaux divers (1)	6			404 279		18 775	0	4 468 995		61 312	4 953 361
3162: Autres personnels sociaux	7			95 330		1 500	0	8 907 932		538 208	9 542 970
318 : Autres	8	381 393	64 788	685 708		101 005	226 850	3 017 634		571	4 477 949
sous-fonction 31: travail social	9	381 393	64 788	3 218 286		320 592	244 854	247 691 490		2 954 843	254 876 247
3210: TISF intervention famille (2)	10	27 363 893		328 547	12 760 009	117 251	3 000	2 344 196	86 391	797	43 004 084
3211: TISF actions finalisées (2)	11	718 714		-187	166 398	0	0	0	0	1 083	886 007
322: TISF intervention maladie (2)	12	27 679 811			11 461 132			43 750	19 796	0	39 204 490
sous-total TISF	13	55 762 418		328 360	24 387 538	117 251	3 000	2 387 946	106 187	1 880	83 094 580
323: Auxiliaire de vie sociale intervention famille (2)	14	9 885 050		30 674	4 869 807	4 717	0	37 557	1 599	0	14 829 403
324: Auxiliaire de vie sociale intervention maladie (2)	15	22 224 787			8 999 175			9 759	6 251	0	31 239 972
sous-total Auxiliaire de vie sociale	16	32 109 837		30 674	13 868 982	4 717	0	47 315	7 850	0	46 069 375
sous-fonction 32: aide à domicile	17	87 872 255		359 034	38 256 520	121 968	3 000	2 435 261	114 038	1 880	129 163 956
Total tableau SF300 (à reporter SF301)	18	88 253 648	64 788	3 577 320	38 256 520	442 561	247 854	250 126 751	114 038	2 956 723	384 040 202

(1) regroupe les anciennes lignes "Services Sociaux d'Aide aux Etrangers", "puéricultrices à domicile", "comités de coordination".
(2) TIFS = technicien de l'intervention sociale et familiale, remplace le terme "travailleuse familiale", à l'occasion d'une nouvelle formation, sanctionnée par un nouveau diplôme. Le diplôme d'aide ménagère a également été revalorisé a l'occasion d'une nouvelle formation dénommée "auxiliaire de vie sociale", sanctionnée par un nouveau diplôme.

Financement CNAF au titre des interventions d'aide à domicile : extrait de la lettre LCI n°29 du 18/12/95 : s'agissant d'une aide à la famille en fonction de sa capacité contributive et non d'une aide aux partenaires au titre de son fonctionnement (PS ordinaires), ces financements sont à inscrire en colonne "aides aux familles" "subventions".
Dans le cas d'un service en gestion directe, les dépenses correspondant aux interventions "maladie" financées par la CNAF seront désormais retracées dans la colonne "fonds propres". Il s'agit des dépenses enregistrées au regard des spécificités 32203313 et 32403313 que l'on imputait antérieurement en colonne H pour distinguer les financements cnam des financements cnaf et caf.
Deux spécificités seront prévues pour les investissements sur fonds propres dans le cas de gestion directe : 32203141 et 32403141
Les dépassements de dotation pour les dépenses d'aide à domicile financées sur fonds CAF (SF65623113) sont à ventiler en lignes 12 et 15 (spécificités 32201311 et 32401311).

Contrôle à effectuer avec le compte général de résultats : la somme des rubriques A12, A15, G12 et G15 doit être égale à la somme des comptes SF65623112 et SF65623113 du tableau SF130.
(3) fonds cnaf pour les rubriques G12 et G15

Fonction 3 (suite): Accompagnement social des familles et de leurs enfants

montant en euros et centimes

Tableau SF301		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			TOTAL
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investis sement	
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
		A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
Report SF300	1	88 253 648	64 788	3 577 320	38 256 520	442 561	247 854	250 126 751	114 038	2 956 723	384 040 202
331: Secours et prêts d'honneur	2	16 233 789	9 639 049								25 872 838
3321: Aide en cas de décès du soutien de famille	3	3 475 441	12 227								3 487 668
3322: parents et personnes isolés (1)	4	1 576 574	406 361								1 982 935
333: PEL situations familiales (2)	5	2 209 661	834 770								3 044 431
3341: Avances sur prestations	6	0	437 220								437 220
3342: Autres prestations extra-légales	7	2 752 255	258 060								3 010 314
335 : Aides à l'accompagnement et à l'insertion des jeunes (3)	8	1 295 166	10 997	916 602		19 614	0				2 242 380
336 : Fonds d'aide aux jeunes	9	102 098	0	871 902		0	0	314			974 314
sous-fonction 33: Secours et aides financières	10	27 644 984	11 598 683	1 788 504		19 614	0	314			41 052 099
Total fonction 3	11	115 898 633	11 663 471	5 365 824	38 256 520	462 174	247 854	250 127 065	114 038	2 956 723	425 092 301

(1) regroupe les lignes "insertion des parents isolés" et "personnes seules".

(2) regroupe les lignes "naissances multiples", "primes d'adoption", mères médaillées".

(3) regroupe les lignes "jeunes chômeurs" et "insertion des jeunes".

Les dépenses antérieurement imputées sur la ligne "familles en précarité" doivent être imputées sur la ligne "secours et prêts d'honneur" ou "autres prestations extra-légales".

Fonction 4: Logement et Habitat

montant en euros et centimes

Tableau SF400		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			TOTAL
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investis sement	
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
		A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
411: Réhabilitation des logements locatifs (1)	1			1 762 519		999 704	1 064 248				3 826 470
412: Amélioration de l'habitat (2)	2	755 210	3 391 460								4 146 671
413: Aides aux handicapés	3	56 107	12 916								69 022
sous-fonction 41: Réhabilitation et amélioration de l'habitat	4	811 317	3 404 376	1 762 519		999 704	1 064 248				8 042 163
421: Aides à l'équipement mobilier	5	5 468 936	28 972 636								34 441 573
422: Aides à l'équipement ménager	6	3 981 064	32 870 636								36 851 700
423: Aides à l'installation	7	2 147 374	8 365 374								10 512 748
424: Autres aides à l'équipement et à l'installation (3)	8	1 356 160	5 193 119	149 165							6 698 443
sous-fonction 42: Aides à l'équipement et à l'installation	9	12 953 533	75 401 766	149 165							88 504 464
4311: Fonds Solidarité Logement (4)	10			17 345 843				2 731 464		5 067	20 082 374
4312: Autres (accès et maintien dans le logement) (5)	11	1 944 768	1 674 497	1 809 919		156 935	0			0	5 586 120
432: Accession à la propriété	12	30 218	48 846	116 900				391 680		0	587 644
4331: Dettes d'énergie	13	1 953 581	1 031 397	2 360 281				0		0	5 345 260
4332: Dettes d'eau	14	403 998	113 119	145 000				0		0	662 117
4341: Comités locaux pour le logement autonome des jeunes (CLLAJ)	15			396 293		6 237	0				402 530
4342: Autres (logement des jeunes)	16	389 871	112 910	122 655		852	0				626 288
sous-fonction 435: Information et conseil aux familles	17			3 017 151		24 032	60 656	406 859		0	3 508 699
sous-fonction 436: Fonction globale (conseiller technique logement)	18							5 307 156		24 082	5 331 238
437 : LES, Logement Locatifs Sociaux et LLTS pour caf des DOM exclus	19	0	0	0		0	0				0
sous-fonction 43 : Accès et maintien dans l'habitat	20	4 722 436	2 980 770	25 314 043		188 057	60 656	8 837 159		29 149	42 132 269
TOTAL fonction 4	21	18 487 286	81 786 912	27 225 726		1 187 761	1 124 904	8 837 159		29 149	138 678 896

(1) regroupe les rubriques HLM, PACT, DSQ.

(2) y compris prêts construction.

(3) y compris, en colonne C, les subventions de fonctionnement à des partenaires effectuant des diagnostics immobiliers pour détecter les logements indécents.

En colonnes A et B, les aides aux "gens du voyage" pour achat de caravane ne sont plus retracées ici. Elles relèvent désormais de la fonction 5 sur une ligne intitulée "aires de nomades".

(4) dépenses relatives au Fonds de Solidarité Logement: l'imputation en colonne se fait selon les mêmes règles que pour les budgets d'action sociale. La participation financière des CAF au FSL s'impute en "aides aux partenaires/tonctionnement/tonds propres". En outre, quand la CAF gere le FSL, les dépenses de gestion s'imputent en colonnes "services CAF"(G et I).

(5) y compris "dettes de loyer". La rubrique "autres" concerne plus spécifiquement des aides financières, notamment des aides inscrites au règlement intérieur.

Toutefois des dépenses peuvent être imputées en "aides aux partenaires" pour des dispositifs spécifiques gérés par des partenaires et visant à la réinsertion à travers l'accession au logement social.

En particulier, les aides versées à des organismes en contrepartie de réservation de logements, à loyers préférentiels, pour les familles allocataires sont à inclure en rubrique C11.

(6) Cette ligne a été créée exclusivement pour l'imputation de certaines dépenses d'actions spécifiques aux départements d'Outre-Mer, dépenses qui ne s'insèrent pas dans la nomenclature : Logements Evolutifs Sociaux (LES), Logements Locatifs Sociaux et Logements Locatifs Très Sociaux (LLTS). Pour les réservations de logement, voir renvoi (4) ci-dessus.

Fonction 5: Animation de la vie sociale

montant en euros et centimes												
Tableau SF500		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			TOTAL	
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investis sement		
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service			
		A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	
511 : Centres sociaux 5111 : PS animation collective famille (1) 512 : Foyers de jeunes travailleurs 513 : Aires d'accueil pour les gens du voyage (2) 514 :Autres équipements de voisinage (3) 515 : Animation locale (4) 516 : Conseiller technique animation et vie sociale	1			35 990 781	96 423 777	7 409 602	2 184 153	45 353 393	7 336 726	3 702 355	198 400 788	
	2				16 027 733				1 344 628		17 372 361	
	3	45 942		2 076 492	21 630 978	3 773 974	897 973	989 435	143 689	19 883	29 578 366	
	4	30 674	1 048 234	186 517		1 306 260	235 701				2 807 387	
	5			1 447 534		1 674 812	840 898	1 799 963		102 480	5 865 687	
	6			759 519	5 766 139	26 969	8 500				6 561 128	
	7							9 425 495		84 275	9 509 770	
sous-fonction 51: Animation sociale		8	76 616	1 048 234	40 460 844	139 848 628	14 191 618	4 167 225	57 568 286	8 825 042	3 908 992	270 095 486
521: Associations familiales 522: Associations d'aide aux familles migrantes 523: Autres associations (5) 524: Information des jeunes	9			2 840 922		118 250	69 542				3 028 715	
	10			210 643		199	0				210 842	
	11			6 505 835		431 674	185 934	426 035		4 380	7 553 857	
	12			407 599		38 879	0	0		0	446 478	
sous-fonction 52: Soutien à la vie associative		13			9 964 999		589 001	255 476	426 035	4 380	11 239 892	
TOTAL fonction 5		14	76 616	1 048 234	50 425 843	139 848 628	14 780 619	4 422 701	57 994 321	8 825 042	3 913 372	281 335 378

(1) actions collectives spécifiques aux centres sociaux

(2) les cellules C4 et D4 ont été dégriséées pour y enregistrer, entre autres, les financements pour achat de caravanes qui auparavant s'imputaient en fonction logement 424 "autres aides à l'équipement et à l'installation" spécificités 51301311 et 51301321.

(3) regroupe les rubriques "salles polyvalentes", "locaux collectifs résidentiels", "locaux sociaux", "foyers ruraux" et "maisons de jeunes".

(4) Ce dispositif expérimental destiné à soutenir le développement des petites structures de voisinage dans des zones peu équipées a été étendu à l'ensemble des caf au 1er janvier 2002 (LC 2001-220 du 3/10/2001).

Les rubriques C6 et E6 ont été dégriséées pour y imputer les projets financés et agréés au titre de l'animation locale en complément de la PS (spécificité 51502211) et les subventions d'investissements sur fonds propres (spécificité 51502111).

(5) les subventions versées sur fonds propres en complément de la PS "animation locale", antérieurement collectées sur cette ligne le sont désormais sur la ligne 6.

fonction 7: Prestations supplémentaires

montant en euros et centimes											
Tableau SF700		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			TOTAL
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investis sement	
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
		A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
71: Apprentis	1	451 257	0								451 257
72: Rentrée scolaire	2	1 236 693	0								1 236 693
73: Etudiants	3	4 335 025	0								4 335 025
TOTAL fonction 7		6 022 975	0								6 022 975

Fonction 8 : Autres actions

Tableau SF800		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			TOTAL
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investis sement	
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Fonds affectés (5)	Subventions	Prêts	Fonds propres	Fonds affectés (5)		
		A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
811 : Médiation familiale (1)	1	9 964		1 691 566	5 486 658	53 051	0	2 569 683	627 520	0	10 438 442
812 : Réseaux d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents	2			2 288 190	5 881 461	21 450	0	989 640	480 467	776	9 661 983
813 : Lieux d'accueil enfants/parents	3			400 826	4 841 874	169 463	83 055	112 075	42 056	0	5 649 349
814 : Espace rencontre	4			1 744 821		28 440	0	0		0	1 773 260
8151 : Actions d'accompagnement à la scolarité	5	1 472	0	270 231	18 196 251	58 621	0	188 092	123 356	0	18 838 022
8152 : Actions en faveur de l'assiduité scolaire	6	0	0	38 785		0	0	0		0	38 785
816 : Autres actions d'accompagnement à la fonction parentale (dont éducation familiale et parentale)	7	303 491	17 895	2 868 401		113 907	0	2 118 755		1 406	5 423 855
817 : lieux d'information des familles	8			299 057		59 287	0	457 534		0	815 878
sous-fonction 81 : Accompagnement de la fonction parentale	9	314 927	17 895	9 601 877	34 406 244	504 219	83 055	6 435 778	1 273 399	2 181	52 639 575
sous-fonction 82: études et recherches	10			158 873		0	0	184 395		1 368	344 636
sous-fonction 83: Formation (2)	11	11 490		207 302							218 792
841: Fonds régionaux	12			2 868 952		0	0	0		0	2 868 952
842: Autres (3)	13			646 345		36 017	45 943	835 701		20	1 564 027
sous-fonction 84: Autres	14			3 515 297		36 017	45 943	835 701		20	4 432 979
sous-fonction 85: Secteurs de désengagement (4)	15			0		0	0	744 614		58 705	803 320
TOTAL fonction 8	16	326 417	17 895	13 483 349	34 406 244	540 236	128 998	8 200 489	1 273 399	62 275	58 439 302

(1) rubriques D1 et H1 : spécificités 81102214 et 81103214.

(2) en colonne A concerne les bourses d'animateurs (dépenses comptabilisées au compte SF6562318).

(3) en colonne C, concerne entre autres la participation des Caf au Fonds d'Urgence Sociale (comptes 656232818, spécificité 84202211).

(4) regroupe les rubriques "maisons d'enfant à caractère social", "maisons de repos mère et enfant", "consultations de nourrissons", "dispensaires médico-sociaux", "IMP, IMPRO, CMPP", "centre d'hébergement et de réadaptation sociale" et "centres d'orientation professionnelle".

(5) L'intitulé de ces colonnes passe de "prestations de service" à "fonds affectés" car ces colonnes incluent sur la ligne 2 des financements sur fonds cnaf (dont la règle d'attribution est différente de celle des PS).

Tableau SF900: Récapitulation des dépenses d'action sociale

Tableau SF900		montant en euros et centimes									
		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			TOTAL
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investis sement	
				Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts		
		A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
SF100: Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	1	303 964		12 690 567	1 811 742 976	104 509 649	8 572 067	34 491 152	13 375 105	1 854 101	1 987 539 579
SF200: Temps libre des enfants et des familles	2	124 476 372	367 455	35 053 760	710 914 953	33 180 106	11 129 873	16 838 804	555 428	2 002 896	934 519 646
SF300: Accompagnement social des familles et de leurs enfants	3	115 898 633	11 663 471	5 365 824	38 256 520	462 174	247 854	250 127 065	114 038	2 956 723	425 092 301
SF400: Logement et habitat	4	18 487 286	81 786 912	27 225 726		1 187 761	1 124 904	8 837 159		29 149	138 678 896
SF500: Animation et vie sociale	5	76 616	1 048 234	50 425 843	139 848 628	14 780 619	4 422 701	57 994 321	8 825 042	3 913 372	281 335 378
SF700: Prestations supplémentaires aux familles	6	6 022 975	0								6 022 975
SF800: Autres actions	7	326 417	17 895	13 483 349	34 406 244	540 236	128 998	8 200 489	1 273 399	62 275	58 439 302
9000 : Logistique des œuvres	8							9 041 364		735 690	9 777 054
TOTAL dépenses d'action sociale de l'exercice 2009	9	265 592 262	94 883 967	144 245 069	2 735 169 320	154 660 545	25 626 397	385 530 354	24 143 011	11 554 206	3 841 405 130

Tableau SF902 : Prestation de service unique et prestation de service ordinaire versées pour enfants de moins de quatre ans (*)

		montant en euros et centimes			
		partenaires	gestion caf	entreprises	total général
		A	B	C	D
11 : établissement d'accueil collectif des moins de quatre ans					
1111 : moins de 4 ans / collectif / crèche / PSU	1	372 846 121	1 485 331	2 938 062	377 269 515
1112 : moins de 4 ans / collectif / crèche /heures de concertation PSU	2	1 025 596	3 042	8 045	1 036 683
1113 : moins de 4 ans / collectif / crèche / hors PSU	3	20 405	0	0	20 405
1121 : moins de 4 ans / collectif / halte-garderie / PSU	4	80 472 857	2 678 531	30 794	83 182 181
1122 : moins de 4 ans / collectif / halte-garderie /heures de concertation PSU	5	348 658	12 965	124	361 747
1131 : moins de 4 ans / collectif / et. polyvalent / PSU	6	575 516 534	7 127 821	22 034 156	604 678 511
1132 : moins de 4 ans / collectif / et. polyvalent /heures de concertation PSU	7	1 627 807	20 753	54 304	1 702 864
1133 : moins de 4 ans / collectif / et. polyvalent / hors PSU	8	-18	0	0	-18
1141 : moins de 4 ans / collectif / jardin d'enfant / PSU	9	5 090 428	0	73 435	5 163 864
1142 : moins de 4 ans / collectif / jardin d'enfant /heures de concertation PSU	10	20 676	-4 236	567	17 006
12 : établissement d'accueil familial des moins de quatre ans					
1211 : moins de 4 ans / familial / crèche / PSU	11	129 025 227	210 564	0	129 235 791
1212 : moins de 4 ans / familial / crèche /heures de concertation PSU	12	430 996	550	0	431 545
1213 : moins de 4 ans / familial / crèche / hors PSU	13	0	0	0	0
1221 : moins de 4 ans / familial / halte-garderie / PSU	14	5 617 398	0	0	5 617 398
1222 : moins de 4 ans / familial / halte-garderie /heures de concertation PSU	15	278	0	0	278
1231 : moins de 4 ans / familial / et. polyvalent / PSU	16	33 775 141	1 039 366	0	34 814 507
1232 : moins de 4 ans / familial / et. polyvalent / heures de concertation PSU	17	108 968	3 520	0	112 488
1233 : moins de 4 ans / familial / et. polyvalent / hors PSU	18	0	0	0	0
13 : établissement d'accueil parental des moins de quatre ans					
1311 : moins de 4 ans / parental / crèche / PSU	19	9 771 697			9 771 697
1312 : moins de 4 ans / parental / crèche / heures de concertation PSU	20	29 326			29 326
1313 : moins de 4 ans / parental / crèche / hors PSU	21	6 609			6 609
1321 : moins de 4 ans / parental / halte-garderie / PSU	22	1 949 904			1 949 904
1322 : moins de 4 ans / parental / halte-garderie / heures de concertation PSU	23	10 061			10 061
1331 : moins de 4 ans / parental / et. polyvalent / PSU	24	12 079 623			12 079 623
1332 : moins de 4 ans / parental / et. polyvalent / heures de concertation PSU	25	35 619			35 619
1333 : moins de 4 ans / parental / et. polyvalent / hors PSU	26	0			0
182 : micro-crèches					
1821 : PSU	27	1 715 722		35 940	1 751 662
1822 : heure de concertation PSU	28	5 274		280	5 554
Total SF902 (1)	29	1 231 530 907	12 578 204	25 175 707	1 269 284 818
(1) dont total PSU (soit la somme des lignes 1, 2, 4, 5, 6, 7, 9, 10, 11, 12, 14, 15, 16, 17, 19, 20, 22, 23, 24, 25,27,28)	30	1 231 503 911	12 578 204	25 175 707	1 269 257 822

(2) à l'exclusion des sommes versées au titre du contrat de passage à la PSU

Tableau SF903 : prestations de service ordinaires versées pour enfants de quatre à six ans (*)

		montant en euros et centimes			total général
		régime général uniquement			
		partenaires	gestion caf	entreprises	
		A	B	C	D
14 : établissement d'accueil collectif des 4 à 6 ans					
1411 : 4-6 ans / collectif / crèche / PSU	1	22 644	0	178	22 822
1413 : 4-6 ans / collectif / crèche / hors PSU	2	0	0	0	0
1421 : 4-6 ans / collectif / halte-garderie / PSU	3	762 687	24 760	0	787 447
1423 : 4-6 ans / collectif / halte-garderie / hors PSU	4	4 618	0	0	4 618
1431 : 4-6 ans / collectif / et. polyvalent / PSU	5	1 298 911	20 713	3 315	1 322 939
1433 : 4-6 ans / collectif / et. polyvalent / hors PSU	6	-11	0	0	-11
1441 : 4-6 ans / collectif / jardin d'enfant / PSU	7	371 379	0	430	371 809
1443 : 4-6 ans / collectif / jardin d'enfant / hors PSU	8	0	0	0	0
15: Etablissement d'accueil familial des 4-6 ans					
1511 : 4-6 ans / familial / crèche / PSU	9	90 732	0	0	90 732
1513 : 4-6 ans / familial / crèche / hors PSU	10	0	0	0	0
1521 : 4-6 ans / familial / halte-garderie / PSU	11	121 172	0	0	121 172
1523 : 4-6 ans / familial / halte-garderie / hors PSU	12	0	0	0	0
1531 : 4-6 ans / familial / et. polyvalent / PSU	13	129 227	1 855	0	131 081
1533 : 4-6 ans / familial / et. polyvalent / hors PSU	14	0	0	0	0
16 : Etablissement d'accueil parental des 4-6 ans					
1611 : 4-6 ans / parental / crèche / PSU	15	1 310			1 310
1613 : 4-6 ans / parental / crèche / hors PSU	16	0			0
1621 : 4-6 ans / parental / halte-garderie / PSU	17	21 872			21 872
1623 : 4-6 ans / parental / halte-garderie / hors PSU	18	0			0
1631 : 4-6 ans / parental / et. polyvalent / PSU	19	43 664			43 664
1633 : 4-6 ans / parental / et. polyvalent / hors PSU	20	-132			-132
1823 : micro-crèches	21	5 467		0	5 467
Total SF903	22	2 873 539	47 328	3 923	2 924 790

(*) Il s'agit de prestations de service ordinaires versées pour des établissements éventuellement éligibles à la PSU

Tableau SF904: Prestations de services ordinaires autres

		Total Dépenses
		A
2111: Accueil enfants de moins de 6 ans	1	112 220 296
Accueil enfants 6 ans et plus		
2112: Vacances d'été	2	55 905 829
2113: Petites vacances scolaires	3	34 080 036
2114: Mercredi et fin de semaine	4	40 420 755
2115: Pré et post scolaire	5	57 827 848
TOTAL accueil de loisirs	6	300 454 763
Techniciens de l'intervention sociale et familiale		
3210: Intervention famille	7	13 012 797
3220: Intervention maladie	8	11 480 928
Auxiliaires de vie sociale		
3230: Intervention famille	9	4 871 406
3240: Intervention maladie	10	9 005 426
TOTAL AIDES A DOMICILE	11	38 370 557
1700: Relais assistantes maternelles	12	35 725 584
2140: Centres collectifs de vacances	13	57 804
2150: Camps de vacances	14	1 278
2240: PS accomp. Centres vacances à vocation sociale	15	456 234
5110: Centres sociaux	16	103 760 503
5111: PS animation collective famille	17	17 372 361
5120: Foyers de jeunes travailleurs	18	21 774 667
5150: PS animation locale	19	5 766 139
8110 : PS médiation familiale	20	6 114 177
8130 : lieux d'accueil enfants parents	21	4 883 931
8151 : Accompagnement à la scolarité	22	18 319 607
TOTAL PS ordinaires autres (lignes 6+11 à 22)	23	553 057 604

Tableau SF905 : Récapitulatif des prestations de service (1)

(hors Facej investissement)

montant en euros et centimes

		montant global PS (hors Flux 2006, 2007, 2008 et 2009 CEJE-CEJJ des colonnes B, C, D et E)	CEJE-CEJJ nouvelles dépenses 2006 (sous enveloppe limitative)	CEJE-CEJJ nouvelles dépenses 2007 (sous enveloppe limitative)	CEJE-CEJJ nouvelles dépenses 2008 (sous enveloppe limitative)	CEJE-CEJJ nouvelles dépenses 2009 (sous enveloppe limitative)	TOTAL
		A	B	C	D	E	F
Report des dépenses de prestations de service ordinaires (PSO) et prestation de service unique (PSU)							
SF902: Accueil enfants de moins de 4 ans	1	1 269 284 818					1 269 284 818
SF903: Accueil enfants 4 à 6 ans	2	2 924 790					2 924 790
contrat de passage à la PSU	3	559 567					559 567
SF904 : Autres secteurs	4	553 057 604					553 057 604
Sous-total PSO + PSU	5	1 825 826 779					1 825 826 779
Contrat enfance et CEJE (non compris lignes 7 et 8 ci-dessous)	6	436 410 651	23 739 179	27 530 144	13 175 465	1 401 943	502 257 382
Contrat expérimental Caf/conseils généraux (3)	7	361 941	173 231	114 904	132 906	9 463	792 444
Contrat enfance entreprise	8	3 186 227	2 209 989	3 680 819	3 861 989	586 112	13 525 136
1831 : jardins d'éveil	9	44 856					44 856
1901 : complément Cej (horaires atypiques...)	10	0					0
1902 : Complément plan espoir banlieue	11	3 505					3 505
Contrats temps libre et CEJJ (y compris, en colonne A, le complément flux 2009-2012 "adolescents")	12	374 007 665	11 053 834	13 726 750	9 861 802	1 857 688	410 507 739
TOTAL prestations de service (lignes 5 à 12)	13	2 639 841 623	37 176 233	45 052 616	27 032 162	3 855 206	2 752 957 841

CEJE : contrat enfance jeunesse, partie enfance
CEJJ : contrat enfance jeunesse, partie jeunesse
Les montants figurant dans le tableau
SF905 doivent correspondre au compte
général de résultats, tableau SF130:

A5 = SF65623231

somme F6 à F11 = SF65623233

F12= SF65623234

(1) Les colonnes B, C, D et E de ce tableau permettent de distinguer, pour les contrats enfance jeunesse, les nouvelles

dépenses 2006, 2007, 2008 et 2009 financées sur enveloppe limitative (flux 2006, flux 2007, flux 2008 et flux 2009), des dépenses antérieures à 2006, non limitatives (stock).

Ce tableau concerne exclusivement les prestations de service. Les autres dotations affectées (fonds d'investissement, Facej investissement, et autres interventions sur fonds Cnaf) ne sont pas retracées dans ce tableau.

(3) pour le développement d'une coordination départementale et une meilleure articulation entre les modes d'accueil collectifs et individuels (LC 2001-220 du 8 octobre 2001).

Ces dépenses sont également enregistrées aux comptes SF 656232331 et SF656232332

Tableau SF906 : Total Prestation de service unique

montant en euros et centimes

		partenaires	gestion caf	entreprises	total général
		A	B	C	D
report du sous-total PSU ligne 30 du tableau 902	1	1 231 503 911	12 578 204	25 175 707	1 269 257 822
report contrat de passage à la PSU, ligne 1 du tableau 100	2	544 022	15 545		559 567
total PSU	3	1 232 047 932	12 593 749	25 175 707	1 269 817 389

Tableau SF950: Recettes des services en gestion directe en 2009

montant en euros et centimes

		Subventions d'équilibre	Prestations de services	Usagers et autres participations	Etat	Région	Département	Commune	Divers	TOTAL Recettes
		A	B	C	D	E	F	G	H	I
ET 1*: Crèches	1	9 968 726	6 120 855	2 839 390	12 241	0	87 096	5 303 770	1 251 953	25 584 032
ET 2* & 3*: Garderies et jardins d'enfants	2	906 648	331 262	460 018	0	0	0	499 951	431 081	2 628 960
ET 4*: Haltes-garderies	3	3 950 345	1 538 959	412 614	0	952	0	1 885 931	1 161 493	8 950 293
ES 92*: Autres interventions techniques	4	55 633 025	314 097	139 764	155 752	0	3 002 436	1 004 564	14 278 664	74 528 302
ER 5*: Centres de loisirs sans hébergement	5	1 798 747	8 890	547 332	0	0	0	0	96 453	2 451 422
ER 1*: Centres collectifs de vacances et camps	6	1 485 903	0	387 330	0	0	0	0	255 802	2 129 034
ER 2* & 3*: Maisons et centres familiaux de vacances	7	369 790	0	610 568	0	0	0	0	73 365	1 053 723
ES5*: Services d'assistants sociaux	8	68 726 255	280 802	78 200	70 718	952	2 040 306	23 359	3 783 155	75 003 747
ES3*: Services d'économie sociale et familiale	9	18 276 292	38 452	5 209	4 681	200	680 085	53 000	568 176	19 626 094
ES 8*: Services de tutelle aux prestations sociales	10	22 333	216 285	1 989 577	234	0	0	0	1 814 083	4 042 512
ES 91*: Autres personnels sociaux	11	154 203 799	671 622	47 874	28 402	1 000	254 061	742 036	7 608 978	163 557 772
ES 6*: Services travailleuses familiales	12	2 246 078	104 012	62 074	234	0	20 163	0	40 461	2 473 022
ES 7*: Services d'aides ménagères	13	37 557	0	0	0	0	0	0	398	37 954
ES 1*: Centres sociaux	14	51 522 482	14 124 720	3 258 695	186 032	30 380	1 172 632	18 568 819	7 109 090	95 972 851
EQ 6*: Foyers de jeunes travailleurs	15	780 924	112 393	548 464	19 000	0	180 000	0	153 010	1 793 791
EK1*: Centres de PMI	16	32 581	0	0	0	0	40 000	0	942	73 523
ES93*: Gestion du patrimoine	17	1 156 556	0	18 362	0	0	17 936	0	1 393 030	2 585 885
ES 94* : logistique des œuvres	18	10 388 779	0	240 587	0	0	0	40 198	2 592 109	13 261 672
Autres	19	2 951 019	83 663	3 460	0	0	0	147 759	225 925	3 411 827
TOTAL SF950	20	384 457 839	23 946 011	11 649 518	477 295	33 484	7 494 714	28 269 388	42 838 166	499 166 415

le symbole * signifie y compris les subdivisions ou sous-comptes

colonne A : compte E75834*

colonne B : compte E70623*

colonne C : comptes E7061* + E70621* + E7064 + E7068*

Colonne D : compte E741*

Colonne D : compte E741*

colonne E : compte E742*

Colonne F : compte E743*

Colonne G : compte E744*

Colonne H : autres comptes classe 7 gestion E non compris colonnes A à G

A N N E X E 4

Les résultats financiers 2009 selon la présentation du document statistique établi annuellement par Caf

Résultats agrégés des Caf d'Outre-mer

Fonction 1: Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans

Tableau SF100		Aides aux familles		Aides aux partenaires et aux entreprises				Services CAF			TOTAL
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investis sement	
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
		A	B	C	D	E	F	G	H	I	
1000 : contrat de passage à la PSU (1)	1				0				0		0
111 : moins de 4 ans / collectif / crèche	2	0		1 142 820	0	2 747 748	0	118 951	0	136 187	4 145 706
112 : moins de 4 ans / collectif / halte-garderie	3	0		0	0	0	0	0	0	0	0
113 : moins de 4 ans / collectif / et. Polyvalent	4	35 243		1 208 812	1 843 914	1 251 399	0	0	0	0	4 339 368
114 : moins de 4 ans / collectif / jardin d'enfant	5	0		0	0	0	0	0	0	0	0
11 Total Etablissement d'accueil collectif des moins de 4 ans	6	35 243		2 351 632	1 843 914	3 999 146	0	118 951	0	136 187	8 485 074
121 : moins de 4 ans / familial / crèche	7	0		35 188	0	37 871	0	0	0	0	73 059
122 : moins de 4 ans / familial / halte-garderie	8	0		0	0	0	0	0	0	0	0
123 : moins de 4 ans / familial / et. Polyvalent	9	0		0	0	0	0	0	0	0	0
12 Total Etablissement d'accueil familial des moins de 4 ans	10	0		35 188	0	37 871	0	0	0	0	73 059
131 : moins de 4 ans / parental / crèche	11	0		8 539	0	0	0				8 539
132 : moins de 4 ans / parental / halte-garderie	12	0		0	0	0	0				0
133 : moins de 4 ans / parental / et. Polyvalent	13	0		0	0	0	0				0
13 Total Etablissement d'accueil parental des moins de 4 ans	14	0		8 539	0	0	0				8 539
141 : 4-6 ans / collectif / crèche	15	0		0	0	0	0	0	0	0	0
142 : 4-6 ans / collectif / halte-garderie	16	0		-115	0	1 617	0	0	0	0	1 502
143 : 4-6 ans / collectif / et. Polyvalent	17	0		0	0	0	0	0	0	0	0
144 : 4-6 ans / collectif / jardin d'enfant	18	0		499 154	0	246 615	0	0	0	0	745 769
14 Total Etablissement d'accueil collectif des 4-6 ans	19	0		499 039	0	248 232	0	0	0	0	747 271
151 : 4-6 ans / familial / crèche	20	0		0	0	0	0	0	0	0	0
152 : 4-6 ans / familial / halte-garderie	21	0		0	0	0	0	0	0	0	0
153 : 4-6 ans / familial / et. Polyvalent	22	0		0	0	0	0	0	0	0	0
15 Total Etablissement d'accueil familial des 4-6 ans	23	0		0	0	0	0	0	0	0	0
161 : 4-6 ans / parental / crèche	24	0		0	0	0	0				0
162 : 4-6 ans / parental / halte-garderie	25	0		0	0	0	0				0
163 : 4-6 ans / parental / et. Polyvalent	26	0		0	0	0	0				0
16 Total Etablissement d'accueil parental des 4-6 ans	27	0		0	0	0	0				0
1700: Relais Assistantes maternelles	28	0		81 930	0	31 239	0	0	0	0	113 169
1800: Autres lieux d'activité ou d'éveil	29	0		112 016		20 612	0	0		0	132 628
182 : micro-crèches	30	0		280 000	0	464 629	0			0	744 629
1831 : jardins d'éveil	31	0		0	0	0	0	0	0	0	0
1900: Fonction globale d'accueil (2)	32	0		675 639	60 922 101	53 048	0	1 417 423		9 283	63 077 495
1901 : complément Cej (horaires atypiques, handicap, innovation, qu	33				0					0	0
1902 : complément plan espoir banlieue	34				0				0		0
1910: Fonds d'Investissement Petite Enfance	35					62 155				0	62 155
1911: Aide exceptionnelle à l'investissement	36					525 025				0	525 025
1912 : DAIPE gestion décentralisée	37					181 401				0	181 401
1913 : DAIPE gestion centralisée	38					0					0
1914 : Dispositif d'investissement petite enfance	39					488 700				0	488 700
1915 : Plan d'aide à l'investissement pour la petite enfance (3)	40					421 996				0	421 996
1916 : Plan crèche pluriannuel d'investissement	41					0				0	0
1917 : aides à l'installation des assistant(e)s maternel(le)s	42					0					0
TOTAL général fonction 1	43	35 243		4 043 982	62 766 015	6 534 055	0	1 536 374	0	145 471	75 061 140

(1) Cette rubrique est destinée à disparaître. Le premier chiffre de la spécificité permet d'identifier ces dépenses comme relevant de la fonction 1 et les quatre derniers comme prestations de service.

Il s'agit des spécificités suivantes : 10002214 et 10003214.

(2) La rubrique D32 concerne le contrat enfance (SF656232331 et ses subdivisions) le Contrat enfance jeunesse-partie enfance (CEJE comptes SF6562323321, SF6562323322, SF6562323323), le Fonds d'accompagnement des contrats enfance jeunesse (Facej compte SF6562323324), la "concertation avec les conseils généraux" et le contrat enfance entreprise. La ventilation entre ces composantes est disponible au tableau SF905, tableau qui précise les spécificités à utiliser selon ces rubriques, et selon qu'il s'agit de stock ou de flux.

La rubrique E32 concerne les investissements sur fonds propres liés au CEJE et CE. Elle intègre également les dépenses d'investissement au titre du Facej (SF6562323325 et spécificité 19002112).

Les dépenses afférentes aux conseillers techniques enfance sont retracées en G32 et I32.

(3) Cette ligne comprend également le Fonds d'abondement au plan d'aide à l'investissement pour la petite enfance dont la codification est identique à celle du Paippe.

Fonction 2: Temps libre des enfants et des familles

Tableau SF200		montant en euros et centimes									
		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			TOTAL
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investis sement	
				Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts		
		A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
211: Accueil loisirs jeunes (a)	1	1 057 828	0	1 738 552	1 788 644	144 111	0	0	0	0	4 729 134
2120 : Autres loisirs de proximité - enfants de moins de 18 ans	2	0	0	326 527		103 483	0	0		0	430 010
2121 : Autres loisirs de proximité - enfants de 18 ans et plus	3	0	0	0		0	0				0
2130 : Opération "villes, vie, vacances"	4	0	0	120 522		0		0			120 522
2140 : Centres collectifs de vacances (b)	5	917 639	0	23 428	0	0	0	0	0	0	941 066
2150 : Camps de vacances	6	101 959	0	50 000	0	0	0	0	0	0	151 959
2161 : Accueil et loisirs éducatifs hors CLSH (c)	7	276 925	0	37 817		10 547	0	0		0	325 289
2170 : Fonction globale "temps libre" (d)	8	0	0	11 384	1 702 522	0	0	206 540		0	1 920 446
2171 : complément flux 2009-2012 "adolescents"	9	0	0	0	0	0	0	0		0	0
2180 : Animateurs de loisirs et de vacances (e)	10	139 637	0	45 000		0	0				184 637
sous-fonction 21: temps libres des enfants et des jeunes	11	2 493 987	0	2 353 230	3 491 166	258 142	0	206 540	0	0	8 803 064
2210 : Loisirs de proximité	12	0	0	175 000		306 540	0	0		0	481 540
2220 : Centres familiaux de vacances (f)	13	810 814	0	0		0	0	79 300		0	890 115
2230 : Vacances familiales individuelles (g)	14	253	0	0		0		0			253
2240 : Autres (y compris aides sur projets collectifs de vacances) (h)	15	682 772	0	3 050	0	0	0	0	0	0	685 822
sous-fonction 22: temps libre des familles	16	1 493 839	0	178 050	0	306 540	0	79 300	0	0	2 057 729
TOTAL fonction 2	17	3 987 826	0	2 531 280	3 491 166	564 682	0	285 840	0	0	10 860 793

(a) L'intitulé de cette sous-fonction a été modifié. Il comprend les actions de loisirs sans hébergement, les accueils de jeunes et les accueils de scoutisme sans hébergement. Y compris ALSH maternel et prestations de service "contrat d'aménagement du temps de l'enfant".

(b) y compris placements familiaux, colonies de vacances maternelles, gîtes enfants. **Comprend également, colonne A, les dépenses "Aide aux Vacances Enfants", pour les caf ayant délégué cette gestion à VACAF**

(c) y compris aides financières versées pour les départs d'enfants en classes de découverte.

(d) La rubrique D8 concerne le Contrat enfance jeunesse - partie jeunesse (CEJJ) - ventilation entre stock, flux 2006, flux 2007, flux 2008 disponible au tableau SF905), le contrat temps libre (CTL) et le fond: d'accompagnement des contrats enfance jeunesse (Facej) pour la part enregistrée au compte SF6562323424 et codifiée 21702218, soit la même codification que le CEJJ et le CTL.

Y compris également, en rubrique D8, les prestations de service "vacances et loisirs familiaux" financées par le contrat temps libre et l'incidence de l'extension de 16 à 18 ans de l'âge limite d'ouverture de droit

(e) La rubrique A9 concerne la formation BAFA sur fonds Caf (codification 21801311) et sur fonds Cnaf (codification 21801312)

f) Comprend également, en colonne A, les dépenses "Aide aux Vacances Familles", pour les caf ayant délégué cette gestion à VACAF

(g) y compris "prêts camping" en rubrique B13.

(h) rubriques D14 et H14 : PS"vacances à vocation sociale" spécificités 22402214 et 22403214 compte SF65623231. **La ligne 15 comprend également, en colonne A, les dépenses "Aide aux Vacances Sociales", pour les caf ayant délégué cette gestion à VACAF.**

Fonction 3: Accompagnement social des familles et de leurs enfants

montant en euros et centimes											
Tableau SF300		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			TOTAL
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investis sement	
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
		A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
311: Assistants sociaux	1			0		0	0	2 828 692		13 754	2 842 446
312: Conseillères en économie sociale et familiale	2			21 247		0	0	1 742 740		8 283	1 772 270
313: Services pluridisciplinaires de travail social	3			0		0	0	4 043 219		0	4 043 219
314: Délégués à la tutelle	4			0		0	0	0		0	0
315: Clubs de prévention	5			0		0	0	0		0	0
3161: Services sociaux divers (1)	6			0		0	0	0		0	0
3162: Autres personnels sociaux	7			3 000		0	0	0		0	3 000
318 : Autres	8	0	0	-44 807		14 763	0	0		0	-30 044
sous-fonction 31: travail social	9	0	0	-20 560		14 763	0	8 614 651		22 037	8 630 891
3210: TISF intervention famille (2)	10	2 083 165		733 522	215 586	0	0	0	0	0	3 032 273
3211: TISF actions finalisées (2)	11	55 495		0	48 235	0	0	0	0	0	103 730
322: TISF intervention maladie (2)	12	0			0			0	0	0	0
sous-total TISF	13	2 138 660		733 522	263 820	0	0	0	0	0	3 136 002
323: Auxiliaire de vie sociale intervention famille (2)	14	342 324		394 711	599 419	0	0	0	0	0	1 336 454
324: Auxiliaire de vie sociale intervention maladie (2)	15	0			0			0	0	0	0
sous-total Auxiliaire de vie sociale	16	342 324		394 711	599 419	0	0	0	0	0	1 336 454
sous-fonction 32: aide à domicile	17	2 480 984		1 128 234	863 239	0	0	0	0	0	4 472 456
Total tableau SF300 (à reporter SF301)	18	2 480 984	0	1 107 674	863 239	14 763	0	8 614 651	0	22 037	13 103 347

(1) regroupe les anciennes lignes "Services Sociaux d'Aide aux Etrangers", "puéricultrices à domicile", "comités de coordination"

(2) TIFS = technicien de l'intervention sociale et familiale, remplace le terme "travailleuse familiale", à l'occasion d'une nouvelle formation, sanctionnée par un nouveau diplôme. Le diplôme d'aide ménagère a également été revalorisé à l'occasion d'une nouvelle formation dénommée "auxiliaire de vie sociale", sanctionnée par un nouveau diplôme.

Financement CNAF au titre des interventions d'aide à domicile : extrait de la lettre LCI n°29 du 18/12/95 : s'agissant d'une aide à la famille en fonction de sa capacité contributive et non d'une aide aux partenaires au titre de son fonctionnement (PS ordinaires), ces financements sont à inscrire en colonne "aides aux familles" "subventions".

Dans le cas d'un service en gestion directe, les dépenses correspondant aux interventions "maladie" financées par la CNAF seront désormais retracées dans la colonne "fonds propres". Il s'agit des dépenses enregistrées au regard des spécificités 32203313 et 32403313 que l'on imputait antérieurement en colonne H pour distinguer les financements cnam des financements cnaf et caf

Deux spécificités seront prévues pour les investissements sur fonds propres dans le cas de gestion directe : 32203141 et 32403141

Les dépassements de dotation pour les dépenses d'aide à domicile financées sur fonds CAF (SF65623113) sont à ventiler en lignes 12 et 15 (spécificités 32201311 et 32401311)

Contrôle à effectuer avec le compte général de résultats : la somme des rubriques A12, A15, G12 et G15 doit être égale à la somme des comptes SF65623112 et SF65623113 du tableau SF130

(3) fonds cnaf pour les rubriques G12 et G15

Fonction 3 (suite): Accompagnement social des familles et de leurs enfants

montant en euros et centimes											
Tableau SF301		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			TOTAL
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investis sement	
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
		A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
Report SF300	1	2 480 984	0	1 107 674	863 239	14 763	0	8 614 651	0	22 037	13 103 347
331: Secours et prêts d'honneur	2	339 132	92 886								432 019
3321: Aide en cas de décès du soutien de famille	3	19 750	0								19 750
3322: parents et personnes isolés (1)	4	7 231	0								7 231
333: PEL situations familiales (2)	5	19 250	0								19 250
3341: Avances sur prestations	6	0	0								0
3342: Autres prestations extra-légales	7	0	0								0
335 : Aides à l'accompagnement et à l'insertion des jeunes (3)	8	2 500	0	33 980		0	0				36 480
336 : Fonds d'aide aux jeunes	9	0	0	105 770		0	0	0			105 770
sous-fonction 33: Secours et aides financières	10	387 863	92 886	139 750		0	0	0			620 500
Total fonction 3	11	2 868 847	92 886	1 247 424	863 239	14 763	0	8 614 651	0	22 037	13 723 847

(1) regroupe les lignes "insertion des parents isolés" et "personnes seules".

(2) regroupe les lignes "naissances multiples", "primes d'adoption", mères médaillées".

(3) regroupe les lignes "jeunes chômeurs" et "insertion des jeunes".

Les dépenses antérieurement imputées sur la ligne "familles en précarité" doivent être imputées sur la ligne "secours et prêts d'honneur" ou "autres prestations extra-légales"

Fonction 4: Logement et Habitat

montant en euros et centimes											
Tableau SF400		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			TOTAL
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investis sement	
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
		A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
411: Réhabilitation des logements locatifs (1)	1			157 048		419 939	0				576 987
412: Amélioration de l'habitat (2)	2	889 784	595 685								1 485 469
413: Aides aux handicapés	3	0	0								0
sous-fonction 41: Réhabilitation et amélioration de l'habitat	4	889 784	595 685	157 048		419 939	0				2 062 456
421: Aides à l'équipement mobilier	5	24 281	233 697								257 978
422: Aides à l'équipement ménager	6	30 363	376 022								406 384
423: Aides à l'installation	7	0	0								0
424: Autres aides à l'équipement et à l'installation (3)	8	0	0	75 000							75 000
sous-fonction 42: Aides à l'équipement et à l'installation	9	54 644	609 719	75 000							739 363
4311: Fonds Solidarité Logement (4)	10			542 000				212 199		3 468	757 666
4312: Autres (accès et maintien dans le logement) (5)	11	800	0	15 000		38 400	0			0	54 200
432: Accession à la propriété	12	1 194 701	257 842	0				0		0	1 452 543
4331: Dettes d'énergie	13	0	0	63 765				0		0	63 765
4332: Dettes d'eau	14	0	0	73 235				0		0	73 235
4341: Comités locaux pour le logement autonome des jeunes (CLLAJ)	15			70 000		0	0				70 000
4342: Autres (logement des jeunes)	16	0	0	0		0	0				0
sous-fonction 435: Information et conseil aux familles	17			277 892		0	0	0		0	277 892
sous-fonction 436: Fonction globale (conseiller technique logement)	18							1 453 195		2 553	1 455 748
437 : LES, Logement Locatifs Sociaux et LLTS pour caf des DOM excl	19	214 001	575 343	0		3 658 500	0				4 447 843
sous-fonction 43 : Accès et maintien dans l'habitat	20	1 409 502	833 185	1 041 892		3 696 900	0	1 665 393		6 021	8 652 892
TOTAL fonction 4	21	2 353 929	2 038 589	1 273 940		4 116 839	0	1 665 393		6 021	11 454 711

(1) regroupe les rubriques HLM, PACT, DSQ.

(2) y compris prêts construction.

(3) y compris, en colonne C, les subventions de fonctionnement à des partenaires effectuant des diagnostics immobiliers pour détecter les logements indécents

En colonnes A et B, les aides aux "gens du voyage" pour achat de caravane ne sont plus retracées ici. Elles relèvent désormais de la fonction 5 sur une ligne intitulée "aires de nomades"

(4) dépenses relatives au Fonds de Solidarité Logement: l'imputation en colonne se fait selon les mêmes règles que pour les budgets d'action sociale. La participation financière des CAF au FSL s'impute en "aides aux partenaires/fonctionnement/fonds propres". En outre, quand la CAF gère le FSL, les dépenses de gestion s'imputent en colonnes "services CAF" (G et I)

(5) y compris "dettes de loyer". La rubrique "autres" concerne plus spécifiquement des aides financières, notamment des aides inscrites au règlement intérieur.

Toutefois des dépenses peuvent être imputées en "aides aux partenaires" pour des dispositifs spécifiques gérés par des partenaires et visant à la réinsertion à travers l'accession au logement social

En particulier, les aides versées à des organismes en contrepartie de réservation de logements, à loyers préférentiels, pour les familles allocataires sont à inclure en rubrique C11

(6) Cette ligne a été créée exclusivement pour l'imputation de certaines dépenses d'actions spécifiques aux départements d'Outre-Mer, dépenses qui ne s'insèrent pas dans la nomenclature : Logements Evolutifs Sociaux (LES), Logements Locatifs Sociaux et Logements Locatifs Très Sociaux (LLTS). Pour les réservations de logement, voir renvoi (4) ci-dessus

Fonction 5: Animation de la vie sociale

montant en euros et centimes											
Tableau SF500		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			TOTAL
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investis sement	
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
		A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
511 : Centres sociaux	1			611 607	90 348	39 910	0	0	0	0	741 865
5111 : PS animation collective famille(1)	2				6 064				0		6 064
512 : Foyers de jeunes travailleurs	3	0		592 778	162 523	39 161	0	0	0	0	794 462
513 : Aires d'accueil pour les gens du voyage (2)	4	0	0	0		0	0				0
514 :Autres équipements de voisinage (3)	5			507 073		686 140	0	0		0	1 193 214
515 : Animation locale (4)	6			91 334	264 496	5 737	0				361 567
516 : Conseiller technique animation et vie sociale	7							203 782		0	203 782
sous-fonction 51: Animation sociale	8	0	0	1 802 792	523 431	770 948	0	203 782	0	0	3 300 953
521: Associations familiales	9			166 050		1 318	0				167 368
522: Associations d'aide aux familles migrantes	10			20 000		0	0				20 000
523: Autres associations (5)	11			813 514		257 924	0	0		0	1 071 438
524: Information des jeunes	12			70 000		66 000	0	0		0	136 000
sous-fonction 52: Soutien à la vie associative	13			1 069 564		325 243	0	0		0	1 394 806
TOTAL fonction 5	14	0	0	2 872 356	523 431	1 096 191	0	203 782	0	0	4 695 759

(1) actions collectives spécifiques aux centres sociaux

(2) les cellules C4 et D4 ont été dégraisées pour y enregistrer, entre autres, les financements pour achat de caravanes qui auparavant s'imputaient en fonction logement 424 "autres aides à l'équipement et à l'installation spécificités 51301311 et 51301321.

(3) regroupe les rubriques "salles polyvalentes", "locaux collectifs résidentiels", "locaux sociaux", "foyers ruraux" et "maisons de jeunes".

(4) Ce dispositif expérimental destiné à soutenir le développement des petites structures de voisinage dans des zones peu équipées a été étendu à l'ensemble des caf au 1er janvier 2002 (LC 2001-220 du 3/10/2001)

Les rubriques C6 et E6 ont été dégraisées pour y imputer les projets financés et agréés au titre de l'animation locale en complément de la PS (spécificité 51502211) et les subventions d'investissements sur fonds propres (spécificité 51502111)

(5) les subventions versées sur fonds propres en complément de la PS "animation locale", antérieurement collectées sur cette ligne le sont désormais sur la ligne 6

fonction 7: Prestations supplémentaires

montant en euros et centimes											
Tableau SF700		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			TOTAL
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investis sement	
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
		A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
71: Apprentis	1	0	0								0
72: Rentrée scolaire	2	217 125	0								217 125
73: Etudiants	3	0	0								0
TOTAL fonction 7	4	217 125	0								217 125

Fonction 8 : Autres actions

Tableau SF800		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			TOTAL
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investis sement	
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Fonds affectés (5)	Subventions	Prêts	Fonds propres	Fonds affectés (5)		
		A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
811 : Médiation familiale (1)	1	0		73 675	209 002	0	0	0	0	0	282 677
812 : Réseaux d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents	2			267 205	124 350	0	0	10 637	0	0	402 192
813 : Lieux d'accueil enfants/parents	3			211 777	195 405	1 383	0	0	0	0	408 565
814 : Espace rencontre	4			3 000		5 419	0	0		0	8 419
8151 : Actions d'accompagnement à la scolarité	5	0	0	2 350 237	1 073 166	52 948	0	0	0	0	3 476 350
8152 : Actions en faveur de l'assiduité scolaire	6	0	0	58 382		0	0	0		0	58 382
816 : Autres actions d'accompagnement à la fonction parentale (dont éducation familiale et parentale)	7	0	0	393 803		31 569	0	8 900		0	434 271
817 : lieux d'information des familles	8			111 000		611	0	0		0	111 611
sous-fonction 81 : Accompagnement de la fonction parentale	9	0	0	3 469 078	1 601 923	91 929	0	19 536	0	0	5 182 466
sous-fonction 82: études et recherches	10			82 500		0	0	0		0	82 500
sous-fonction 83: Formation (2)	11	0		0							0
841: Fonds régionaux	12			0		0	0	0		0	0
842: Autres (3)	13			246 369		0	0	0		0	246 369
sous-fonction 84: Autres	14			246 369		0	0	0		0	246 369
sous-fonction 85: Secteurs de désengagement (4)	15			0		0	0	0		0	0
TOTAL fonction 8	16	0	0	3 797 947	1 601 923	91 929	0	19 536	0	0	5 511 335

(1) rubriques D1 et H1 : spécificités 81102214 et 81103214

(2) en colonne A concerne les bourses d'animateurs (dépenses comptabilisées au compte SF6562318)

(3) en colonne C, concerne entre autres la participation des Caf au Fonds d'Urgence Sociale (comptes 656232818, spécificité 84202211)

(4) regroupe les rubriques "maisons d'enfant à caractère social", "maisons de repos mère et enfant", "consultations de nourissons", "dispensaires médico-sociaux"

"IMP, IMPRO, CMPP", "centre d'hébergement et de réadaptation sociale" et "centres d'orientation professionnelle"

(5) L'intitulé de ces colonnes passe de "prestations de service" à "fonds affectés" car ces colonnes incluent sur la ligne 2 des financements sur fonds cnaf (dont la règle d'attribution est différente de celle des PS

Tableau SF900: Récapitulation des dépenses d'action sociale

montant en euros et centimes

Tableau SF900		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			TOTAL
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investis sement	
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
		A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
SF100: Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	1	35 243		4 043 982	62 766 015	6 534 055	0	1 536 374	0	145 471	75 061 140
SF200: Temps libre des enfants et des familles	2	3 987 826	0	2 531 280	3 491 166	564 682	0	285 840	0	0	10 860 793
SF300: Accompagnement social des familles et de leurs enfants	3	2 868 847	92 886	1 247 424	863 239	14 763	0	8 614 651	0	22 037	13 723 847
SF400: Logement et habitat	4	2 353 929	2 038 589	1 273 940		4 116 839	0	1 665 393		6 021	11 454 711
SF500: Animation et vie sociale	5	0	0	2 872 356	523 431	1 096 191	0	203 782	0	0	4 695 759
SF700: Prestations supplémentaires aux familles	6	217 125	0								217 125
SF800: Autres actions	7	0	0	3 797 947	1 601 923	91 929	0	19 536	0	0	5 511 335
9000 : Logistique des œuvres	8							3 025 961		1 143	3 027 103
TOTAL dépenses d'action sociale de l'exercice 2009	9	9 462 970	2 131 475	15 766 928	69 245 773	12 418 458	0	15 351 537	0	174 671	124 551 813

Tableau SF902 : Prestation de service unique et prestation de service ordinaire versées pour enfants de moins de quatre ans (*)

		montant en euros et centimes			
		partenaires	gestion caf	entreprises	total général
		A	B	C	D
11 : établissement d'accueil collectif des moins de quatre ans					
1111 : moins de 4 ans / collectif / crèche / PSU	1	0	0	0	0
1112 : moins de 4 ans / collectif / crèche / heures de concertation PSU	2	0	0	0	0
1113 : moins de 4 ans / collectif / crèche / hors PSU	3	0	0	0	0
1121 : moins de 4 ans / collectif / halte-garderie / PSU	4	0	0	0	0
1122 : moins de 4 ans / collectif / halte-garderie / heures de concertation PSU	5	0	0	0	0
1131 : moins de 4 ans / collectif / et. polyvalent / PSU	6	1 837 223	0	0	1 837 223
1132 : moins de 4 ans / collectif / et. polyvalent / heures de concertation PSU	7	6 691	0	0	6 691
1133 : moins de 4 ans / collectif / et. polyvalent / hors PSU	8	0	0	0	0
1141 : moins de 4 ans / collectif / jardin d'enfant / PSU	9	0	0	0	0
1142 : moins de 4 ans / collectif / jardin d'enfant / heures de concertation PSU	10	0	0	0	0
12 : établissement d'accueil familial des moins de quatre ans					
1211 : moins de 4 ans / familial / crèche / PSU	11	0	0	0	0
1212 : moins de 4 ans / familial / crèche / heures de concertation PSU	12	0	0	0	0
1213 : moins de 4 ans / familial / crèche / hors PSU	13	0	0	0	0
1221 : moins de 4 ans / familial / halte-garderie / PSU	14	0	0	0	0
1222 : moins de 4 ans / familial / halte-garderie / heures de concertation PSU	15	0	0	0	0
1231 : moins de 4 ans / familial / et. polyvalent / PSU	16	0	0	0	0
1232 : moins de 4 ans / familial / et. polyvalent / heures de concertation PSU	17	0	0	0	0
1233 : moins de 4 ans / familial / et. polyvalent / hors PSU	18	0	0	0	0
13 : établissement d'accueil parental des moins de quatre ans					
1311 : moins de 4 ans / parental / crèche / PSU	19	0			0
1312 : moins de 4 ans / parental / crèche / heures de concertation PSU	20	0			0
1313 : moins de 4 ans / parental / crèche / hors PSU	21	0			0
1321 : moins de 4 ans / parental / halte-garderie / PSU	22	0			0
1322 : moins de 4 ans / parental / halte-garderie / heures de concertation PSU	23	0			0
1331 : moins de 4 ans / parental / et. polyvalent / PSU	24	0			0
1332 : moins de 4 ans / parental / et. polyvalent / heures de concertation PSU	25	0			0
1333 : moins de 4 ans / parental / et. polyvalent / hors PSU	26	0			0
182 : micro-crèches					
1821 : PSU	27	0		0	0
1822 : heure de concertation PSU	28	0		0	0
Total SF902 (1)	29	1 843 914	0	0	1 843 914
(1) dont total PSU (soit la somme des lignes 1, 2, 4, 5, 6, 7, 9, 10, 11, 12, 14, 15, 16, 17, 19, 20, 22, 23, 24, 25, 27, 28)	30	1 843 914	0	0	1 843 914

(2) à l'exclusion des sommes versées au titre du contrat de passage à la PSU

Tableau SF904: Prestations de services ordinaires autres

		Total Dépenses
		A
2111: Accueil enfants de moins de 6 ans	1	0
Accueil enfants 6 ans et plus		
2112: Vacances d'été	2	512 564
2113: Petites vacances scolaires	3	43 466
2114: Mercredi et fin de semaine	4	215 588
2115: Pré et post scolaire	5	1 017 026
TOTAL accueil de loisirs	6	1 788 644
Techniciens de l'intervention sociale et familiale		
3210: Intervention famille	7	263 820
3220: Intervention maladie	8	0
Auxiliaires de vie sociale		
3230: Intervention famille	9	599 419
3240: Intervention maladie	10	0
TOTAL AIDES A DOMICILE	11	863 239
1700: Relais assistantes maternelles	12	0
2140: Centres collectifs de vacances	13	0
2150: Camps de vacances	14	0
2240: PS accomp. Centres vacances à vocation sociale	15	0
5110: Centres sociaux	16	90 348
5111: PS animation collective famille	17	6 064
5120: Foyers de jeunes travailleurs	18	162 523
5150: PS animation locale	19	264 496
8110 : PS médiation familiale	20	209 002
8130 : lieux d'accueil enfants parents	21	195 405
8151 : Accompagnement à la scolarité	22	1 073 166
TOTAL PS ordinaires autres (lignes 6+11 à 22)	23	4 652 886

Tableau SF905 : Récapitulatif des prestations de service (1)

(hors Facej investissement)

montant en euros et centimes

		montant global PS (hors Flux 2006, 2007, 2008 et 2009 CEJE-CEJJ des colonnes B, C, D et E)	CEJE-CEJJ nouvelles dépenses 2006 (sous enveloppe limitative)	CEJE-CEJJ nouvelles dépenses 2007 (sous enveloppe limitative)	CEJE-CEJJ nouvelles dépenses 2008 (sous enveloppe limitative)	CEJE-CEJJ nouvelles dépenses 2009 (sous enveloppe limitative)	TOTAL
		A	B	C	D	E	F
Report des dépenses de prestations de service ordinaires (PSO) et prestation de service unique (PSU)							
SF902: Accueil enfants de moins de 4 ans	1	1 843 914					1 843 914
SF903: Accueil enfants 4 à 6 ans	2	0					0
contrat de passage à la PSU	3	0					0
SF904 : Autres secteurs	4	4 652 886					4 652 886
Sous-total PSO + PSU (2)	5	6 496 800					6 496 800
Contrat enfance et CEJE (non compris lignes 7 et 8 ci-dessous)	6	60 922 101	0	0	0	0	60 922 101
Contrat expérimental Caf/conseils généraux (3)	7	0	0	0	0	0	0
Contrat enfance entreprise	8	0	0	0	0	0	0
1831 : jardins d'éveil	9	0					0
1901 : complément Cej (horaires atypiques...)	10	0					0
1902 : Complément plan espoir banlieue	11	0					0
Contrats temps libre et CEJJ (y compris, en colonne A, le complément flux 2009-2012 "adolescents")	12	1 702 522	0	0	0	0	1 702 522
TOTAL prestations de service (lignes 5 à 12)	13	69 121 423	0	0	0	0	69 121 423

CEJE : contrat enfance jeunesse, partie enfance
CEJJ : contrat enfance jeunesse, partie jeunesse
Les montants figurant dans le tableau
SF905 doivent correspondre au compte
général de résultats, tableau SF130:

A5 = SF65623231

somme F6 à F11 = SF65623233

F12= SF65623234

(1) Les colonnes B, C, D et E de ce tableau permettent de distinguer, pour les contrats enfance jeunesse, les nouvelles

dépenses 2006, 2007, 2008 et 2009 financées sur enveloppe limitative (flux 2006, flux 2007, flux 2008 et flux 2009), des dépenses antérieures à 2006, non limitatives (stock).

Ce tableau concerne exclusivement les prestations de service. Les autres dotations affectées (fonds d'investissement, Facej investissement, et autres interventions sur fonds Cnaf)

ne sont pas retracées dans ce tableau.

(2) Les dépenses de PSO régimes spéciaux des Dom (810 674 euros - SF908 C9) sont intégrées dans la rubrique A6 de ce tableau

(3) pour le développement d'une coordination départementale et une meilleure articulation entre les modes d'accueil collectifs et individuels (LC 2001-220 du 8 octobre 2001).

Ces dépenses sont également enregistrées aux comptes SF 656232331 et SF656232332

Tableau SF906 : Total Prestation de service unique

montant en euros et centimes

		partenaires	gestion caf	entreprises	total général
		A	B	C	D
report du sous-total PSU ligne 30 du tableau 902	1	1 843 914	0	0	1 843 914
report contrat de passage à la PSU, ligne 1 du tableau 100	2	0	0		0
total PSU	3	1 843 914	0	0	1 843 914

Tableau concernant **exclusivement** les 4 CAF des **DOM****Tableau SF908 : Ventilation des dépenses relatives au contrat enfance dans les départements d'Outre-Mer en 2009 selon le type d'équipement (1)**

montant en euros et centimes

		Régime général (stock)		Régimes Spéciaux (stock) PSO	total dépenses CE/CEJE (1)
		PS de base 30%	PS majorée 50 %		
		A	B	C	D
Crèches	1	12 426 550	30 014 634	810 674	43 251 859
Haltes-garderies	2	71 212	319 765		390 977
relais assistante maternelle(2)	3	174 245	0		174 245
autres fonction 1	4	0	4 518 097	0	4 518 097
fonction 2 : Centres de loisirs sans hébergement	5	1 053 840	11 514 283		12 568 123
fonction 3 : éducation familiale	6	9 115	0		9 115
fonction 8 : lieux d'accueil enfants/parents	7	9 685	0	0	9 685
	8	0	0	0	0
Total dépenses Contrats Enfance	9	13 744 647	46 366 780	810 674	60 922 101

Toutes ces spécificités
s'imputent également à la rubrique A6
du tableau SF905 et en rubrique D32 du
tableau SF100.

D9 = SF905 A6

(1) La PS est versée au taux unique de 40% du budget de fonctionnement sans distinction de régime. La ventilation selon les deux premières colonnes du tableau n'est pas adaptée

Tableau SF950: Recettes des services en gestion directe en 2009

montant en euros et centimes

		Subventions d'équilibre	Prestations de services	Usagers et autres participations	Etat	Région	Département	Commune	Divers	TOTAL Recettes
		A	B	C	D	E	F	G	H	I
ET 1*: Crèches	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ET 2* & 3*: Garderies et jardins d'enfants	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ET 4*: Haltes-garderies	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ES 92*: Autres interventions techniques	4	3 292 155	0	0	0	0	0	0	87 183	3 379 338
ER 5*: Centres de loisirs sans hébergement	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ER 1*: Centres collectifs de vacances et camps	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ER 2* & 3*: Maisons et centres familiaux de vacances	7	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ES5*: Services d'assistants sociaux	8	2 828 692	0	0	0	0	0	0	102 173	2 930 865
ES3*: Services d'économie sociale et familiale	9	1 742 740	0	0	5 157	0	0	0	18 970	1 766 867
ES 8*: Services de tutelle aux prestations sociales	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ES 91*: Autres personnels sociaux	11	7 289 699	0	343 432	0	0	0	0	97 001	7 730 132
ES 6*: Services travailleuses familiales	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ES 7*: Services d'aides ménagères	13	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ES 1*: Centres sociaux	14	0	0	0	0	0	0	0	0	0
EQ 6*: Foyers de jeunes travailleurs	15	0	0	0	0	0	0	0	0	0
EK1*: Centres de PMI	16	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ES93*: Gestion du patrimoine	17	198 251	0	0	0	0	0	0	1 149	199 401
ES 94* : logistique des œuvres	18	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres	19	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL SF950	20	15 351 537	0	343 432	5 157	0	0	0	306 477	16 006 603

le symbole * signifie y compris les subdivisions ou sous-comptes

colonne A : compte E75834*

colonne B : compte E70623*

colonne C : comptes E7061* + E70621* + E7064 + E7068*

Colonne D : compte E741*

Colonne D : compte E741*

colonne E : compte E742*

Colonne F : compte E743*

Colonne G : compte E744*

Colonne H : autres comptes classe 7 gestion E non compris colonnes A à G

ANNEXE 5

Les résultats financiers 2009 par Caf et par région

	Page :
Annexe 5a : Dépenses d'action sociale par fonction budgétaire (montants en euros)	97
Annexe 5b : Dépenses d'action sociale par fonction budgétaire (en %)	101
Annexe 5c : Dépenses d'action sociale selon le destinataire de la dépense (en euros et en %)	105
Annexe 5d : Dépenses d'action sociale selon la nature de la dépense (en euros et en %)	109

Annexe 5a : Dépenses d'Action Sociale par fonction budgétaire en 2009 - Métropole et Départements d'Outre-Mer (1)

montant en euros

Caisses d'Allocations Familiales et Régions	Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	Temps libres des enfants et des familles	Accompagne- ment social des familles et de leurs enfants	Logement et habitat	Animation de la vie sociale	Prestations supplémentaires aux familles	Autres actions	Logistique des œuvres	Total dépenses d'action sociale de la CAF
Cergy	41 763 331	17 185 053	10 618 717	1 533 117	5 203 031	0	1 081 059	1 406 300	78 790 608
Créteil	67 331 897	21 694 510	9 788 436	2 119 830	2 312 049	0	1 250 773	1 765 178	106 262 673
Evry	48 999 784	17 957 931	9 230 580	2 304 270	3 074 959	0	1 272 004	460 388	83 299 917
Melun	37 064 354	22 994 098	7 236 585	2 603 711	4 529 448	1 096 880	865 204	0	76 390 280
Nanterre	90 997 196	15 529 005	13 477 699	2 051 580	3 143 454	0	1 346 524	0	126 545 458
Paris	171 916 789	18 973 277	13 254 727	2 895 067	7 039 981	0	2 123 114	0	216 202 955
Rosny sous bois	58 807 988	26 577 351	17 277 016	4 220 339	6 757 817	0	1 895 507	0	115 536 018
St Quentin en Yvelines	59 909 237	19 816 283	12 464 280	2 755 968	2 049 439	0	1 113 153	0	98 108 360
Ile de France	576 790 577	160 727 507	93 348 041	20 483 882	34 110 177	1 096 880	10 947 338	3 631 866	901 136 268
Charleville	3 534 958	2 944 933	1 888 109	915 632	1 978 102	141 600	204 494	0	11 607 828
Chaumont	2 373 095	1 770 207	1 854 901	592 696	145 222	0	128 549	0	6 864 670
Reims	13 472 294	4 542 855	2 466 377	599 861	3 016 945	0	477 034	0	24 575 366
Troyes	6 025 448	5 209 559	1 534 799	600 701	890 392	0	215 811	0	14 476 710
Champagne-Ardenne	25 405 795	14 467 553	7 744 185	2 708 890	6 030 662	141 600	1 025 888	0	57 524 573
Amiens	10 682 613	10 089 618	3 544 968	3 993 385	1 429 786	130	220 423	380 551	30 341 475
Beauvais	9 586 999	10 318 757	2 700 192	2 808 264	1 550 260	0	197 600	0	27 162 072
Creil	5 625 220	5 434 957	1 969 492	1 357 006	611 715	0	126 128	0	15 124 518
Saint-Quentin	2 256 234	2 695 466	1 452 301	994 333	1 854 033	0	247 152	0	9 499 519
Soissons	4 116 749	3 454 811	1 601 307	1 325 615	1 640 175	0	173 153	0	12 311 810
Picardie	32 267 815	31 993 609	11 268 259	10 478 604	7 085 969	130	964 456	380 551	94 439 394
Dieppe	2 992 806	2 824 443	1 845 820	533 179	731 443	0	93 609	0	9 021 300
Elbeuf	1 594 977	1 261 567	668 160	240 410	162 977	0	105 897	0	4 033 988
Evreux	12 252 479	9 963 173	5 002 552	1 014 853	1 850 738	0	469 008	0	30 552 804
Le Havre	9 050 771	6 942 907	3 897 275	857 931	1 950 549	0	836 187	0	23 535 620
Rouen	14 306 941	6 363 443	3 725 916	692 868	2 101 001	105 340	433 906	0	27 729 415
Haute Normandie	40 197 974	27 355 533	15 139 723	3 339 242	6 796 708	105 340	1 938 608	0	94 873 128
Blois	5 271 650	4 200 382	1 270 196	546 065	2 290 185	0	215 776	229 233	14 023 486
Bourges	4 682 996	2 385 824	1 030 438	1 108 685	1 854 710	0	484 170	140 257	11 687 081
Châteauroux	4 010 112	2 691 583	641 784	331 381	1 305 939	53 200	83 444	0	9 117 444
Chartres	7 581 966	5 087 013	3 645 987	1 174 338	1 007 633	22 141	206 491	0	18 725 569
Orléans	15 664 692	7 427 944	4 652 554	2 034 729	2 115 726	0	167 973	376 187	32 439 806
Tours	15 162 029	8 047 636	2 987 078	1 215 688	3 656 973	0	510 555	207 251	31 787 210
Centre	52 373 446	29 840 382	14 228 037	6 410 887	12 231 166	75 341	1 668 408	952 928	117 780 596
Alençon	3 560 554	2 275 224	3 259 804	591 136	1 048 770	0	254 461	0	10 989 950
Avranches	9 578 918	5 878 776	5 491 369	788 715	1 268 846	5 980	291 899	276 295	23 580 797
Caen	14 589 371	8 244 774	4 253 319	827 886	3 861 720	0	550 506	368 725	32 696 300
Basse Normandie	27 728 843	16 398 774	13 004 492	2 207 737	6 179 335	5 980	1 096 866	645 020	67 267 047

Caisses d'Allocations Familiales et Régions	Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	Temps libres des enfants et des familles	Accompagne- ment social des familles et de leurs enfants	Logement et habitat	Animation de la vie sociale	Prestations supplémentaires aux familles	Autres actions	Logistique des œuvres	Total dépenses d'action sociale de la CAF
Auxerre	6 827 241	4 302 691	2 491 517	932 776	695 479	0	548 540	0	15 798 244
Dijon	15 425 080	9 704 075	3 412 386	452 759	4 150 512	0	876 937	56 489	34 078 237
Mâcon	10 535 637	7 142 429	4 105 423	1 502 904	2 165 185	372 214	689 931	0	26 513 723
Nevers	4 268 959	3 400 730	911 977	425 229	2 450 686	0	265 151	0	11 722 731
Bourgogne	37 056 917	24 549 924	10 921 303	3 313 669	9 461 862	372 214	2 380 558	56 489	88 112 935
Armentières	2 038 540	4 628 192	1 358 440	760 744	1 289 909	80 591	53 460	0	10 209 875
Arras	13 554 418	18 330 265	5 715 543	8 307 904	1 227 398	2 964	1 062 806	0	48 201 298
Calais	7 324 393	6 046 153	9 519 630	3 547 942	2 977 720	6 002	407 868	0	29 829 708
Cambrai	2 289 615	2 461 656	495 262	402 203	1 006 318	0	233 967	0	6 889 020
Douai	4 992 412	4 051 887	1 236 846	721 167	1 587 118	0	264 942	0	12 854 371
Dunkerque	5 495 485	6 061 649	2 685 866	366 970	2 406 868	0	326 464	339 491	17 682 793
Lille	20 132 613	10 112 470	6 329 423	2 744 227	3 537 518	774 043	676 590	0	44 306 883
Maubeuge	1 806 323	2 870 959	1 760 254	315 136	1 767 915	-1 692	439 565	187 455	9 145 916
Roubaix	18 605 356	11 579 508	3 767 500	1 236 379	4 713 474	80 484	2 054 052	0	42 036 753
Valenciennes	8 279 634	9 121 551	3 374 933	1 313 204	2 981 370	-1 850	454 032	0	25 522 874
Nord-Pas de Calais	84 518 788	75 264 290	36 243 696	19 715 875	23 495 607	940 541	5 973 747	526 946	246 679 491
Bar le Duc	2 802 326	2 007 846	1 007 121	392 134	1 141 109	0	171 800	0	7 522 337
Epinal	6 657 333	6 954 408	1 427 137	1 250 483	3 797 005	62 814	370 696	0	20 519 875
Metz	16 960 618	14 652 304	7 490 862	2 928 174	5 626 632	0	700 817	0	48 359 407
Nancy	18 997 166	9 596 190	3 830 428	566 508	2 692 593	0	992 960	0	36 675 845
Lorraine	45 417 443	33 210 748	13 755 548	5 137 299	13 257 338	62 814	2 236 272	0	113 077 463
Mulhouse	31 539 901	18 208 600	3 416 219	2 113 545	2 620 196	0	544 754	0	58 443 214
Strasbourg	43 652 311	13 897 038	3 215 186	2 141 980	5 561 871	0	1 081 687	0	69 550 074
Alsace	75 192 212	32 105 638	6 631 405	4 255 525	8 182 067	0	1 626 441	0	127 993 288
Belfort	3 714 545	3 509 653	1 295 684	526 985	752 645	0	245 110	0	10 044 622
Besançon	8 418 383	5 362 619	2 451 257	1 392 833	1 442 878	0	193 011	0	19 260 982
Montbéliard	4 700 242	2 882 075	2 019 264	641 499	585 121	0	200 796	0	11 028 998
St-Claude	5 116 517	5 411 710	1 401 413	438 398	463 577	0	97 209	0	12 928 824
Vesoul	3 714 924	5 079 731	2 105 350	557 551	1 628 778	0	202 093	0	13 288 427
Franche Comté	25 664 611	22 245 787	9 272 968	3 557 266	4 872 999	0	938 220	0	66 551 852
Angers	19 857 127	11 453 886	8 675 712	1 497 949	2 395 637	0	362 619	0	44 242 930
Cholet	5 074 362	3 189 652	709 511	328 080	1 915 592	0	47 352	0	11 264 549
La Roche sur Yon	7 881 817	9 244 216	5 614 232	1 079 687	1 507 347	138 458	298 556	0	25 764 314
Laval	3 669 753	5 680 838	2 152 773	348 560	1 721 237	0	196 711	248 251	14 018 123
Le Mans	9 628 870	8 053 923	3 419 995	1 142 291	2 666 925	270	953 614	0	25 865 888
Nantes	40 935 266	19 098 173	12 774 965	1 402 585	5 720 232	2 550	995 498	0	80 929 268
Pays de la Loire	87 047 194	56 720 690	33 347 187	5 799 152	15 926 970	141 278	2 854 351	248 251	202 085 073

Caisses d'Allocations Familiales et Régions	Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	Temps libres des enfants et des familles	Accompagne- ment social des familles et de leurs enfants	Logement et habitat	Animation de la vie sociale	Prestations supplémentaires aux familles	Autres actions	Logistique des œuvres	Total dépenses d'action sociale de la CAF
Brest	11 760 182	6 388 438	4 103 328	924 589	2 869 308	0	447 433	0	26 493 278
Quimper	7 175 573	5 613 264	1 923 901	716 067	2 044 972	0	624 179	783 227	18 881 183
Rennes	19 582 201	9 654 527	4 345 176	2 211 408	6 221 437	0	1 010 853	457 225	43 482 827
St-Brieuc	9 670 304	8 849 030	2 497 286	1 050 459	4 673 697	0	322 175	0	27 062 950
Vannes	17 301 482	10 664 086	4 927 078	1 864 062	3 200 993	0	785 668	0	38 743 368
Bretagne	65 489 742	41 169 344	17 796 769	6 766 585	19 010 407	0	3 190 309	1 240 451	154 663 607
Angoulême	8 483 115	5 228 446	2 477 736	1 105 380	2 155 660	0	399 026	0	19 849 362
La Rochelle	12 949 679	9 165 661	3 924 033	1 594 997	3 310 551	0	676 392	0	31 621 312
Niort	5 706 328	3 390 990	2 217 106	868 036	2 109 907	29 258	541 362	0	14 862 988
Poitiers	14 082 261	7 142 143	2 451 629	500 361	2 129 812	0	533 045	0	26 839 251
Poitou-Charentes	41 221 383	24 927 241	11 070 504	4 068 773	9 705 930	29 258	2 149 825	0	93 172 914
Agen	8 838 070	4 801 473	1 878 028	1 212 008	533 441	8 095	365 457	0	17 636 573
Bayonne	8 905 146	4 709 575	1 080 124	253 892	1 097 645	0	456 089	0	16 502 470
Bordeaux	59 028 976	30 738 839	6 038 499	4 053 677	7 330 732	0	1 878 494	0	109 069 217
Mont-de-Marsan	6 668 236	5 247 550	1 442 962	671 826	1 024 688	0	268 311	0	15 323 572
Périgueux	7 666 458	6 908 017	1 783 444	765 828	1 041 326	0	519 470	141 793	18 826 337
Pau	10 153 657	3 296 549	2 872 216	472 815	1 263 317	7 898	542 577	0	18 609 028
Aquitaine	101 260 543	55 702 003	15 095 273	7 430 046	12 291 149	15 993	4 030 397	141 793	195 967 197
Albi	10 966 674	7 181 383	1 457 810	960 947	2 686 500	0	168 959	0	23 422 272
Auch	3 934 051	4 933 371	876 345	181 780	515 024	0	84 690	0	10 525 261
Cahors	3 823 880	1 535 345	667 510	226 223	444 948	0	140 521	2 912	6 841 340
Foix	5 403 103	3 503 335	550 017	551 132	732 517	0	103 381	0	10 843 486
Montauban	5 190 018	4 407 107	1 379 315	448 679	885 860	0	321 844	0	12 632 824
Rodez	5 550 048	2 411 385	466 948	144 430	1 734 087	0	669 886	348 604	11 325 387
Tarbes	4 047 793	3 218 169	1 179 988	370 254	679 346	0	215 947	0	9 711 498
Toulouse	60 341 477	36 823 198	6 244 932	2 693 040	7 550 750	0	1 259 380	0	114 912 777
Midi-Pyrénées	99 257 044	64 013 293	12 822 864	5 576 486	15 229 032	0	2 964 609	351 516	200 214 845
Brive	5 854 479	1 858 092	865 339	343 963	376 689	8 997	287 202	0	9 594 762
Guéret	1 099 756	1 025 868	564 316	137 178	517 973	0	95 851	5 793	3 446 735
Limoges	10 028 008	4 684 250	1 673 335	509 330	804 990	0	457 388	0	18 157 302
Limousin	16 982 243	7 568 211	3 102 990	990 472	1 699 653	8 997	840 441	5 793	31 198 799
Annecy	26 161 622	8 559 091	4 049 340	1 584 994	974 925	271 106	269 953	0	41 871 031
Annonay	2 460 648	823 007	897 259	147 492	564 977	0	72 337	0	4 965 720
Aubenas	5 325 368	2 025 812	1 463 513	290 601	934 568	0	154 046	0	10 193 908
Bourg en Bresse	13 510 308	6 117 183	3 958 981	1 431 163	3 682 934	0	405 785	0	29 106 354
Chambéry	11 778 012	6 815 287	3 212 544	431 433	1 903 414	0	380 582	146 282	24 667 555
Grenoble	37 341 537	13 089 978	8 931 105	1 763 678	5 910 546	0	904 002	0	67 940 846
Lyon	74 968 734	15 509 223	8 348 607	3 295 440	17 409 186	0	891 473	0	120 422 664
Roanne	3 549 593	2 003 123	901 413	382 425	1 164 798	0	459 169	0	8 460 521

Caisses d'Allocations Familiales et Régions	Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	Temps libres des enfants et des familles	Accompagne- ment social des familles et de leurs enfants	Logement et habitat	Animation de la vie sociale	Prestations supplémentaires aux familles	Autres actions	Logistique des œuvres	Total dépenses d'action sociale de la CAF
Saint Etienne	18 884 722	10 607 207	6 152 083	1 510 347	4 687 809	0	374 528	0	42 216 696
Valence	17 055 191	5 050 744	2 991 861	1 178 076	1 888 102	0	498 980	0	28 662 953
Vienne	8 313 743	4 216 058	2 112 188	1 059 484	2 752 294	0	273 580	165 199	18 892 546
Villefranche	5 499 156	2 936 666	1 432 508	356 571	1 340 335	0	138 830	0	11 704 066
Rhône-Alpes	224 848 633	77 753 380	44 451 402	13 431 705	43 213 887	271 106	4 823 265	311 481	409 104 859
Aurillac	1 481 487	1 347 273	737 288	283 966	542 221	0	109 126	0	4 501 361
Clermont-Ferrand	12 858 578	9 994 520	5 165 753	1 123 486	1 578 466	22 000	295 217	0	31 038 020
Le Puy	7 082 326	3 514 142	1 824 836	681 230	425 822	0	86 027	33 858	13 648 241
Moulins	4 914 301	4 880 901	1 399 371	1 203 476	1 432 933	184 705	244 639	0	14 260 325
Auvergne	26 336 692	19 736 836	9 127 247	3 292 158	3 979 442	206 705	735 009	33 858	63 447 947
Béziers	6 699 574	5 027 190	919 276	727 823	905 898	75 600	208 081	0	14 563 443
Carcassonne	7 711 757	6 503 370	1 970 761	1 323 357	866 038	88 800	239 777	0	18 703 860
Mende	1 760 152	433 466	262 086	35 421	221 537	0	37 052	0	2 749 713
Montpellier	34 467 861	13 311 159	3 186 325	1 501 634	2 821 650	123 300	1 063 593	657 445	57 132 967
Nîmes	26 759 434	11 185 887	4 080 702	359 101	2 882 503	0	465 394	378 195	46 111 216
Perpignan	12 722 221	10 290 000	2 095 412	1 240 564	902 408	146 510	449 161	163 541	28 009 816
Languedoc-Roussillon	90 120 999	46 751 072	12 514 561	5 187 901	8 600 035	434 210	2 463 058	1 199 180	167 271 016
Avignon	23 381 963	9 539 324	2 242 483	560 541	4 434 537	0	381 429	0	40 540 277
Digne	4 839 949	2 489 737	767 496	360 267	224 413	90 973	145 013	0	8 917 848
Gap	4 859 827	1 366 188	571 218	175 566	806 960	0	166 280	50 929	7 996 967
Marseille	86 168 061	19 040 384	18 516 373	1 072 542	9 221 283	0	1 077 030	0	135 095 674
Nice	44 468 196	21 974 080	6 160 352	1 068 579	1 597 360	521 208	896 639	0	76 686 413
Toulon	38 542 790	14 238 086	4 629 097	1 026 603	2 212 875	1 476 912	563 230	0	62 689 593
Provence-Alpes-Côte d'Azur	202 260 786	68 647 799	32 887 019	4 264 098	18 497 429	2 089 093	3 229 620	50 929	331 926 772
Ajaccio	5 654 887	838 764	50 483	40 812	413 718	0	180 387	0	7 179 051
Bastia	3 849 543	1 898 347	578 050	126 677	1 055 036	0	139 200	0	7 646 855
Corse	9 504 430	2 737 111	628 533	167 490	1 468 754	0	319 588	0	14 825 906
Caisse maritime d' AF (2)	595 470	632 922	690 295	95 155	8 800	25 494	42 027	0	2 090 162
Total métropole	1 987 539 579	934 519 646	425 092 301	138 678 896	281 335 378	6 022 975	58 439 302	9 777 054	3 841 405 130
La Guadeloupe	16 064 456	2 358 007	2 749 750	1 143 612	687 202	0	247 630	3 027 103	26 277 761
La Guyane	5 651 857	133 836	1 737 475	741 063	24 715	217 125	82 523	0	8 588 594
La Martinique	23 883 615	4 139 931	4 357 375	3 196 472	3 021 218	0	865 033	0	39 463 643
La Réunion	29 461 212	4 229 019	4 879 247	6 373 563	962 625	0	4 316 150	0	50 221 815
Total Outre-Mer	75 061 140	10 860 793	13 723 847	11 454 711	4 695 759	217 125	5 511 335	3 027 103	124 551 813
Total national métropole + Dom	2 062 600 719	945 380 439	438 816 148	150 133 607	286 031 137	6 240 100	63 950 637	12 804 157	3 965 956 944

(1) Les montants négatifs correspondent à des régularisations comptables sur exercice antérieur.

(2) Le 1er janvier 2002, les caisses nationales d'allocations familiales de la pêche maritime et des marins du commerce ont fusionné et portent désormais le nom de caisse maritime d'allocations familiales dont le siège social est situé à La Rochelle.

Annexe 5b : Dépenses d'Action Sociale par fonction budgétaire en 2009 - Métropole et Départements d'Outre-Mer ⁽¹⁾

en %

Caisses d'Allocations Familiales et Régions	Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	Temps libres des enfants et des familles	Accompagne- ment social des familles et de leurs enfants	Logement et habitat	Animation de la vie sociale	Prestations supplémentaires aux familles	Autres actions	Logistique des œuvres	Total dépenses d'action sociale de la CAF
Cergy	53,0	21,8	13,5	1,9	6,6	0,0	1,4	1,8	100,0
Créteil	63,4	20,4	9,2	2,0	2,2	0,0	1,2	1,7	100,0
Evry	58,8	21,6	11,1	2,8	3,7	0,0	1,5	0,6	100,0
Melun	48,5	30,1	9,5	3,4	5,9	1,4	1,1	0,0	100,0
Nanterre	71,9	12,3	10,7	1,6	2,5	0,0	1,1	0,0	100,0
Paris	79,5	8,8	6,1	1,3	3,3	0,0	1,0	0,0	100,0
Rosny sous bois	50,9	23,0	15,0	3,7	5,8	0,0	1,6	0,0	100,0
St Quentin en Yvelines	61,1	20,2	12,7	2,8	2,1	0,0	1,1	0,0	100,0
Ile de France	64,0	17,8	10,4	2,3	3,8	0,1	1,2	0,4	100,0
Charleville	30,5	25,4	16,3	7,9	17,0	1,2	1,8	0,0	100,0
Chaumont	34,6	25,8	27,0	8,6	2,1	0,0	1,9	0,0	100,0
Reims	54,8	18,5	10,0	2,4	12,3	0,0	1,9	0,0	100,0
Troyes	41,6	36,0	10,6	4,1	6,2	0,0	1,5	0,0	100,0
Champagne-Ardenne	44,2	25,2	13,5	4,7	10,5	0,2	1,8	0,0	100,0
Amiens	35,2	33,3	11,7	13,2	4,7	0,0	0,7	1,3	100,0
Beauvais	35,3	38,0	9,9	10,3	5,7	0,0	0,7	0,0	100,0
Creil	37,2	35,9	13,0	9,0	4,0	0,0	0,8	0,0	100,0
Saint-Quentin	23,8	28,4	15,3	10,5	19,5	0,0	2,6	0,0	100,0
Soissons	33,4	28,1	13,0	10,8	13,3	0,0	1,4	0,0	100,0
Picardie	34,2	33,9	11,9	11,1	7,5	0,0	1,0	0,4	100,0
Dieppe	33,2	31,3	20,5	5,9	8,1	0,0	1,0	0,0	100,0
Elbeuf	39,5	31,3	16,6	6,0	4,0	0,0	2,6	0,0	100,0
Evreux	40,1	32,6	16,4	3,3	6,1	0,0	1,5	0,0	100,0
Le Havre	38,5	29,5	16,6	3,6	8,3	0,0	3,6	0,0	100,0
Rouen	51,6	22,9	13,4	2,5	7,6	0,4	1,6	0,0	100,0
Haute Normandie	42,4	28,8	16,0	3,5	7,2	0,1	2,0	0,0	100,0
Blois	37,6	30,0	9,1	3,9	16,3	0,0	1,5	1,6	100,0
Bourges	40,1	20,4	8,8	9,5	15,9	0,0	4,1	1,2	100,0
Châteauroux	44,0	29,5	7,0	3,6	14,3	0,6	0,9	0,0	100,0
Chartres	40,5	27,2	19,5	6,3	5,4	0,1	1,1	0,0	100,0
Orléans	48,3	22,9	14,3	6,3	6,5	0,0	0,5	1,2	100,0
Tours	47,7	25,3	9,4	3,8	11,5	0,0	1,6	0,7	100,0
Centre	44,5	25,3	12,1	5,4	10,4	0,1	1,4	0,8	100,0
Alençon	32,4	20,7	29,7	5,4	9,5	0,0	2,3	0,0	100,0
Avranches	40,6	24,9	23,3	3,3	5,4	0,0	1,2	1,2	100,0
Caen	44,6	25,2	13,0	2,5	11,8	0,0	1,7	1,1	100,0
Basse Normandie	41,2	24,4	19,3	3,3	9,2	0,0	1,6	1,0	100,0

Caisses d'Allocations Familiales et Régions	Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	Temps libres des enfants et des familles	Accompagne- ment social des familles et de leurs enfants	Logement et habitat	Animation de la vie sociale	Prestations supplémentaires aux familles	Autres actions	Logistique des œuvres	Total dépenses d'action sociale de la CAF
Auxerre	43,2	27,2	15,8	5,9	4,4	0,0	3,5	0,0	100,0
Dijon	45,3	28,5	10,0	1,3	12,2	0,0	2,6	0,2	100,0
Mâcon	39,7	26,9	15,5	5,7	8,2	1,4	2,6	0,0	100,0
Nevers	36,4	29,0	7,8	3,6	20,9	0,0	2,3	0,0	100,0
Bourgogne	42,1	27,9	12,4	3,8	10,7	0,4	2,7	0,1	100,0
Armentières	20,0	45,3	13,3	7,5	12,6	0,8	0,5	0,0	100,0
Arras	28,1	38,0	11,9	17,2	2,5	0,0	2,2	0,0	100,0
Calais	24,6	20,3	31,9	11,9	10,0	0,0	1,4	0,0	100,0
Cambrai	33,2	35,7	7,2	5,8	14,6	0,0	3,4	0,0	100,0
Douai	38,8	31,5	9,6	5,6	12,3	0,0	2,1	0,0	100,0
Dunkerque	31,1	34,3	15,2	2,1	13,6	0,0	1,8	1,9	100,0
Lille	45,4	22,8	14,3	6,2	8,0	1,7	1,5	0,0	100,0
Maubeuge	19,8	31,4	19,2	3,4	19,3	0,0	4,8	2,0	100,0
Roubaix	44,3	27,5	9,0	2,9	11,2	0,2	4,9	0,0	100,0
Valenciennes	32,4	35,7	13,2	5,1	11,7	0,0	1,8	0,0	100,0
Nord-Pas de Calais	34,3	30,5	14,7	8,0	9,5	0,4	2,4	0,2	100,0
Bar le Duc	37,3	26,7	13,4	5,2	15,2	0,0	2,3	0,0	100,0
Epinal	32,4	33,9	7,0	6,1	18,5	0,3	1,8	0,0	100,0
Metz	35,1	30,3	15,5	6,1	11,6	0,0	1,4	0,0	100,0
Nancy	51,8	26,2	10,4	1,5	7,3	0,0	2,7	0,0	100,0
Lorraine	40,2	29,4	12,2	4,5	11,7	0,1	2,0	0,0	100,0
Mulhouse	54,0	31,2	5,8	3,6	4,5	0,0	0,9	0,0	100,0
Strasbourg	62,8	20,0	4,6	3,1	8,0	0,0	1,6	0,0	100,0
Alsace	58,7	25,1	5,2	3,3	6,4	0,0	1,3	0,0	100,0
Belfort	37,0	34,9	12,9	5,2	7,5	0,0	2,4	0,0	100,0
Besançon	43,7	27,8	12,7	7,2	7,5	0,0	1,0	0,0	100,0
Montbéliard	42,6	26,1	18,3	5,8	5,3	0,0	1,8	0,0	100,0
St-Claude	39,6	41,9	10,8	3,4	3,6	0,0	0,8	0,0	100,0
Vesoul	28,0	38,2	15,8	4,2	12,3	0,0	1,5	0,0	100,0
Franche Comté	38,6	33,4	13,9	5,3	7,3	0,0	1,4	0,0	100,0
Angers	44,9	25,9	19,6	3,4	5,4	0,0	0,8	0,0	100,0
Cholet	45,0	28,3	6,3	2,9	17,0	0,0	0,4	0,0	100,0
La Roche sur Yon	30,6	35,9	21,8	4,2	5,9	0,5	1,2	0,0	100,0
Laval	26,2	40,5	15,4	2,5	12,3	0,0	1,4	1,8	100,0
Le Mans	37,2	31,1	13,2	4,4	10,3	0,0	3,7	0,0	100,0
Nantes	50,6	23,6	15,8	1,7	7,1	0,0	1,2	0,0	100,0
Pays de la Loire	43,1	28,1	16,5	2,9	7,9	0,1	1,4	0,1	100,0

Caisses d'Allocations Familiales et Régions	Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	Temps libres des enfants et des familles	Accompagne- ment social des familles et de leurs enfants	Logement et habitat	Animation de la vie sociale	Prestations supplémentaires aux familles	Autres actions	Logistique des œuvres	Total dépenses d'action sociale de la CAF
Brest	44,4	24,1	15,5	3,5	10,8	0,0	1,7	0,0	100,0
Quimper	38,0	29,7	10,2	3,8	10,8	0,0	3,3	4,1	100,0
Rennes	45,0	22,2	10,0	5,1	14,3	0,0	2,3	1,1	100,0
St-Brieuc	35,7	32,7	9,2	3,9	17,3	0,0	1,2	0,0	100,0
Vannes	44,7	27,5	12,7	4,8	8,3	0,0	2,0	0,0	100,0
Bretagne	42,3	26,6	11,5	4,4	12,3	0,0	2,1	0,8	100,0
Angoulême	42,7	26,3	12,5	5,6	10,9	0,0	2,0	0,0	100,0
La Rochelle	41,0	29,0	12,4	5,0	10,5	0,0	2,1	0,0	100,0
Niort	38,4	22,8	14,9	5,8	14,2	0,2	3,6	0,0	100,0
Poitiers	52,5	26,6	9,1	1,9	7,9	0,0	2,0	0,0	100,0
Poitou-Charentes	44,2	26,8	11,9	4,4	10,4	0,0	2,3	0,0	100,0
Agen	50,1	27,2	10,6	6,9	3,0	0,0	2,1	0,0	100,0
Bayonne	54,0	28,5	6,5	1,5	6,7	0,0	2,8	0,0	100,0
Bordeaux	54,1	28,2	5,5	3,7	6,7	0,0	1,7	0,0	100,0
Mont-de-Marsan	43,5	34,2	9,4	4,4	6,7	0,0	1,8	0,0	100,0
Périgueux	40,7	36,7	9,5	4,1	5,5	0,0	2,8	0,8	100,0
Pau	54,6	17,7	15,4	2,5	6,8	0,0	2,9	0,0	100,0
Aquitaine	51,7	28,4	7,7	3,8	6,3	0,0	2,1	0,1	100,0
Albi	46,8	30,7	6,2	4,1	11,5	0,0	0,7	0,0	100,0
Auch	37,4	46,9	8,3	1,7	4,9	0,0	0,8	0,0	100,0
Cahors	55,9	22,4	9,8	3,3	6,5	0,0	2,1	0,0	100,0
Foix	49,8	32,3	5,1	5,1	6,8	0,0	1,0	0,0	100,0
Montauban	41,1	34,9	10,9	3,6	7,0	0,0	2,5	0,0	100,0
Rodez	49,0	21,3	4,1	1,3	15,3	0,0	5,9	3,1	100,0
Tarbes	41,7	33,1	12,2	3,8	7,0	0,0	2,2	0,0	100,0
Toulouse	52,5	32,0	5,4	2,3	6,6	0,0	1,1	0,0	100,0
Midi-Pyrénées	49,6	32,0	6,4	2,8	7,6	0,0	1,5	0,2	100,0
Brive	61,0	19,4	9,0	3,6	3,9	0,1	3,0	0,0	100,0
Guéret	31,9	29,8	16,4	4,0	15,0	0,0	2,8	0,2	100,0
Limoges	55,2	25,8	9,2	2,8	4,4	0,0	2,5	0,0	100,0
Limousin	54,4	24,3	9,9	3,2	5,4	0,0	2,7	0,0	100,0
Annecy	62,5	20,4	9,7	3,8	2,3	0,6	0,6	0,0	100,0
Annonay	49,6	16,6	18,1	3,0	11,4	0,0	1,5	0,0	100,0
Aubenas	52,2	19,9	14,4	2,9	9,2	0,0	1,5	0,0	100,0
Bourg en Bresse	46,4	21,0	13,6	4,9	12,7	0,0	1,4	0,0	100,0
Chambéry	47,7	27,6	13,0	1,7	7,7	0,0	1,5	0,6	100,0
Grenoble	55,0	19,3	13,1	2,6	8,7	0,0	1,3	0,0	100,0
Lyon	62,3	12,9	6,9	2,7	14,5	0,0	0,7	0,0	100,0
Roanne	42,0	23,7	10,7	4,5	13,8	0,0	5,4	0,0	100,0

Caisses d'Allocations Familiales et Régions	Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	Temps libres des enfants et des familles	Accompagnement social des familles et de leurs enfants	Logement et habitat	Animation de la vie sociale	Prestations supplémentaires aux familles	Autres actions	Logistique des œuvres	Total dépenses d'action sociale de la CAF
Saint Etienne	44,7	25,1	14,6	3,6	11,1	0,0	0,9	0,0	100,0
Valence	59,5	17,6	10,4	4,1	6,6	0,0	1,7	0,0	100,0
Vienne	44,0	22,3	11,2	5,6	14,6	0,0	1,4	0,9	100,0
Villefranche	47,0	25,1	12,2	3,0	11,5	0,0	1,2	0,0	100,0
Rhône-Alpes	55,0	19,0	10,9	3,3	10,6	0,1	1,2	0,1	100,0
Aurillac	32,9	29,9	16,4	6,3	12,0	0,0	2,4	0,0	100,0
Clermont-Ferrand	41,4	32,2	16,6	3,6	5,1	0,1	1,0	0,0	100,0
Le Puy	51,9	25,7	13,4	5,0	3,1	0,0	0,6	0,2	100,0
Moulins	34,5	34,2	9,8	8,4	10,0	1,3	1,7	0,0	100,0
Auvergne	41,5	31,1	14,4	5,2	6,3	0,3	1,2	0,1	100,0
Béziers	46,0	34,5	6,3	5,0	6,2	0,5	1,4	0,0	100,0
Carcassonne	41,2	34,8	10,5	7,1	4,6	0,5	1,3	0,0	100,0
Mende	64,0	15,8	9,5	1,3	8,1	0,0	1,3	0,0	100,0
Montpellier	60,3	23,3	5,6	2,6	4,9	0,2	1,9	1,2	100,0
Nîmes	58,0	24,3	8,8	0,8	6,3	0,0	1,0	0,8	100,0
Perpignan	45,4	36,7	7,5	4,4	3,2	0,5	1,6	0,6	100,0
Languedoc-Roussillon	53,9	27,9	7,5	3,1	5,1	0,3	1,5	0,7	100,0
Avignon	57,7	23,5	5,5	1,4	10,9	0,0	0,9	0,0	100,0
Digne	54,3	27,9	8,6	4,0	2,5	1,0	1,6	0,0	100,0
Gap	60,8	17,1	7,1	2,2	10,1	0,0	2,1	0,6	100,0
Marseille	63,8	14,1	13,7	0,8	6,8	0,0	0,8	0,0	100,0
Nice	58,0	28,7	8,0	1,4	2,1	0,7	1,2	0,0	100,0
Toulon	61,5	22,7	7,4	1,6	3,5	2,4	0,9	0,0	100,0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	60,9	20,7	9,9	1,3	5,6	0,6	1,0	0,0	100,0
Ajaccio	78,8	11,7	0,7	0,6	5,8	0,0	2,5	0,0	100,0
Bastia	50,3	24,8	7,6	1,7	13,8	0,0	1,8	0,0	100,0
Corse	64,1	18,5	4,2	1,1	9,9	0,0	2,2	0,0	100,0
Caisse maritime d' AF (2)	28,5	30,3	33,0	4,6	0,4	1,2	2,0	0,0	100,0
Total métropole	51,7	24,3	11,1	3,6	7,3	0,2	1,5	0,3	100,0
La Guadeloupe	61,1	9,0	10,5	4,4	2,6	0,0	0,9	11,5	100,0
La Guyane	65,8	1,6	20,2	8,6	0,3	2,5	1,0	0,0	100,0
La Martinique	60,5	10,5	11,0	8,1	7,7	0,0	2,2	0,0	100,0
La Réunion	58,7	8,4	9,7	12,7	1,9	0,0	8,6	0,0	100,0
Total Outre-Mer	60,3	8,7	11,0	9,2	3,8	0,2	4,4	2,4	100,0
Total national métropole + Dom	52,0	23,8	11,1	3,8	7,2	0,2	1,6	0,3	100,0

(1) Les montants négatifs correspondent à des régularisations comptables sur exercice antérieur.

(2) Le 1er janvier 2002, les caisses nationales d'allocations familiales de la pêche maritime et des marins du commerce ont fusionné et portent désormais le nom de caisse maritime d'allocations familiales dont le siège social est situé à La Rochelle.

Annexe 5c : Ventilation des dépenses d'Action Sociale selon le destinataire de la dépense en 2009

Caisses d'Allocations Familiales et Régions	destinataire de la dépense						total dépenses	
	aides aux familles		aides aux partenaires		services Caf		d'action sociale	
	euros	%	euros	%	euros	%	euros	%
Cergy	6 142 203	7,8	61 804 551	78,4	10 843 854	13,8	78 790 608	100,0
Créteil	6 798 434	6,4	89 345 760	84,1	10 118 479	9,5	106 262 673	100,0
Evry	7 188 739	8,6	67 704 630	81,3	8 406 547	10,1	83 299 917	100,0
Melun	10 174 463	13,3	60 265 778	78,9	5 950 040	7,8	76 390 280	100,0
Nanterre	6 520 057	5,2	110 389 128	87,2	9 636 273	7,6	126 545 458	100,0
Paris	6 998 318	3,2	195 461 484	90,4	13 743 154	6,4	216 202 955	100,0
Rosny sous bois	11 801 081	10,2	89 039 849	77,1	14 695 088	12,7	115 536 018	100,0
St Quentin en Yvelines	6 078 880	6,2	82 208 657	83,8	9 820 824	10,0	98 108 360	100,0
Ile de France	61 702 175	6,8	756 219 835	83,9	83 214 258	9,2	901 136 268	100,0
Charleville	2 051 053	17,7	8 118 883	69,9	1 437 892	12,4	11 607 828	100,0
Chaumont	1 154 621	16,8	4 087 955	59,6	1 622 094	23,6	6 864 670	100,0
Reims	2 273 983	9,3	19 659 275	80,0	2 642 109	10,8	24 575 366	100,0
Troyes	2 355 187	16,3	10 986 264	75,9	1 135 258	7,8	14 476 710	100,0
Champagne-Ardenne	7 834 844	13,6	42 852 376	74,5	6 837 354	11,9	57 524 573	100,0
Amiens	7 561 767	24,9	18 059 811	59,5	4 719 896	15,6	30 341 475	100,0
Beauvais	3 736 563	13,8	21 552 047	79,3	1 873 461	6,9	27 162 072	100,0
Creil	2 072 930	13,7	11 334 529	74,9	1 717 059	11,4	15 124 518	100,0
Saint-Quentin	2 074 510	21,8	6 086 045	64,1	1 338 965	14,1	9 499 519	100,0
Soissons	2 277 753	18,5	7 979 538	64,8	2 054 519	16,7	12 311 810	100,0
Picardie	17 723 524	18,8	65 011 970	68,8	11 703 900	12,4	94 439 394	100,0
Dieppe	893 279	9,9	6 461 329	71,6	1 666 692	18,5	9 021 300	100,0
Elbeuf	452 114	11,2	2 457 627	60,9	1 124 247	27,9	4 033 988	100,0
Evreux	1 672 320	5,5	24 219 574	79,3	4 660 910	15,3	30 552 804	100,0
Le Havre	1 204 038	5,1	18 459 993	78,4	3 871 589	16,4	23 535 620	100,0
Rouen	3 541 353	12,8	21 133 892	76,2	3 054 171	11,0	27 729 415	100,0
Haute Normandie	7 763 104	8,2	72 732 415	76,7	14 377 609	15,2	94 873 128	100,0
Blois	1 591 204	11,3	9 793 004	69,8	2 639 278	18,8	14 023 486	100,0
Bourges	959 339	8,2	8 850 668	75,7	1 877 075	16,1	11 687 081	100,0
Châteauroux	835 997	9,2	5 558 970	61,0	2 722 477	29,9	9 117 444	100,0
Chartres	2 544 483	13,6	12 847 978	68,6	3 333 108	17,8	18 725 569	100,0
Orléans	4 761 008	14,7	22 475 628	69,3	5 203 169	16,0	32 439 806	100,0
Tours	3 351 918	10,5	25 429 355	80,0	3 005 938	9,5	31 787 210	100,0
Centre	14 043 949	11,9	84 955 603	72,1	18 781 044	15,9	117 780 596	100,0
Alençon	2 313 524	21,1	6 472 074	58,9	2 204 352	20,1	10 989 950	100,0
Avranches	3 132 689	13,3	15 574 105	66,0	4 874 003	20,7	23 580 797	100,0
Caen	4 018 914	12,3	21 158 723	64,7	7 518 663	23,0	32 696 300	100,0
Basse Normandie	9 465 126	14,1	43 204 903	64,2	14 597 018	21,7	67 267 047	100,0

Caisses d'Allocations Familiales et Régions	destinataire de la dépense						total dépenses d'action sociale	
	aides aux familles		aides aux partenaires		services Caf		euros	%
	euros	%	euros	%	euros	%		
Auxerre	1 229 664	7,8	11 193 710	70,9	3 374 870	21,4	15 798 244	100,0
Dijon	2 031 621	6,0	26 453 621	77,6	5 592 995	16,4	34 078 237	100,0
Mâcon	5 438 619	20,5	18 273 400	68,9	2 801 705	10,6	26 513 723	100,0
Nevers	883 812	7,5	9 426 403	80,4	1 412 516	12,0	11 722 731	100,0
Bourgogne	9 583 716	10,9	65 347 134	74,2	13 182 085	15,0	88 112 935	100,0
Armentières	1 993 001	19,5	7 442 294	72,9	774 580	7,6	10 209 875	100,0
Arras	11 033 188	22,9	32 599 711	67,6	4 568 399	9,5	48 201 298	100,0
Calais	8 434 136	28,3	15 592 192	52,3	5 803 381	19,5	29 829 708	100,0
Cambrai	723 871	10,5	5 381 728	78,1	783 421	11,4	6 889 020	100,0
Douai	1 917 948	14,9	9 754 154	75,9	1 182 268	9,2	12 854 371	100,0
Dunkerque	1 160 141	6,6	13 527 186	76,5	2 995 466	16,9	17 682 793	100,0
Lille	6 423 611	14,5	33 212 944	75,0	4 670 328	10,5	44 306 883	100,0
Maubeuge	1 273 526	13,9	6 007 243	65,7	1 865 147	20,4	9 145 916	100,0
Roubaix	3 033 565	7,2	36 321 123	86,4	2 682 065	6,4	42 036 753	100,0
Valenciennes	3 158 577	12,4	20 008 314	78,4	2 355 983	9,2	25 522 874	100,0
Nord-Pas de Calais	39 151 564	15,9	179 846 888	72,9	27 681 039	11,2	246 679 491	100,0
Bar le Duc	1 326 570	17,6	5 448 211	72,4	747 556	9,9	7 522 337	100,0
Epinal	2 542 996	12,4	14 445 784	70,4	3 531 095	17,2	20 519 875	100,0
Metz	7 530 644	15,6	35 840 235	74,1	4 988 528	10,3	48 359 407	100,0
Nancy	4 165 338	11,4	28 909 058	78,8	3 601 448	9,8	36 675 845	100,0
Lorraine	15 565 548	13,8	84 643 287	74,9	12 868 628	11,4	113 077 463	100,0
Mulhouse	4 807 361	8,2	51 360 734	87,9	2 275 119	3,9	58 443 214	100,0
Strasbourg	5 526 449	7,9	61 314 442	88,2	2 709 183	3,9	69 550 074	100,0
Alsace	10 333 810	8,1	112 675 176	88,0	4 984 302	3,9	127 993 288	100,0
Belfort	1 171 319	11,7	7 842 518	78,1	1 030 786	10,3	10 044 622	100,0
Besançon	2 503 553	13,0	15 110 770	78,5	1 646 658	8,5	19 260 982	100,0
Montbéliard	1 695 880	15,4	7 691 986	69,7	1 641 132	14,9	11 028 998	100,0
St-Claude	985 719	7,6	10 717 931	82,9	1 225 173	9,5	12 928 824	100,0
Vesoul	2 162 657	16,3	9 813 554	73,9	1 312 215	9,9	13 288 427	100,0
Franche Comté	8 519 129	12,8	51 176 760	76,9	6 855 964	10,3	66 551 852	100,0
Angers	3 596 729	8,1	34 514 160	78,0	6 132 041	13,9	44 242 930	100,0
Cholet	834 430	7,4	9 288 297	82,5	1 141 823	10,1	11 264 549	100,0
La Roche sur Yon	4 229 701	16,4	18 188 003	70,6	3 346 610	13,0	25 764 314	100,0
Laval	2 143 384	15,3	10 689 770	76,3	1 184 969	8,5	14 018 123	100,0
Le Mans	3 838 588	14,8	17 483 413	67,6	4 543 887	17,6	25 865 888	100,0
Nantes	7 403 680	9,1	64 850 926	80,1	8 674 661	10,7	80 929 268	100,0
Pays de la Loire	22 046 512	10,9	155 014 570	76,7	25 023 991	12,4	202 085 073	100,0

Caisses d'Allocations Familiales et Régions	destinataire de la dépense						total dépenses d'action sociale	
	aides aux familles		aides aux partenaires		services Caf		euros	%
	euros	%	euros	%	euros	%		
Brest	1 966 761	7,4	20 065 646	75,7	4 460 872	16,8	26 493 278	100,0
Quimper	1 235 594	6,5	13 838 260	73,3	3 807 329	20,2	18 881 183	100,0
Rennes	3 404 683	7,8	34 579 827	79,5	5 498 317	12,6	43 482 827	100,0
St-Brieuc	3 381 514	12,5	19 150 243	70,8	4 531 192	16,7	27 062 950	100,0
Vannes	3 657 959	9,4	29 946 887	77,3	5 138 522	13,3	38 743 368	100,0
Bretagne	13 646 512	8,8	117 580 864	76,0	23 436 231	15,2	154 663 607	100,0
Angoulême	1 427 484	7,2	16 291 593	82,1	2 130 285	10,7	19 849 362	100,0
La Rochelle	3 889 136	12,3	25 338 738	80,1	2 393 439	7,6	31 621 312	100,0
Niort	1 731 167	11,6	10 821 816	72,8	2 310 005	15,5	14 862 988	100,0
Poitiers	1 190 779	4,4	23 792 084	88,6	1 856 388	6,9	26 839 251	100,0
Poitou-Charentes	8 238 566	8,8	76 244 231	81,8	8 690 117	9,3	93 172 914	100,0
Agen	2 534 662	14,4	13 721 847	77,8	1 380 064	7,8	17 636 573	100,0
Bayonne	984 334	6,0	13 963 846	84,6	1 554 290	9,4	16 502 470	100,0
Bordeaux	6 234 650	5,7	93 039 009	85,3	9 795 559	9,0	109 069 217	100,0
Mont-de-Marsan	1 844 049	12,0	11 982 305	78,2	1 497 218	9,8	15 323 572	100,0
Périgueux	1 819 559	9,7	14 156 314	75,2	2 850 464	15,1	18 826 337	100,0
Pau	1 576 947	8,5	14 395 925	77,4	2 636 155	14,2	18 609 028	100,0
Aquitaine	14 994 201	7,7	161 259 246	82,3	19 713 751	10,1	195 967 197	100,0
Albi	2 361 599	10,1	17 804 917	76,0	3 255 756	13,9	23 422 272	100,0
Auch	484 428	4,6	9 023 215	85,7	1 017 618	9,7	10 525 261	100,0
Cahors	505 198	7,4	5 236 565	76,5	1 099 576	16,1	6 841 340	100,0
Foix	816 949	7,5	8 649 496	79,8	1 377 042	12,7	10 843 486	100,0
Montauban	1 422 712	11,3	9 751 618	77,2	1 458 494	11,5	12 632 824	100,0
Rodez	841 306	7,4	8 413 741	74,3	2 070 339	18,3	11 325 387	100,0
Tarbes	472 224	4,9	7 194 677	74,1	2 044 597	21,1	9 711 498	100,0
Toulouse	7 467 946	6,5	100 609 991	87,6	6 834 840	5,9	114 912 777	100,0
Midi-Pyrénées	14 372 362	7,2	166 684 221	83,3	19 158 262	9,6	200 214 845	100,0
Brive	480 481	5,0	8 274 267	86,2	840 015	8,8	9 594 762	100,0
Guéret	247 376	7,2	2 689 122	78,0	510 237	14,8	3 446 735	100,0
Limoges	2 202 964	12,1	14 621 683	80,5	1 332 655	7,3	18 157 302	100,0
Limousin	2 930 820	9,4	25 585 072	82,0	2 682 907	8,6	31 198 799	100,0
Annecy	4 515 652	10,8	34 207 607	81,7	3 147 773	7,5	41 871 031	100,0
Annonay	965 356	19,4	3 643 269	73,4	357 096	7,2	4 965 720	100,0
Aubenas	1 412 437	13,9	7 337 717	72,0	1 443 754	14,2	10 193 908	100,0
Bourg en Bresse	4 649 840	16,0	20 571 248	70,7	3 885 265	13,3	29 106 354	100,0
Chambéry	2 028 134	8,2	19 906 534	80,7	2 732 887	11,1	24 667 555	100,0
Grenoble	6 932 274	10,2	52 470 203	77,2	8 538 369	12,6	67 940 846	100,0
Lyon	9 877 759	8,2	98 124 128	81,5	12 420 776	10,3	120 422 664	100,0
Roanne	660 660	7,8	5 989 220	70,8	1 810 640	21,4	8 460 521	100,0

Caisses d'Allocations Familiales et Régions	destinataire de la dépense						total dépenses d'action sociale	
	aides aux familles		aides aux partenaires		services Caf		euros	%
	euros	%	euros	%	euros	%		
Saint Etienne	4 630 175	11,0	32 543 702	77,1	5 042 819	11,9	42 216 696	100,0
Valence	2 790 800	9,7	22 110 927	77,1	3 761 227	13,1	28 662 953	100,0
Vienne	2 211 881	11,7	14 122 300	74,8	2 558 365	13,5	18 892 546	100,0
Villefranche	1 502 463	12,8	8 558 760	73,1	1 642 842	14,0	11 704 066	100,0
Rhône-Alpes	42 177 431	10,3	319 585 615	78,1	47 341 813	11,6	409 104 859	100,0
Aurillac	532 494	11,8	3 518 595	78,2	450 272	10,0	4 501 361	100,0
Clermont-Ferrand	3 589 650	11,6	22 548 003	72,6	4 900 367	15,8	31 038 020	100,0
Le Puy	953 279	7,0	10 876 786	79,7	1 818 176	13,3	13 648 241	100,0
Moulins	2 673 430	18,7	10 105 499	70,9	1 481 397	10,4	14 260 325	100,0
Auvergne	7 748 852	12,2	47 048 883	74,2	8 650 211	13,6	63 447 947	100,0
Béziers	1 499 188	10,3	11 403 185	78,3	1 661 070	11,4	14 563 443	100,0
Carcassonne	2 327 871	12,4	14 845 893	79,4	1 530 095	8,2	18 703 860	100,0
Mende	145 783	5,3	2 295 631	83,5	308 300	11,2	2 749 713	100,0
Montpellier	3 431 835	6,0	49 355 743	86,4	4 345 389	7,6	57 132 967	100,0
Nîmes	2 468 438	5,4	37 225 197	80,7	6 417 581	13,9	46 111 216	100,0
Perpignan	2 612 430	9,3	23 134 999	82,6	2 262 387	8,1	28 009 816	100,0
Languedoc-Roussillon	12 485 546	7,5	138 260 648	82,7	16 524 822	9,9	167 271 016	100,0
Avignon	2 392 390	5,9	33 897 888	83,6	4 249 999	10,5	40 540 277	100,0
Digne	1 153 835	12,9	7 379 305	82,7	384 708	4,3	8 917 848	100,0
Gap	659 985	8,3	6 754 893	84,5	582 089	7,3	7 996 967	100,0
Marseille	8 426 846	6,2	113 995 957	84,4	12 672 871	9,4	135 095 674	100,0
Nice	3 740 708	4,9	65 828 790	85,8	7 116 915	9,3	76 686 413	100,0
Toulon	3 007 988	4,8	52 939 971	84,4	6 741 634	10,8	62 689 593	100,0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	19 381 752	5,8	280 796 803	84,6	31 748 217	9,6	331 926 772	100,0
Ajaccio	-4 936	-0,1	5 781 621	80,5	1 402 365	19,5	7 179 051	100,0
Bastia	347 163	4,5	5 651 935	73,9	1 647 757	21,5	7 646 855	100,0
Corse	342 228	2,3	11 433 556	77,1	3 050 122	20,6	14 825 906	100,0
Caisse maritime d' AF (2)	424 961	20,3	1 541 275	73,7	123 927	5,9	2 090 162	100,0
Total métropole	360 476 229	9,4	3 059 701 331	79,7	421 227 570	11,0	3 841 405 130	100,0
La Guadeloupe	1 527 022	5,8	21 603 244	82,2	3 147 495	12,0	26 277 761	100,0
La Guyane	639 655	7,4	5 980 439	69,6	1 968 500	22,9	8 588 594	100,0
La Martinique	5 420 117	13,7	30 939 917	78,4	3 103 609	7,9	39 463 643	100,0
La Réunion	4 007 651	8,0	38 907 560	77,5	7 306 604	14,5	50 221 815	100,0
Total Outre-Mer	11 594 446	9,3	97 431 159	78,2	15 526 209	12,5	124 551 813	100,0
Total national métropole + Dom	372 070 675	9,4	3 157 132 490	79,6	436 753 779	11,0	3 965 956 944	100,0

(*) Le 1er janvier 2002, les caisses nationales d'allocations familiales de la pêche maritime et des marins du commerce ont fusionné et portent désormais le nom de caisse maritime d'allocations familiales dont le siège social est situé à La Rochelle.

Annexe 5d : Ventilation des dépenses d'Action Sociale selon la nature de la dépense en 2009

Caisses d'Allocations Familiales et Régions	nature de la dépense						total dépenses	
	investissement		fonctionnement		aides financières		d'action sociale	
	euros	%	euros	%	euros	%	euros	%
Cergy	2 746 184	3,5	69 902 221	88,7	6 142 203	7,8	78 790 608	100,0
Créteil	6 038 668	5,7	93 425 570	87,9	6 798 434	6,4	106 262 673	100,0
Evry	5 686 841	6,8	70 424 337	84,5	7 188 739	8,6	83 299 917	100,0
Melun	4 176 347	5,5	62 039 470	81,2	10 174 463	13,3	76 390 280	100,0
Nanterre	7 497 618	5,9	112 527 783	88,9	6 520 057	5,2	126 545 458	100,0
Paris	3 590 044	1,7	205 614 594	95,1	6 998 318	3,2	216 202 955	100,0
Rosny sous bois	9 491 397	8,2	94 243 540	81,6	11 801 081	10,2	115 536 018	100,0
St Quentin en Yvelines	5 033 152	5,1	86 996 329	88,7	6 078 880	6,2	98 108 360	100,0
Ile de France	44 260 250	4,9	795 173 843	88,2	61 702 175	6,8	901 136 268	100,0
Charleville	972 381	8,4	8 584 394	74,0	2 051 053	17,7	11 607 828	100,0
Chaumont	184 265	2,7	5 525 784	80,5	1 154 621	16,8	6 864 670	100,0
Reims	1 040 452	4,2	21 260 931	86,5	2 273 983	9,3	24 575 366	100,0
Troyes	219 484	1,5	11 902 038	82,2	2 355 187	16,3	14 476 710	100,0
Champagne-Ardenne	2 416 583	4,2	47 273 146	82,2	7 834 844	13,6	57 524 573	100,0
Amiens	1 713 107	5,6	21 066 601	69,4	7 561 767	24,9	30 341 475	100,0
Beauvais	972 337	3,6	22 453 172	82,7	3 736 563	13,8	27 162 072	100,0
Creil	515 359	3,4	12 536 229	82,9	2 072 930	13,7	15 124 518	100,0
Saint-Quentin	632 267	6,7	6 792 742	71,5	2 074 510	21,8	9 499 519	100,0
Soissons	1 048 542	8,5	8 985 514	73,0	2 277 753	18,5	12 311 810	100,0
Picardie	4 881 613	5,2	71 834 257	76,1	17 723 524	18,8	94 439 394	100,0
Dieppe	100 549	1,1	8 027 473	89,0	893 279	9,9	9 021 300	100,0
Elbeuf	114 252	2,8	3 467 622	86,0	452 114	11,2	4 033 988	100,0
Evreux	1 077 480	3,5	27 803 003	91,0	1 672 320	5,5	30 552 804	100,0
Le Havre	1 170 456	5,0	21 161 126	89,9	1 204 038	5,1	23 535 620	100,0
Rouen	1 746 541	6,3	22 441 522	80,9	3 541 353	12,8	27 729 415	100,0
Haute Normandie	4 209 278	4,4	82 900 746	87,4	7 763 104	8,2	94 873 128	100,0
Blois	1 192 313	8,5	11 239 968	80,2	1 591 204	11,3	14 023 486	100,0
Bourges	1 155 844	9,9	9 571 899	81,9	959 339	8,2	11 687 081	100,0
Châteauroux	696 357	7,6	7 585 090	83,2	835 997	9,2	9 117 444	100,0
Chartres	1 074 081	5,7	15 107 006	80,7	2 544 483	13,6	18 725 569	100,0
Orléans	1 561 095	4,8	26 117 703	80,5	4 761 008	14,7	32 439 806	100,0
Tours	1 431 233	4,5	27 004 060	85,0	3 351 918	10,5	31 787 210	100,0
Centre	7 110 922	6,0	96 625 725	82,0	14 043 949	11,9	117 780 596	100,0
Alençon	523 700	4,8	8 152 726	74,2	2 313 524	21,1	10 989 950	100,0
Avranches	1 486 772	6,3	18 961 336	80,4	3 132 689	13,3	23 580 797	100,0
Caen	761 458	2,3	27 915 929	85,4	4 018 914	12,3	32 696 300	100,0
Basse Normandie	2 771 930	4,1	55 029 991	81,8	9 465 126	14,1	67 267 047	100,0

Caisses d'Allocations Familiales et Régions	nature de la dépense						total dépenses d'action sociale	
	investissement		fonctionnement		aides financières		euros	%
	euros	%	euros	%	euros	%		
Auxerre	452 498	2,9	14 116 082	89,4	1 229 664	7,8	15 798 244	100,0
Dijon	2 160 001	6,3	29 886 615	87,7	2 031 621	6,0	34 078 237	100,0
Mâcon	1 315 556	5,0	19 759 548	74,5	5 438 619	20,5	26 513 723	100,0
Nevers	714 367	6,1	10 124 552	86,4	883 812	7,5	11 722 731	100,0
Bourgogne	4 642 422	5,3	73 886 798	83,9	9 583 716	10,9	88 112 935	100,0
Armentières	1 314 886	12,9	6 901 988	67,6	1 993 001	19,5	10 209 875	100,0
Arras	2 540 683	5,3	34 627 427	71,8	11 033 188	22,9	48 201 298	100,0
Calais	1 052 813	3,5	20 342 760	68,2	8 434 136	28,3	29 829 708	100,0
Cambrai	895 470	13,0	5 269 679	76,5	723 871	10,5	6 889 020	100,0
Douai	510 695	4,0	10 425 727	81,1	1 917 948	14,9	12 854 371	100,0
Dunkerque	1 057 654	6,0	15 464 998	87,5	1 160 141	6,6	17 682 793	100,0
Lille	1 613 355	3,6	36 269 917	81,9	6 423 611	14,5	44 306 883	100,0
Maubeuge	563 599	6,2	7 308 791	79,9	1 273 526	13,9	9 145 916	100,0
Roubaix	1 679 590	4,0	37 323 598	88,8	3 033 565	7,2	42 036 753	100,0
Valenciennes	1 375 893	5,4	20 988 404	82,2	3 158 577	12,4	25 522 874	100,0
Nord-Pas de Calais	12 604 639	5,1	194 923 288	79,0	39 151 564	15,9	246 679 491	100,0
Bar le Duc	620 235	8,2	5 575 532	74,1	1 326 570	17,6	7 522 337	100,0
Epinal	1 367 126	6,7	16 609 753	80,9	2 542 996	12,4	20 519 875	100,0
Metz	3 637 029	7,5	37 191 734	76,9	7 530 644	15,6	48 359 407	100,0
Nancy	3 273 283	8,9	29 237 223	79,7	4 165 338	11,4	36 675 845	100,0
Lorraine	8 897 673	7,9	88 614 242	78,4	15 565 548	13,8	113 077 463	100,0
Mulhouse	3 987 582	6,8	49 648 272	85,0	4 807 361	8,2	58 443 214	100,0
Strasbourg	5 468 570	7,9	58 555 055	84,2	5 526 449	7,9	69 550 074	100,0
Alsace	9 456 152	7,4	108 203 326	84,5	10 333 810	8,1	127 993 288	100,0
Belfort	148 438	1,5	8 724 865	86,9	1 171 319	11,7	10 044 622	100,0
Besançon	1 541 030	8,0	15 216 398	79,0	2 503 553	13,0	19 260 982	100,0
Montbéliard	668 598	6,1	8 664 520	78,6	1 695 880	15,4	11 028 998	100,0
St-Claude	256 308	2,0	11 686 797	90,4	985 719	7,6	12 928 824	100,0
Vesoul	381 568	2,9	10 744 201	80,9	2 162 657	16,3	13 288 427	100,0
Franche Comté	2 995 943	4,5	55 036 781	82,7	8 519 129	12,8	66 551 852	100,0
Angers	1 441 020	3,3	39 205 181	88,6	3 596 729	8,1	44 242 930	100,0
Cholet	367 265	3,3	10 062 855	89,3	834 430	7,4	11 264 549	100,0
La Roche sur Yon	2 436 683	9,5	19 097 930	74,1	4 229 701	16,4	25 764 314	100,0
Laval	1 210 689	8,6	10 664 050	76,1	2 143 384	15,3	14 018 123	100,0
Le Mans	857 451	3,3	21 169 850	81,8	3 838 588	14,8	25 865 888	100,0
Nantes	4 989 121	6,2	68 536 467	84,7	7 403 680	9,1	80 929 268	100,0
Pays de la Loire	11 302 229	5,6	168 736 332	83,5	22 046 512	10,9	202 085 073	100,0

Caisses d'Allocations Familiales et Régions	nature de la dépense						total dépenses	
	investissement		fonctionnement		aides financières		d'action sociale	
	euros	%	euros	%	euros	%	euros	%
Brest	574 352	2,2	23 952 165	90,4	1 966 761	7,4	26 493 278	100,0
Quimper	539 594	2,9	17 105 995	90,6	1 235 594	6,5	18 881 183	100,0
Rennes	2 095 997	4,8	37 982 147	87,3	3 404 683	7,8	43 482 827	100,0
St-Brieuc	1 690 463	6,2	21 990 973	81,3	3 381 514	12,5	27 062 950	100,0
Vannes	4 434 013	11,4	30 651 396	79,1	3 657 959	9,4	38 743 368	100,0
Bretagne	9 334 418	6,0	131 682 677	85,1	13 646 512	8,8	154 663 607	100,0
Angoulême	1 279 230	6,4	17 142 648	86,4	1 427 484	7,2	19 849 362	100,0
La Rochelle	1 540 772	4,9	26 191 405	82,8	3 889 136	12,3	31 621 312	100,0
Niort	712 001	4,8	12 419 820	83,6	1 731 167	11,6	14 862 988	100,0
Poitiers	1 005 472	3,7	24 643 000	91,8	1 190 779	4,4	26 839 251	100,0
Poitou-Charentes	4 537 475	4,9	80 396 873	86,3	8 238 566	8,8	93 172 914	100,0
Agen	994 431	5,6	14 107 480	80,0	2 534 662	14,4	17 636 573	100,0
Bayonne	689 519	4,2	14 828 617	89,9	984 334	6,0	16 502 470	100,0
Bordeaux	6 112 871	5,6	96 721 697	88,7	6 234 650	5,7	109 069 217	100,0
Mont-de-Marsan	1 868 967	12,2	11 610 556	75,8	1 844 049	12,0	15 323 572	100,0
Périgueux	1 149 164	6,1	15 857 614	84,2	1 819 559	9,7	18 826 337	100,0
Pau	1 063 884	5,7	15 968 197	85,8	1 576 947	8,5	18 609 028	100,0
Aquitaine	11 878 835	6,1	169 094 161	86,3	14 994 201	7,7	195 967 197	100,0
Albi	1 548 508	6,6	19 512 165	83,3	2 361 599	10,1	23 422 272	100,0
Auch	90 103	0,9	9 950 730	94,5	484 428	4,6	10 525 261	100,0
Cahors	551 863	8,1	5 784 278	84,5	505 198	7,4	6 841 340	100,0
Foix	292 848	2,7	9 733 689	89,8	816 949	7,5	10 843 486	100,0
Montauban	694 761	5,5	10 515 351	83,2	1 422 712	11,3	12 632 824	100,0
Rodez	611 351	5,4	9 872 730	87,2	841 306	7,4	11 325 387	100,0
Tarbes	391 242	4,0	8 848 032	91,1	472 224	4,9	9 711 498	100,0
Toulouse	4 498 596	3,9	102 946 235	89,6	7 467 946	6,5	114 912 777	100,0
Midi-Pyrénées	8 679 273	4,3	177 163 210	88,5	14 372 362	7,2	200 214 845	100,0
Brive	443 690	4,6	8 670 591	90,4	480 481	5,0	9 594 762	100,0
Guéret	270 349	7,8	2 929 010	85,0	247 376	7,2	3 446 735	100,0
Limoges	1 562 324	8,6	14 392 015	79,3	2 202 964	12,1	18 157 302	100,0
Limousin	2 276 363	7,3	25 991 616	83,3	2 930 820	9,4	31 198 799	100,0
Annecy	3 035 113	7,2	34 320 266	82,0	4 515 652	10,8	41 871 031	100,0
Annonay	114 223	2,3	3 886 141	78,3	965 356	19,4	4 965 720	100,0
Aubenas	475 423	4,7	8 306 049	81,5	1 412 437	13,9	10 193 908	100,0
Bourg en Bresse	2 688 967	9,2	21 767 547	74,8	4 649 840	16,0	29 106 354	100,0
Chambéry	788 622	3,2	21 850 799	88,6	2 028 134	8,2	24 667 555	100,0
Grenoble	4 059 853	6,0	56 948 719	83,8	6 932 274	10,2	67 940 846	100,0
Lyon	1 181 372	1,0	109 363 533	90,8	9 877 759	8,2	120 422 664	100,0
Roanne	78 579	0,9	7 721 281	91,3	660 660	7,8	8 460 521	100,0

Caisses d'Allocations Familiales et Régions	nature de la dépense						total dépenses d'action sociale	
	investissement		fonctionnement		aides financières		euros	%
	euros	%	euros	%	euros	%		
Saint Etienne	1 764 720	4,2	35 821 801	84,9	4 630 175	11,0	42 216 696	100,0
Valence	1 059 535	3,7	24 812 618	86,6	2 790 800	9,7	28 662 953	100,0
Vienne	906 658	4,8	15 774 007	83,5	2 211 881	11,7	18 892 546	100,0
Villefranche	279 154	2,4	9 922 448	84,8	1 502 463	12,8	11 704 066	100,0
Rhône-Alpes	16 432 219	4,0	350 495 209	85,7	42 177 431	10,3	409 104 859	100,0
Aurillac	151 249	3,4	3 817 618	84,8	532 494	11,8	4 501 361	100,0
Clermont-Ferrand	1 306 485	4,2	26 141 884	84,2	3 589 650	11,6	31 038 020	100,0
Le Puy	811 883	5,9	11 883 079	87,1	953 279	7,0	13 648 241	100,0
Moulins	1 175 942	8,2	10 410 954	73,0	2 673 430	18,7	14 260 325	100,0
Auvergne	3 445 559	5,4	52 253 535	82,4	7 748 852	12,2	63 447 947	100,0
Béziers	517 433	3,6	12 546 822	86,2	1 499 188	10,3	14 563 443	100,0
Carcassonne	500 360	2,7	15 875 629	84,9	2 327 871	12,4	18 703 860	100,0
Mende	151 089	5,5	2 452 841	89,2	145 783	5,3	2 749 713	100,0
Montpellier	3 622 425	6,3	50 078 707	87,7	3 431 835	6,0	57 132 967	100,0
Nîmes	1 187 719	2,6	42 455 059	92,1	2 468 438	5,4	46 111 216	100,0
Perpignan	1 256 699	4,5	24 140 687	86,2	2 612 430	9,3	28 009 816	100,0
Languedoc-Roussillon	7 235 724	4,3	147 549 745	88,2	12 485 546	7,5	167 271 016	100,0
Avignon	1 913 089	4,7	36 234 798	89,4	2 392 390	5,9	40 540 277	100,0
Digne	388 433	4,4	7 375 580	82,7	1 153 835	12,9	8 917 848	100,0
Gap	278 647	3,5	7 058 335	88,3	659 985	8,3	7 996 967	100,0
Marseille	3 732 789	2,8	122 936 038	91,0	8 426 846	6,2	135 095 674	100,0
Nice	3 092 797	4,0	69 852 908	91,1	3 740 708	4,9	76 686 413	100,0
Toulon	2 485 504	4,0	57 196 100	91,2	3 007 988	4,8	62 689 593	100,0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	11 891 260	3,6	300 653 760	90,6	19 381 752	5,8	331 926 772	100,0
Ajaccio	150 784	2,1	7 033 203	98,0	-4 936	-0,1	7 179 051	100,0
Bastia	337 808	4,4	6 961 884	91,0	347 163	4,5	7 646 855	100,0
Corse	488 591	3,3	13 995 087	94,4	342 228	2,3	14 825 906	100,0
Caisse maritime d' AF (2)	91 795	4,4	1 573 406	75,3	424 961	20,3	2 090 162	100,0
Total métropole	191 841 147	5,0	3 289 087 754	85,6	360 476 229	9,4	3 841 405 130	100,0
La Guadeloupe	2 115 458	8,1	22 635 281	86,1	1 527 022	5,8	26 277 761	100,0
La Guyane	315 099	3,7	7 633 840	88,9	639 655	7,4	8 588 594	100,0
La Martinique	2 442 881	6,2	31 600 645	80,1	5 420 117	13,7	39 463 643	100,0
La Réunion	7 719 691	15,4	38 494 473	76,6	4 007 651	8,0	50 221 815	100,0
Total Outre-Mer	12 593 129	10,1	100 364 238	80,6	11 594 446	9,3	124 551 813	100,0
Total national métropole + Dom	204 434 276	5,2	3 389 451 992	85,5	372 070 675	9,4	3 965 956 944	100,0

(*) Le 1er janvier 2002, les caisses nationales d'allocations familiales de la pêche maritime et des marins du commerce ont fusionné et portent désormais le nom de caisse maritime d'allocations familiales dont le siège social est situé à La Rochelle.

ANNEXE 6

Les Bénéficiaires potentiels d'Action Sociale au 31 décembre 2009

Il s'agit d'un nombre de bénéficiaires théoriques,
par Caf, et dont la définition est rappelée page 117

Bénéficiaires potentiels d'action sociale au 31/12/2009 (1)

nom caf	code Caf	Nombre de bénéficiaires potentiels
Bourg en Bresse	1080	62 369
Soissons	2080	33 404
Saint Quentin	2280	25 278
Moulins	3080	30 691
Digne	4080	15 465
Gap	5080	13 437
Nice	6080	103 904
Annonay	7080	12 857
Aubenas	7081	19 178
Charleville	8080	30 437
Foix	9080	14 188
Troyes	10080	30 203
Carcassonne	11080	35 647
Rodez	12080	22 608
Marseille	13080	213 901
Caen	14080	70 911
Aurillac	15080	11 467
Angoulême	16080	32 104
La Rochelle	17080	57 006
Pêche Maritime	17081	5 126
Bourges	18080	29 375
Brive	19080	19 860
Ajaccio	20080	12 189
Bastia	20081	13 997
Dijon	21080	49 115
Saint Briec	22080	54 196
Guéret	23080	8 928
Périgueux	24080	34 221
Besançon	25080	36 682
Montbéliard	25180	16 941
Valence	26080	51 603
Evreux	27080	65 358
Chartres	28080	45 941
Brest	29080	50 700
Quimper	29280	35 942
Nîmes	30080	76 153
Toulouse	31080	127 256
Auch	32080	15 576
Bordeaux	33080	143 192
Montpellier	34080	79 670
Béziers	34180	31 450
Rennes	35080	104 162
Châteauroux	36080	20 812
Tours	37080	57 364
Grenoble	38080	103 122
Vienne	38180	32 153
Saint Claude	39080	25 999

(1) cf définition des bénéficiaires potentiels page 117. Données extraites
du tableau SB741 - statistiques bénéficiaires d'action sociale au 31/12/2009

Bénéficiaires potentiels d'action sociale au 31/12/2009 (1)

nom caf	code Caf	Nombre de bénéficiaires potentiels
Mont de Marsan	40080	33 505
Blois	41080	32 132
Saint Etienne	42080	63 091
Roanne	42280	15 460
Le Puy	43080	21 670
Nantes	44080	140 151
Orléans	45080	69 400
Cahors	46080	14 277
Agen	47080	28 598
Mende	48080	6 354
Angers	49080	60 658
Cholet	49180	21 646
Avranches	50080	47 909
Reims	51280	54 625
Chaumont	52080	17 622
Laval	53080	30 693
Nancy	54080	71 281
Bar le Duc	55080	18 796
Vannes	56080	69 136
Metz	57080	97 244
Nevers	58080	18 585
Lille	59080	69 064
Armentières	59081	18 629
Dunkerque	59082	31 979
Roubaix	59083	64 311
Douai	59380	28 871
Cambrai	59381	18 187
Valenciennes	59580	41 153
Maubeuge	59581	26 804
Beauvais	60080	53 495
Creil	60280	36 830
Alençon	61080	27 673
Arras	62080	104 450
Calais	62280	63 191
Clermont Ferrand	63080	59 841
Pau	64080	35 047
Bayonne	64180	28 024
Tarbes	65080	20 972
Perpignan	66080	45 228
Strasbourg	67080	109 419
Mulhouse	68180	72 716
Lyon	69080	166 919
Villefranche	69180	22 137
Vesoul	70080	24 826
Belfort	70180	14 787
Mâcon	71080	52 425
Le Mans	72080	59 194

(1) cf définition des bénéficiaires potentiels page 117. Données extraites
du tableau SB741 - statistiques bénéficiaires d'action sociale au 31/12/2009

Bénéficiaires potentiels d'action sociale au 31/12/2009 (1)

nom caf	code Caf	Nombre de bénéficiaires potentiels
Chambéry	73080	42 313
Annecy	74080	71 039
Paris	75080	175 893
Rouen	76080	60 036
Elbeuf	76081	6 904
Dieppe	76180	24 145
Le Havre	76280	45 111
Melun	77080	154 397
St Quentin en Yvelines	78080	156 047
Niort	79080	33 995
Amiens	80080	59 500
Albi	81080	36 363
Montauban	82080	24 779
Toulon	83080	100 968
Avignon	84080	57 638
La Roche sur Yon	85080	63 095
Poitiers	86080	40 237
Limoges	87080	33 680
Epinal	88080	38 962
Auxerre	89080	34 004
Evry	91080	138 695
Nanterre	92080	163 055
Rosny sous bois	93080	191 604
Créteil	94080	147 010
Cergy	95080	141 887
total Métropole		6 452 500
La Guadeloupe	97080	72 266
La Guyane	97081	31 251
La Martinique	97082	60 000
La Réunion	97083	144 776
total Dom		308 293
total métropole + Dom		6 760 793

(1) Le nombre de familles potentiellement bénéficiaires de l'action sociale des Caf correspond à une définition théorique donnée par la Cnaf. Cette définition, qui n'est pas nécessairement en adéquation avec la pratique de toutes les Caf, est la suivante : les familles bénéficiaires potentielles sont celles qui ouvrent droit à une ou plusieurs des prestations familiales figurant à l'article L511-1 du code de la sécurité sociale, les familles bénéficiaires de la seule "APL" (ou APL + AAH ou APL + RMI) ayant un enfant à charge, les familles bénéficiaires de l'Aged seule et/ou de l'Afeama seule et les familles bénéficiaires du RMI et du RSA socle ayant un enfant à charge au sens de l'article L513-1 du code de la sécurité sociale. Sont exclues de ce champ les familles qui ne relèvent pas de la Caf pour le droit aux prestations de l'article L511-1 (régimes spéciaux et agricoles) et sont exclues du dénombrement les familles dont le code régime n'est pas renseigné dans le Fileas (Fichier des prestations légales et de l'action sociale des Caf).

Liste des tableaux et graphiques

pages :

Les dépenses d'action sociale des 119 Caf métropolitaines et des 4 Caf des Dom en 2009 – présentation synthétique	3
Graphique 1 : dépenses d'action sociale par fonction en 2009	8
Graphique 2 : évolution des parts dotations affectées, dotation d'action sociale depuis 1999	8
Graphique 3 : dépenses d'action sociale selon le type de financement de 2000 à 2009	11
Graphique 4 : temps libres des enfants et des familles	13
Graphique 5 : accompagnement social des familles et de leurs enfants	15
Graphique 6 : financement de l'animation de la vie sociale de 2005 à 2009	18
Graphique 7 : évolution des cinq composantes de l'accompagnement à la fonction parentale	20
Graphique 8 : dépenses d'action sociale 2009 selon le destinataire de la dépense	21
Graphique 9 : dépenses d'action sociale 2009 selon leur nature	22
Graphique 10 : évolution parallèle de trois agrégats et de l'ensemble des dépenses d'action sociale	22
Tableau 1 : dépenses d'action sociale en Métropole et dans les Départements d'Outre-mer par fonction et type d'intervention	25
Tableau 2 : dépenses d'action sociale en Métropole et dans les Départements d'Outre-mer par fonction et principale sous fonction selon le domaine d'intervention	26
Tableau 3 : dépenses d'action sociale en Métropole et dans les départements d'Outre-mer par fonction et section budgétaire	27
Tableau 4 : dépenses d'action sociale en Métropole et dans les départements d'outre-mer par fonction, sur dotations affectées et dotation d'action sociale	27
Tableau 5 : dépenses d'action sociale en Métropole par fonction et type d'intervention	28
Tableau 6 : dépenses d'action sociale en Métropole par fonction et principale sous fonction selon le domaine d'intervention	29
Tableau 7 : dépenses d'action sociale en Métropole par fonction et section budgétaire	30
Tableau 8 : dépenses d'action sociale en Métropole par fonction sur dotations affectées et dotation d'action sociale	30
Tableau 9 : dépenses d'action sociale dans les départements d'Outre-mer par fonction et type d'intervention	31
Tableau 10 : dépenses d'action sociale dans les départements d'Outre-mer par fonction et principale sous fonction selon le domaine d'intervention	32
Tableau 11 : dépenses d'action sociale dans les départements d'Outre-mer par fonction et section budgétaire	33
Tableau 12 : dépenses d'action sociale dans les départements d'Outre-mer, par fonction, sur dotations affectées et dotation d'action sociale	33

Annexe 1 : séries rétrospectives : dépenses d'action sociale des Caf de 2005 à 2009

Résultats agrégés des 119 Caf métropolitaines et des 4 Caf des Dom	35
Tableau 13 : dépenses d'action sociale en Métropole et dans les Départements d'Outre-mer, par fonction	37
Tableau 14 : dépenses d'action sociale en Métropole et dans les Départements d'Outre-mer, par fonction et principale sous fonction, selon le domaine d'intervention	38
Tableau 15 : dépenses d'action sociale en Métropole et dans les Départements d'Outre-mer, par section budgétaire	39
Tableau 16 : dépenses d'action sociale en Métropole et dans les Départements d'Outre-mer, selon le destinataire de la dépense	39

Résultats agrégés des 119 Caf métropolitaines

Tableau 17 : dépenses d'action sociale en Métropole par fonction	40
Tableau 18 : dépenses d'action sociale en Métropole par fonction et principale sous fonction, selon le domaine d'intervention	41
Tableau 19 : dépenses d'action sociale en Métropole par section budgétaire	42
Tableau 20 : dépenses d'action sociale en Métropole selon le destinataire de la dépense	42
Tableau 21 : dépenses d'investissement en Métropole par fonction	43
Tableau 22 : dépenses de fonctionnement en Métropole par fonction	44
Tableau 23 : dépenses d'aides financières en Métropole par fonction	45

Résultats agrégés des 4 Caf des Dom

Tableau 24 : dépenses d'action sociale des Départements d'Outre-mer par fonction	46
Tableau 25 : dépenses d'investissement, de fonctionnement et d'aides financières des Départements d'Outre-mer par fonction	47

Annexe 2 : Les résultats financiers 2009 selon la présentation du document statistique « ventilation fonctionnelle »

Résultats agrégés des 119 Caf métropolitaines et des 4 Caf des Dom 49

Tableau SF100 : accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	51
Tableau SF200 : temps libre des enfants et des familles	52
Tableau SF300 : accompagnement social des familles et de leurs enfants	53
Tableau SF301 : accompagnement social des familles et de leurs enfants (suite)	54
Tableau SF400 : logement et habitat	55
Tableau SF500 : animation de la vie sociale	56
Tableau SF700 : prestations supplémentaires aux familles	56
Tableau SF800 : autres actions	57
Tableau SF900 : récapitulation des dépenses d'action sociale	58
Tableau SF902 : prestation de service unique et ordinaire pour enfants moins de 4 ans	59
Tableau SF903 : prestations de service ordinaire pour enfants de 4 à 6 ans	60
Tableau SF904 : prestations de service autres	61
Tableau SF905 : récapitulatif des prestations de service	62
Tableau SF906 : prestation de service unique	62
Tableau SF908 : dépenses relatives au contrat enfance selon le type d'équipement (*)	63
Tableau SF950 : recettes et dépenses des services en gestion directe	63

Annexe 3 : Les résultats financiers 2009 selon la présentation du document statistique « ventilation fonctionnelle »

Résultats agrégés des 119 Caf métropolitaines 65

Tableau SF100 : accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	67
Tableau SF200 : temps libre des enfants et des familles	68
Tableau SF300 : accompagnement social des familles et de leurs enfants	69
Tableau SF301 : accompagnement social des familles et de leurs enfants (suite)	70

Tableau SF400 : logement et habitat	71
Tableau SF500 : animation de la vie sociale	72
Tableau SF700 : prestations supplémentaires aux familles	72
Tableau SF800 : autres actions	73
Tableau SF900 : récapitulation des dépenses d'action sociale	74
Tableau SF902 : prestation de service unique et ordinaire pour enfants moins de 4 ans	75
Tableau SF903 : prestations de service ordinaire pour enfants de 4 à 6 ans	76
Tableau SF904 : prestations de service autres	77
Tableau SF905 : récapitulatif des prestations de service	78
Tableau SF906 : prestation de service unique	78
Tableau SF950 : recettes et dépenses des services en gestion directe	79

Annexe 4 : Les résultats financiers 2009 selon la présentation du document statistique « ventilation fonctionnelle »

Résultats agrégés des 4 Caf des Dom 81

Tableau SF100 : accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	83
Tableau SF200 : temps libre des enfants et des familles	84
Tableau SF300 : accompagnement social des familles et de leurs enfants	85
Tableau SF301 : accompagnement social des familles et de leurs enfants (suite)	86
Tableau SF400 : logement et habitat	87
Tableau SF500 : animation de la vie sociale	88
Tableau SF700 : prestations supplémentaires aux familles	88
Tableau SF800 : autres actions	89
Tableau SF900 : récapitulation des dépenses d'action sociale	90
Tableau SF902 : prestation de service unique et ordinaire pour enfants moins de 4 ans	91
Tableau SF904 : prestations de service autres	92
Tableau SF905 : récapitulatif des prestations de service	83
Tableau SF908 : dépenses relatives au contrat enfance selon le type d'équipement (*)	93
Tableau SF950 : recettes et dépenses des services en gestion directe	94

Annexe 5 : les résultats financiers 2009 par caisse d'allocations familiales et par région 95

Annexe 5a : dépenses d'action sociale par fonction budgétaire – données en euros	97
Annexe 5b : dépenses d'action sociale par fonction budgétaire – données en %	101
Annexe 5c : ventilation des dépenses d'action sociale selon le destinataire de la dépense	105
Annexe 5d : ventilation des dépenses d'action sociale selon la nature de la dépense	109

Annexe 6 : les bénéficiaires potentiels d'action sociale au 31 décembre 2009 113

(*) Le tableau SF908 concerne uniquement les Dom.